

L'impact de la montée
en puissance de la zone Asie
sur le repositionnement
des moyens de lutte sous-marine
déployés en Atlantique

YVES BOYER - PATRICK HÉBRARD

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
4 bis rue des Pâtures – 75016 PARIS

ISSN : 1966-5156
ISBN : 978-2-911101-76-2
EAN : 9782911101762

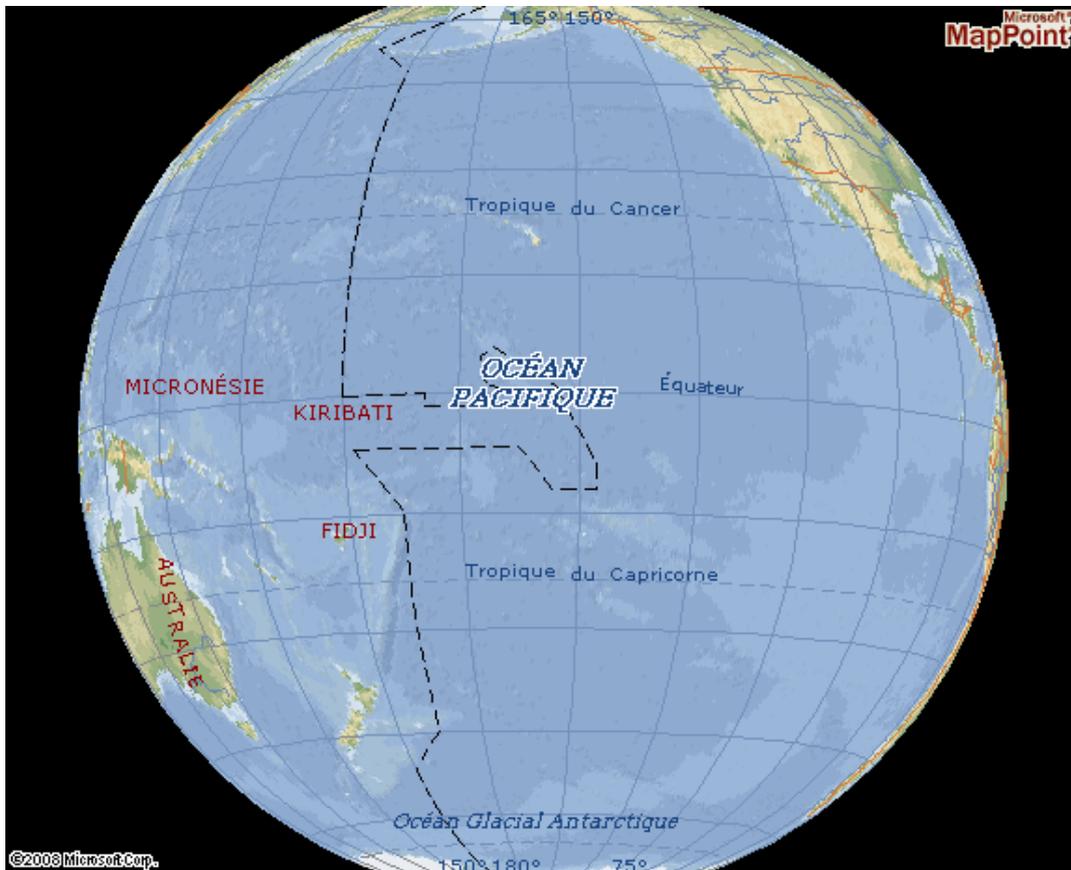
WWW.FRSTRATEGIE.ORG 4 BIS RUE DES PÂTURES 75016 PARIS TÉL.01 43 13 77 77 FAX 01 43 13 77 78

SIRET 394 095 533 00052 TVA FR74 394 095 533 CODE APE 7220Z FONDATION RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE – DÉCRET DU 26 FÉVRIER 1993

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
RESUME	7
DONNEES GENERALES	9
Le contexte géostratégique	9
Les données géographiques et océanographiques	10
Géographie	10
Océanographie de l'océan Pacifique occidental	10
LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA CHINE	19
Élaboration d'une stratégie maritime	20
La Marine chinoise en 2012	22
Une stratégie maritime sur le long terme	23
La mer de Chine – zone d'intérêts vitaux et de tensions	24
Les enjeux en Mer de Chine du sud	24
La mer de Chine orientale	29
Les zones d'intérêts stratégiques – le Pacifique NW et les lignes de communication	33
Le Pacifique NW	33
Les lignes de communication	34
Les zones d'intérêts économiques et d'influence	37
La recherche océanographique	37
La Chine et les pôles	38
Les retombées maritimes du programme spatial chinois	39
Les implantations chinoises dans le monde	40
Conclusion	43
FACE A LA CHINE : VIGILANCE ET PARTENARIATS	45
Les pays de l'ASEAN	45
Le Vietnam	45
Les Philippines	46
La Malaisie	47
L'Indonésie	47

Singapour	48
La Thaïlande	48
Taiwan	48
La Corée du Sud	49
Le Japon	49
L'Australie	50
L'Inde 50	
La Russie	51
Les États-Unis	53
Posture de défense américaine à l'horizon 2020 : réaménagement vers l'océan Indien et le Pacifique	53
La politique d'alliance dans la zone Pacifique ouest	55
La politique américaine vis-à-vis de la Chine	55
Conclusion	57
LA LUTTE ASM EN ASIE	59
La navigation sous-marine en mer de Chine	59
Les forces sous-marines et anti sous-marines en présence	61
La Chine	61
Les pays de l'ASEAN	63
Corée du Sud et Japon	64
L'Inde et l'Australie	65
La Russie	65
Les États-Unis	66
Conclusion	70
CONSEQUENCES POUR LA FRANCE	71
La France et le Pacifique	71
Une nouvelle donne maritime	71
RECOMMANDATIONS	75
CONCLUSION	77



Préambule

Les flottes de combat des pays asiatiques connaissent depuis plusieurs années une forte croissance, avec, en particulier, un développement des composantes sous-marines, dans une zone compliquée pour la navigation, en raison de la configuration des fonds, de la présence de nombreux détroits et de la densité du trafic maritime. Cet attrait pour les sous-marins ne répond pas toujours à des impératifs stratégiques ; pour certains pays, il s'agit davantage d'une question de prestige. Quoiqu'il en soit, cette rapide prolifération fait peser une menace sur le trafic maritime et sur les flottes que les pays doivent prendre en compte ce qui les conduit à renforcer leur dispositif anti-sous-marin, et à l'adapter aux conditions particulières de la zone.

Partant de ces considérations générales, il semble que le facteur déclenchant soit à rechercher dans l'avènement de la Chine, non seulement comme puissance économique mais aussi désormais comme puissance stratégique se dotant patiemment de tous les

constituants d'une puissance mondiale, en particulier militaires et navals. « *Si la Chine devait mener une classique politique de puissance et de fait accompli ; si elle cherchait à devenir une « Amérique asiatique », qui, comme elle, serait souvent trop unilatéraliste, trop polluante et pourquoi pas, elle aussi, un jour militariste sans pour autant être aussi démocratique que les États-Unis ; si elle visait à reconstituer un monde bipolaire, cette fois-ci autour d'elle-même et des États-Unis ; si elle prétendait imposer au monde ses normes et ses conceptions propres, alors aucun choc ne serait exclu, et tout serait à craindre.* »¹

Il a donc paru intéressant de mener cette étude en partant de la montée en puissance de la Chine et d'en analyser les conséquences sur les plans régionaux, puis en élargissant progressivement la perspective à l'échelle mondiale. Le renforcement de la présence navale américaine dans le Pacifique, décidé par le Président Obama, signifie-t-il une diminution sensible de toute présence sous-marine et de moyens ASM en Atlantique ? La Russie, mais aussi la Chine, l'Inde ou le Brésil ne seront-ils pas tentés de renforcer leur présence près des côtes européennes ? Cette étude s'efforce d'analyser les possibles tendances d'évolution dans le positionnement des principales flottes, dans une période où les Marines européennes subissent des réductions sensibles liées à la crise économique tandis que celles d'Asie connaissent un développement considérable.

¹ Hubert Védrine, « L'émergence de la Chine vue de la France », *Politique étrangère*, automne 2006.

Résumé

La montée en puissance des Marines du sud-est asiatique provoque un redéploiement des moyens navals vers la zone du Pacifique Nord-Ouest, comme l'ont récemment annoncé et ont commencé à les repositionner les États-Unis et la Russie.

Cette montée en puissance accompagne la réapparition de nombreux contentieux maritimes, jusque-là sagement mis de côté, dans un climat de tension entretenu en mer de Chine. Au-delà de différends régionaux se pose la question des ambitions réelles de la Chine sur le plan maritime : développement d'une stratégie pacifique et défensive de ses intérêts en mer, ou manifestation progressive d'une volonté de puissance ?

Face à cette ambiguïté entretenue, les pays avoisinants s'inquiètent, réarment et organisent des alliances en appelant de leurs vœux le soutien des grandes puissances : États-Unis, Russie, Inde. L'agressivité manifestée par la Chine pour la défense de ce qu'elle considère comme partie de son territoire dans les eaux contestées des mers de Chine méridionale et orientale a contribué au développement d'une communauté d'intérêts entre les pays avoisinants, avec le soutien bienveillant des États-Unis.

Parallèlement, la montée en puissance rapide de la Marine chinoise (PLAN)², en particulier de sa composante sous-marine, a conduit les marines de la région à développer une composante sous-marine et la Marine américaine à relancer l'effort de recherche et développement dans le domaine de la lutte sous la mer, devenu moins prioritaire depuis la disparition de l'URSS.

Ce renouveau d'intérêt pour la lutte sous la mer pose la question du maintien de notre capacité dans ce domaine stratégique pour la protection du trafic maritime et de nos opérations, mais aussi pour celle de nos SNLE et pour la crédibilité de notre Dissuasion. Le fait que l'action se déroule loin de nos zones de déploiement risque de nous priver du retour d'expérience acquis dans cette région. Dès lors, il convient de trouver les moyens d'une présence raisonnable pour améliorer notre connaissance et développer concepts et équipements.

² PLAN – People's Liberation Army Navy.

Données générales

Le contexte géostratégique

Immense étendue, l'océan Pacifique relie trois continents et une cinquantaine d'États. La partie située dans l'hémisphère nord regroupe les trois premières puissances économiques mondiales, en termes de PIB, et concentre près de la moitié de la population mondiale, tandis que l'hémisphère sud est un vaste domaine maritime parsemé d'îles et faiblement peuplé.

Le phénomène marquant de ces deux dernières décennies est le développement économique impressionnant de l'Asie orientale et particulièrement de la Chine. Après le Japon, dans les années 1970, la Chine est devenue l'une des premières puissances économiques mondiales. D'après la Banque mondiale, « *la Chine a réussi en une génération ce qui a pris des siècles pour la plupart des pays* ». En 2011, la Chine est devenue le premier exportateur mondial, devançant l'Allemagne ; son PIB est sur le point de dépasser celui du Japon et positionnera alors le pays à la deuxième place après les États-Unis. Selon les estimations de Goldman Sachs, le PIB chinois rattraperait celui des États-Unis en 2027, et, en 2050, atteindrait 70 000 milliards de dollars contre 40 000 aux États-Unis, soit pratiquement le double. Ces estimations sont certes à considérer avec prudence, mais, à moins d'un revirement de situation soudain, le PIB chinois sera le plus important au monde à la moitié de ce siècle.

Le sud-est asiatique est composé d'une mosaïque d'États qui se sont regroupés au sein d'une organisation régionale de libre-échange, l'ASEAN. Avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud, une gigantesque aire de croissance s'est formée, qui produit un quart de la richesse mondiale et qui est devenue, en quelques années, l'un des pôles majeurs de la mondialisation. L'Asie orientale est aussi un espace de puissance démographique dans lequel les États jouent des rôles déterminants et qui concentre une main d'œuvre abondante, laborieuse et de mieux en mieux formée. De nouveaux intérêts stratégiques accompagnent cette croissance économique rapide, avec, pour conséquence, la nécessité de les protéger. La zone du sud-est asiatique connaît ainsi une croissance continue de ses budgets de défense et de ses équipements.

Au nord, l'immense toundra russe, faiblement peuplée, débouche sur une large frontière maritime que la fonte des glaces permet de relier par l'Arctique, pendant quelques mois, aux ports du nord de la Russie.

A l'est, l'océan Pacifique borde les longues côtes du continent américain, faisant des États-Unis le principal acteur de la sécurité dans cette zone où il dispose de nombreuses bases. L'économie des États-Unis s'est rendue de plus en plus dépendante de ses échanges avec l'Asie du sud-est, et avec la Chine, en particulier.

Pour la dizaine d'États composant l'ASEAN, la Chine représente un marché séduisant mais aussi, de plus en plus, une puissance dont l'ambition effraie. La recherche de soutien auprès des autres puissances de la zone – les États-Unis, la Russie et l'Inde – leur paraît la seule façon de maintenir un équilibre fragile, face à leur puissant voisin.

Les données géographiques et océanographiques

Géographie

L'océan Pacifique s'étend sur une surface de 166 241 700 km². C'est l'océan le plus vaste du globe terrestre. Il comprend entièrement l'Océanie et quelques autres îles et archipels qui traditionnellement font partie de l'Asie (Japon, Philippines, Indonésie). Entouré par l'Asie, l'Australie et l'Amérique, sa limite avec l'océan Austral est officiellement fixée au parallèle 60°S. Sur sa partie occidentale l'océan Pacifique rencontre un chapelet d'îles qui se déploient des Kouriles à l'Indonésie, derrière lequel il borde l'Asie continentale avec en premier lieu la Chine. Les distances entre les continents sont importantes : San Francisco est à 8 200 km de Tokyo et 11 000 km de Hong Kong.



Dans le Pacifique se trouvent les fosses dépassant 10 000 mètres de profondeur : celles des Kouriles, des Mariannes et des Philippines. Il est parcouru par plusieurs dorsales qui forment parfois en surface des archipels linéaires et des chaînes de monts sous-marins formés par des points chauds.

Il est entouré par la ceinture de feu et connaît régulièrement des tremblements de terre et des tsunamis. Entre 1900 et 2004, 796 tsunamis ont été observés et 17 % d'entre eux ont eu lieu près du Japon.

Océanographie de l'océan Pacifique occidental

La zone maritime de la mer de Chine est l'un des domaines marins les plus discontinus et les plus hétérogènes que l'on puisse trouver dans le monde. La carte marine de surface fait apparaître les barrières d'îles qui en font un champ clos. La carte des fonds marins révèle une autre complexité liée aux différences de profondeurs qui ont une influence sur les géopolitiques régionales.

A.- La mer de Chine orientale

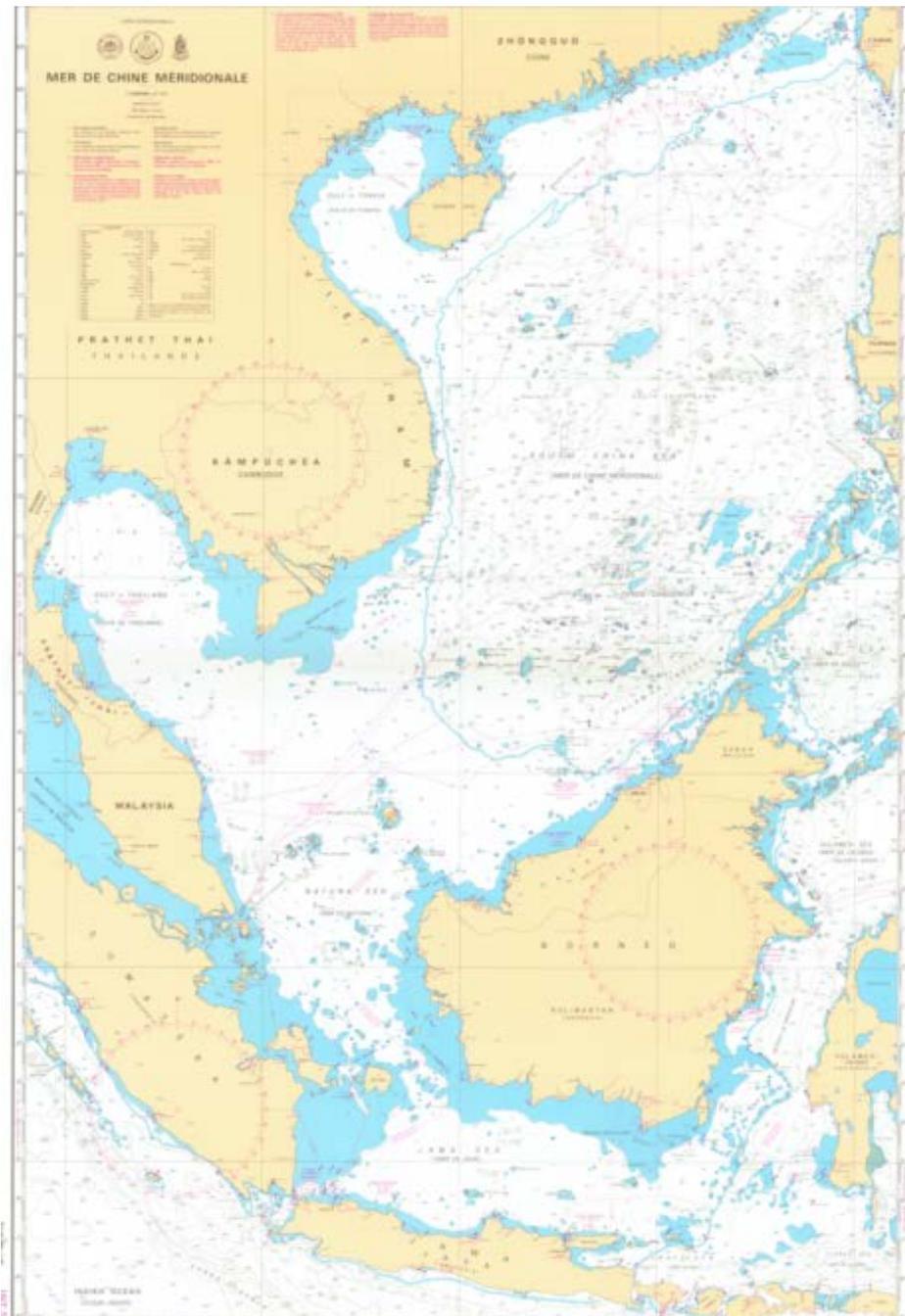
La Chine est baignée, en descendant du nord vers le sud, par la mer de Bohai, la mer Jaune, la mer de Chine orientale et la mer de Chine méridionale. Les côtes chinoises s'étendent sur environ 18 000 km. La mer Jaune a une profondeur moyenne de 45 m. Dans son extrémité nord, le détroit de Bohai séparant les péninsules de Shandong (au sud) et du Liaodong (au nord) permet de déboucher sur le golfe de Bohai. La mer de

Chine orientale couvre 1 249 000 km² avec une profondeur moyenne de l'ordre de 190 m. La mer de Chine orientale est fermée à l'est par les îles de Kyushu (le passage entre la Corée du Sud et le Japon par le détroit de Corée débouche sur la mer du Japon) et par les îles Ryu-Kyu (où se trouve Okinawa), au sud par Taiwan (36 000 km²). Elle conduit à la mer de Chine méridionale par le détroit de Taiwan. Les fonds y sont inférieurs à 100 m. Un courant venant du sud-ouest, le Kuroshio, portant les eaux chaudes du sud, y est établi de façon permanente, s'opposant aux vents majoritairement de nord-est.

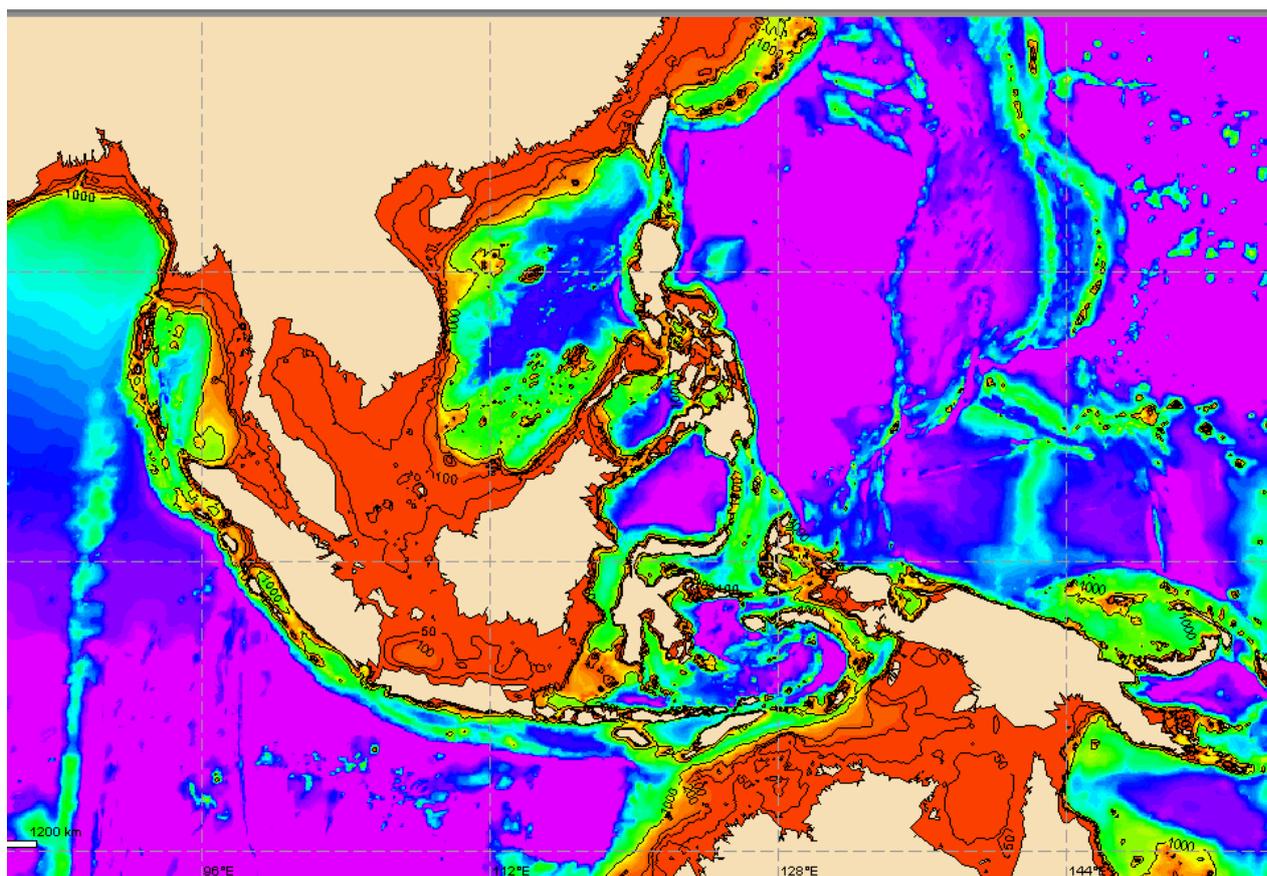


B.- La mer de Chine méridionale

La mer de Chine méridionale est bordée par la Chine, Taiwan, les Philippines, la Malaisie, Brunei, l'Indonésie, Singapour, la Thaïlande, le Cambodge et le Vietnam. Elle est séparée du golfe du Tonkin par l'île d'Hainan (34 000 km²). Elle couvre de l'ordre de 3 500 000 km² avec de très nombreux îlots. Sa profondeur moyenne est de 1 200 m. Les mers de la région qui reposent sur la plate-forme continentale sont en général peu profondes.



La carte régionale des fonds marins montre un émiettement progressif des terres, depuis le continent asiatique au nord-ouest jusqu'aux abords du continent australien au sud-est. Ces îles s'ordonnent selon une répartition en arcs de cercle caractéristiques de la bordure Pacifique et des grandes phases de plissement ayant affecté l'Insulinde. L'Asie du sud-est correspond bien à une plaque tectonique particulière, bordée aux zones de contact par des fosses océaniques témoins de l'intensité des tensions qui s'exercent, ainsi que l'a malheureusement rappelé la violence du tsunami du 26 décembre 2004. À l'est, la fosse des Philippines qui s'enfonce à 10 830 m de profondeur au large de Mindanao ; au sud-ouest, le fossé de la Sonde, parallèle à l'arc, qui atteint 7 000 m de profondeur au large de Java, et qui marque la zone de fracture la plus importante entre l'océan Indien et le Pacifique.



TOPOGRAPHIE DES FONDS SOUS-MARINS (SHOM)

C.- Des plates-formes immergées

La plate-forme de la Sonde est la plus grande plate-forme immergée du monde. Elle est limitée au nord-est par un axe joignant Brunei à Saïgon, au sud-est par une ligne allant du détroit de Lombok à l'île de Pulau au large de Bornéo, et s'étend à l'ouest jusqu'à la mer d'Andaman. Elle n'est recouverte que d'une fine pellicule d'eau : 50 m en moyenne, avec des maximums à 75 m dans les parties périphériques. Sa submersion récente à l'échelle géologique laisse encore deviner les caractéristiques d'une érosion aérienne, comme les vallées fluviales immergées dans le prolongement des fleuves, s'écoulant

vers deux bassins hydrographiques séparés par un seuil matérialisé par les îles de Bangka, Belintung et Karimata, entre Bornéo et Sumatra.

La plate-forme de Sahul à l'extrémité orientale de l'Insulinde, entre la Nouvelle-Guinée et l'Australie, est recouverte par les mers du Timor et d'Aruafura, d'une profondeur de 80 à 100 m d'eau en moyenne. Le continent du Sahul, émergé lors des glaciations quaternaires, regroupait la Nouvelle-Guinée, l'Australie et la Tasmanie.

D.- Les accès

Cette mer, l'une des plus fréquentées au monde, n'offre que peu d'accès. Par le nord, le transit se fait par le détroit de Taiwan. A l'ouest, trois passages sont possibles : Malacca, la Sonde et Lombok.

➔ Malacca

Le détroit de Malacca est le plus connu et le plus pratiqué : passage de 780 km de long qui ouvre la voie la plus courte entre Suez et l'Extrême-Orient. Large au nord-ouest, il se rétrécit beaucoup au sud-est à partir des îles Klang à 100 km de la ville de Malacca, avant de s'ouvrir à nouveau sur la rade encombrée de Singapour. L'onde de marée vient de l'océan Indien et n'est pas sans effet sur le courant de flot, assez notable pour devoir être pris en compte pour la navigation. En 2000, 400 navires/jour empruntent cette voie, dans les deux sens, dans le secteur de Singapour qui concentre plusieurs voies.

Le couloir de navigation, dans sa partie sud-est, est marqué par la multiplication des bancs qui ont provoqué bien des échouages avec des bateaux qui naviguent à 20 nœuds dans un chenal relativement étroit et très fréquenté. Les calaisons sont limitées de 19 à 21 mètres selon les marées. L'économie obtenue en empruntant ce plus court chemin conduit à prendre ce risque. La circulation est réglée par un dispositif de séparation des trafics depuis 1970. Les unités militaires sont soumises au « droit de passage en transit sans entrave ».

➔ La Sonde

Le détroit de La Sonde, entre Java et Sumatra, présente un seuil en sortie vers le nord inférieur à 30 m de sorte qu'il n'accepte finalement pas de gabarits supérieurs à ceux du détroit de Malacca alors qu'il rallonge la route Asie – Moyen-Orient. Il récupère donc un trafic faible en provenance d'Afrique du Sud. Ses débouchés vers la mer de Chine méridionale via le détroit de Karimata au nord, et vers la mer de Java, à l'est, passent à travers des champs assez denses de plates-formes pétrolières. Il est placé sous la souveraineté de l'Indonésie.

➔ Lombok

Le détroit de Lombok est situé entre les îles de Bali et de Lombok. Il est devenu la route préférentielle des supertankers dont les calaisons ne sont pas compatibles avec Malacca et du trafic entre l'Australie et l'Asie du Sud-est. Ce détroit est une dépression dépassant parfois 1 000 m de profondeur, largement ouverte sur la mer de Java au nord, rétrécie au sud par l'île de Nusa-Pedina, qui maintient cependant une passe de 15 km de large entre les isobathes de 200 m. La navigation n'est gênée par aucun obstacle sous-marin. Les conditions de marées n'offrent pas de contraintes, le marnage est inférieur à

2 mètres, les courants peuvent atteindre 7 nœuds, par grandes marées, au niveau du seuil.

L'alignement de Lombok et Makassar, en trajet court et profond, bien ouvert au nord, offre les meilleures conditions avec la possibilité de profiter du droit international de transit sans entrave. La convention de Montego Bay précise que les navires de tous les États jouissent du droit de transit sans entrave dans les détroits indonésiens sous réserve de l'accord de Djakarta. Les navires de guerre ne peuvent passer qu'armes non chargées, avec leur pavillon arboré, sans interruption de route et sans faire de relevés hydrographiques. L'Indonésie s'est ainsi opposée, il y a quelques années, au passage d'un navire hydrographique américain dans le détroit de Lombok.

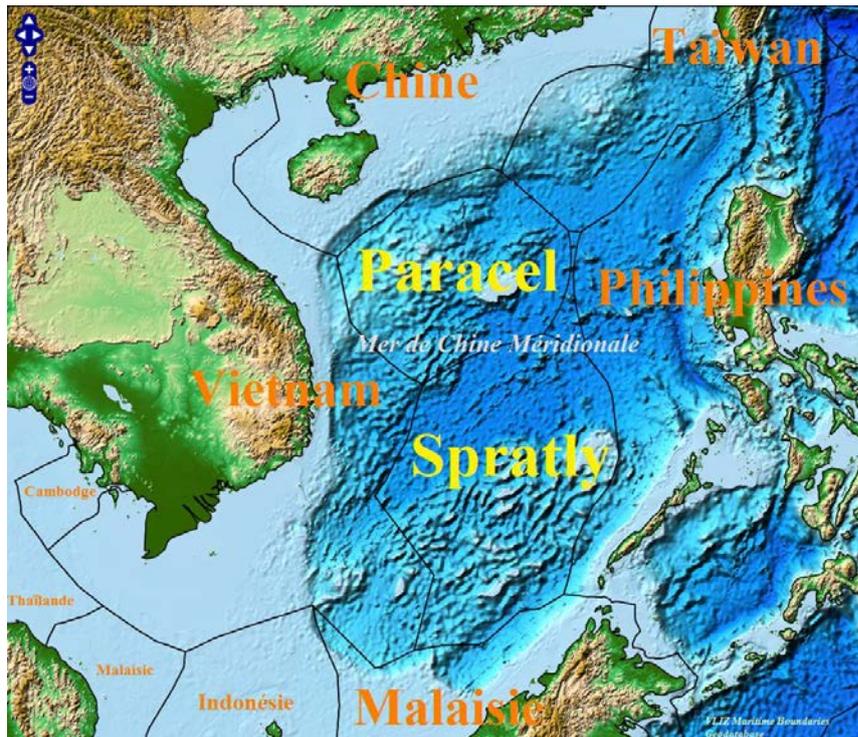
Pour toutes les nations qui en possèdent et qui ont des intérêts politiques en Asie se pose la question du mode de passage des sous-marins. La convention de Montego Bay à leur sujet n'est pas aussi claire qu'il y paraît, selon le statut accordé au détroit. La question restera sans doute posée et l'officialisation ne se fera certainement pas en laissant le détroit de Lombok pour de longues années encore en dehors de tout accord international, bien que techniquement il soit l'une des très rares voies navigables en plongée entre les océans Indien et Pacifique.

E.- Bassins hydrographiques

Entre les plates-formes de la Sonde et de Sahul les eaux recouvrent l'une des topographies sous-marines les plus extraordinaires du monde³. On y rencontre une trentaine de bassins séparés par des seuils formant des mers bien individualisées.

La mer de Sulu, au nord de Bornéo, offre des profondeurs inférieures à 2 000 m dans sa partie nord et ouest, et de 4 000 m en moyenne dans sa partie sud-est avec des maxima à 5 600 m. La mer des Célèbes atteint 5 500 m et se subdivise en plusieurs bassins secondaires. La mer de Banda atteint 7 740 m, la mer de Java dans sa partie ouest descend à plus de 1 500 m.

³ C. Robequain, *Le monde malais*, p. 26.



Entre les îles de l'archipel philippin les profondeurs sont très variables de moins de 100 m à plus de 1 000 m. La mer des Philippines varie de 2 000 à 3 000 m. Des profondeurs supérieures à 5 000 m s'étendent à l'est du méridien 125° Est.

Le bassin profond de la mer de Chine méridionale s'étend sur 52 % de sa surface à une profondeur moyenne de 4 300 m et jusqu'à 5 016 m au large de Palawan. A la périphérie, les plateaux continentaux sont étroits et les pentes continentales descendent abruptement en particulier à l'est, en face des îles de Palawan et de Luzon. Il en est de même autour des îles.

La structure de la mer de Chine méridionale est encore très imparfaitement connue. Il s'agirait d'un bassin créé par expansion tectonique, puis appelé à disparaître par subduction de l'arc insulaire philippin amené à entrer en collision avec le continent asiatique, ce qui est déjà réalisé au niveau de Taiwan.

Les montagnes sous-marines qui s'élèvent au centre de la mer de Chine méridionale sont vraisemblablement d'origine volcanique. La plupart de ces formations sont assises sur des morceaux de croûtes continentales effondrées puis arrachées de la plaque asiatique ou philippine. Les récifs, bancs et îles des Paracels, du banc Macclesfield et des Spratly ne seraient que des sommets de montagnes sous-marines et de volcans reposant sur ces fragments. Lors de la formation du bassin océanique, les tensions engendrées par les mouvements de convection dans le manteau auraient, d'une part, arraché et fait dériver vers le sud ce qui allait devenir l'ensemble des Spratly, d'autre part étiré et aminci la croûte continentale. En conséquence, il est concrètement impossible de prouver une quelconque continuité morphologique entre le plateau continental et les archipels disputés.

Les seuils et détroits sont également des seuils océanographiques contrôlant des échanges hydrologiques complexes entre les différentes masses d'eau. Très peu d'études ont pour l'instant exploré le domaine de l'hydrologie régionale.

F.– Nature géologique des formations insulaires

Les archipels de la région sont en majorité des récifs coralliens. Le centre de la mer de Chine est en particulier constellé de plusieurs centaines de récifs indépendants, certains faiblement immergés, d'autres affleurant et présentant des caractéristiques favorables à la prolifération des coraux, en premier lieu grâce à la température de l'eau. A l'échelle de la région, et rapporté à la profondeur moyenne des fosses océaniques, les constellations de récifs émergés ou faiblement immergés et d'îles représentent autant de têtes d'épingles fichées sur le socle tectonique dont l'inventaire est sans doute incomplet. Ce point a une influence certaine sur la conduite des sous-marins dans cette zone.

G.– Environnement et contexte océanographique

Ces zones sont soumises à des perturbations tropicales, liées à la mousson qui entretient un flux de sud-ouest de mai à septembre et de nord-est en janvier, avec une houle qui peut atteindre 4 à 5 m. Avril et octobre sont des périodes de transition, avec des vents tournants et une mer agitée. Les courants suivent le vent, forts entre novembre et mars le long des côtes vietnamiennes (4 nœuds). La forte humidité qui règne, surtout dans le sud, développe des phénomènes de DUCT. La température y est toujours supérieure à 18°C, le plus souvent comprise entre 25 et 29°C, avec une faible amplitude. L'eau y est d'une grande transparence jusqu'à 20 à 30 m de profondeur, avec une salinité comprise entre 30 et 34,5/1000. La période des typhons s'étend de juin à novembre. Ils sont plus fréquents au nord du 15^{ème} parallèle.

La bathymétrie évolue selon que l'on a affaire à des fonds faibles et sableux ou à des fosses sédimentaires. Très sommairement :

- ➔ dans le Pacifique – 4 à 6 000 m de profondeur – il existe une couche de mélange qui donne une zone de détection en surface avec une bathy classique en dessous ;
- ➔ au nord de la mer de Chine – 1 à 4 000 m avec beaucoup d'activité planctonique et bioluminescente ;
- ➔ Golfe de Thaïlande – 10 à 80 m de profondeur avec une bonne propagation ;
- ➔ Sud mer de Chine – 100 à 1 000 m de profondeur avec une zone de convergence en surface.

La zone est caractérisée également par une forte activité qui génère un niveau de bruit important : bâtiments de commerce, crevettes, pêche, activité sismique... qui complique l'écoute.

H.– Relevés hydrographiques

La carte marine, reproduite plus haut, est relativement explicite pour comprendre le relief d'ensemble, mais beaucoup trop générale pour permettre une navigation précise, qui plus est, en plongée. Compte tenu de la nature géologique des fonds marins et des formations insulaires, évoquée dans la première partie, de nombreux pics sous-marins se sont formés, comme on peut en trouver dans l'archipel des Spratly. Ces pics peuvent

parfaitement être réduits à leur sommet à un diamètre de l'ordre de quelques dizaines de mètres, et remonter ainsi à quelques dizaines ou centaines de mètres sous la surface. Or, cet ordre de grandeur peut parfois être inférieur au pas d'échantillonnage de relevés hydrographiques qui serait choisi pour une zone de haute mer sur des fonds moyens de l'ordre de 4 000 m. Il est donc vraisemblable qu'un pic ait pu échapper à l'observation, comme ce fût le cas pour un sous-marin nucléaire américain, en 2005, qui a heurté, au beau milieu de l'océan Pacifique, une montagne sous-marine qui ne figurait pas sur ses cartes. Régulièrement les navires qui sillonnent le globe rendent compte à leur service hydrographique de sondes aperçues par leurs équipements en totale incohérence avec les indications de la carte, mais la vérification prend un certain temps, et la correction des cartes également.

La montée en puissance de la Chine

La croissance de l'économie chinoise est impressionnante et la plupart des Chinois en ressentent une fierté justifiée. Cette croissance s'est accompagnée d'un essor tout aussi impressionnant de ses approvisionnements en matières premières et de ses exportations à destination du monde entier. Pour cela, la Chine a développé une flotte de commerce, aujourd'hui la troisième du monde, et compte six de ses ports parmi les dix premiers mondiaux. La Chine est devenue le premier constructeur mondial avec la construction de 1 413 navires en 2010, représentant 61 500 000 tjb, soit 41,1 % du marché. Avec la Corée du Sud, le Japon et à un degré moindre, les Philippines, la région concentre 96 % de la construction navale mondiale.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que la Chine cherche à protéger ses intérêts stratégiques en se dotant d'une Marine capable de sécuriser ses lignes de communication et en recherchant des facilités logistiques pour ses navires. *« En découlent cependant deux positionnements différents : d'une part un certain internationalisme et l'intention d'interagir de manière positive avec le reste du monde, d'autre part un nationalisme dur, dont les tenants considèrent que Pékin doit utiliser son pouvoir nouvellement acquis à son seul avantage, pour asseoir son statut de grande puissance, imposer ses revendications territoriales et tirer profit de sa position économique dominante. Nous sommes donc en présence de deux Chine : l'une veut s'intégrer à la société internationale et la réformer de l'intérieur, tandis que l'autre la rejette et défend une conception réaliste, plus traditionnelle et auto réalisatrice des relations qu'une grande puissance doit entretenir avec les autres acteurs de la société internationale. Selon le visage qu'elle donne à voir, cette Chine schizophrène peut paraître aussi bien inoffensive (Beeson et Li, 2012) que terriblement menaçante (Rozman, 2011) »⁴.*

Il est difficile de percevoir laquelle de ces deux tendances va l'emporter et comment évolueront les rapports de la Chine avec son environnement asiatique et la société internationale dans son ensemble. L'évolution du pays ces dix dernières années comporte de nombreux points positifs : la Chine a noué des relations avec l'ASEAN, établissant une zone de libre-échange à travers l'ASEAN+3 et venant en aide à ces pays lors de la crise financière de 1998 ; elle fait partie de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) ; ses relations tendues avec Taïwan se sont quelque peu apaisées. Au plan international, elle apporte désormais une contribution importante aux opérations de maintien de la paix et participe à des opérations de lutte contre la piraterie au large de la Somalie ; elle est entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans nombre de pays, les investissements et produits chinois sont bien accueillis et elle a joué un rôle stabilisateur en acquérant des bons du Trésor américains en échange de l'ouverture du marché américain à ses exportations.

Mais la Chine laisse paraître aussi un visage plus inquiétant en augmentant ostensiblement ses capacités militaires et en réprimant durement toute opposition interne, provoquant d'éléments libéraux de la société chinoise ou de populations n'appartenant pas à l'ethnie han, au Tibet ou dans le Xinjiang. Les relations avec le Japon demeurent tendues :

⁴ Barry Buzan, « Asie une reconfiguration géopolitique », *Politique étrangère*, février 2012.

Pékin entretient en permanence un fort sentiment antijaponais que des querelles territoriales viennent constamment raviver.

Autre fait alarmant : l'attitude agressive de la Chine dans ses revendications territoriales en mer de Chine orientale. Face à l'Inde, l'aide qu'elle apporte au Pakistan dans le domaine nucléaire est également source de préoccupation. Par ailleurs, Pékin s'est ouvertement employé à empêcher le Japon – entre autres États – d'obtenir la reconnaissance de son statut au Conseil de sécurité des Nations unies. Le positionnement de la Chine sur les sujets globaux, en particulier sur le réchauffement climatique, a révélé un repli sur ses intérêts nationaux, attitude comparable d'ailleurs à celle des États-Unis.

Il est encore trop tôt pour mesurer toutes les répercussions de la crise actuelle sur la place de la Chine dans l'économie mondiale, mais le soutien constant des autorités chinoises aux grandes entreprises publiques contrôlant des secteurs économiques entiers laisse craindre un renforcement du nationalisme économique. Cette attitude cadre mal avec le discours d'une Chine prônant la stabilité, attachée à un développement pacifique et au maintien de relations harmonieuses avec ses partenaires ! Et ce n'est pas la dernière décision d'émettre un passeport pour les citoyens chinois où figure une carte de Chine englobant les territoires contestés qui rassurera la communauté internationale.



Cette attitude semble donner raison aux réalistes. Le choix par la Chine d'une politique de puissance risque d'avoir deux conséquences majeures : celle de favoriser le développement d'une alliance asiatique à son encontre et de conforter la présence et le rôle stabilisateur des États-Unis dans l'Ouest Pacifique et l'océan Indien. Elle peut aussi conduire la Chine à radicaliser davantage sa position et, à l'instar des États-Unis, chercher à étendre ses intérêts à l'ensemble du globe.

Élaboration d'une stratégie maritime

Jusqu'en 1980, la stratégie chinoise a été essentiellement tournée vers la terre. Il s'agissait de contrer l'expansion soviétique, de recouvrer ses frontières terrestres et de régler les différends frontaliers avec ses voisins, ce qui est le cas aujourd'hui, à l'exception de l'Inde. Sur le plan maritime, il s'agissait de protéger les côtes et leurs

approches en se focalisant sur les ports et les détroits comme ceux de Taïwan, Bohai et Qiongzhou. Au début des années 1980, Deng Xiaoping adopte une « stratégie de défense active dans les eaux proches » (*jinyang fangyu*) jusqu'à la première chaîne d'îles dans le Pacifique occidental, qui intègre la nouvelle zone économique exclusive (ZEE) de 200 milles nautiques. « *Inspirée par l'amiral Liu Huaqing, cette doctrine souligne la probabilité plus grande qu'auparavant de conflits périphériques et réaffirme la volonté de reconquérir Taïwan et de défendre la souveraineté chinoise dans ses eaux territoriales et sa ZEE, tout en l'affirmant dans les territoires maritimes disputés, en mer de Chine du Sud et de l'Est. Elle marque aussi le début de l'autonomie stratégique de la marine au sein de l'APL.* »⁵

Les démonstrations de force des États-Unis contre l'armée irakienne et contre la Serbie conduisent Pékin à revoir sa stratégie et à moderniser ses équipements. Elle doit être en mesure de dissuader Taïwan de proclamer son indépendance et les porte-avions américains d'intervenir. « *Le 5e Livre blanc (2004) insiste sur le concept d'« opérations défensives au-delà des côtes ». Le 7e Livre blanc (2008) définit la marine comme « un service stratégique », chargé de « la sécurité, des droits et des intérêts maritimes de la Chine ». Pékin pense désormais à défendre son économie. Centrée sur des priorités asiatiques, cette modernisation comprend aussi des considérations globales, pour protéger les intérêts économiques chinois, comme le montre la participation de la marine, depuis 2009, aux opérations internationales de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et les débats stratégiques, en Chine, sur la notion de « puissance navale » (haiquan).* »⁶



Dès lors, Pékin établit une autre ligne de défense correspondant à la seconde barrière d'îles s'étendant du nord du Japon aux îles Mariannes et à la Nouvelle Guinée, impliquant une marine capable d'évoluer et de durer en haute mer. Elle se dote de destroyers et de frégates capables de tenir la mer et équipés de missiles antinavires longue portée, de systèmes de commandement et de moyens de communication. Des exercices mettant en jeu une force navale d'une quinzaine de navires sont observés à plusieurs reprises, ainsi que des déploiements de groupes navals de plusieurs mois dans le Pacifique et l'océan Indien. Depuis décembre 2008, elle protège ses navires marchands dans la Corne de l'Afrique contre les pirates.

⁵ Alexandre Sheldon-Duplaix et Mathieu Duchatel, « Chine : une marine modernisée », Diploweb, 30 août 2012.

⁶ Ibid.

La Marine chinoise en 2012

La Chine se dote d'une capacité nucléaire de seconde frappe et dispose pour cela de deux SNLE (classe Jin, type 0-94)⁷. Ils devraient être équipés de missiles balistiques JL-2 (7 à 8 000 km de portée) qui sont en cours de développement et ne devraient pas être opérationnels avant 2014. Cinq autres SNLE seraient en construction, trois de la même série et deux autres, de Type 0-96, plus silencieux. En attendant, il ne semble pas que ces sous-marins aient effectué des patrouilles opérationnelles, ce qui paraît cohérent avec l'absence de missiles embarqués et l'on ne sait rien encore de leur doctrine d'emploi. Ils ont vocation à rejoindre la base de Sanya (Yulin) sur l'île d'Hainan dont les travaux, commencés il y a une dizaine d'années, seraient achevés.⁸ Cette base offre l'avantage de permettre rapidement l'accès à des fonds supérieurs à 100 m, contrairement à la base de Xiaopingdao, située dans la baie de Bohai.

La PLAN (*People's Liberation Army Navy*) dispose de deux SNA classe Shang (Type 0-93) à propulsion nucléaire et une série de cinq autres serait en construction (Type 0-95) dont le premier pourrait entrer en service en 2015, pour remplacer les 3 SNA classe Han, hors d'âge.

Une cinquantaine de sous-marins conventionnels complète le dispositif. Seuls une trentaine sont, semble-t-il, opérationnels, ceux de la classe Ming (Type 0-35) étant obsolètes (1971), et comprennent 13 sous-marins de la classe Song (Type 0-39/0-39G) pouvant mettre en œuvre le missile antinavire YJ-82 de 40 km de portée, 12 classe Kilo russes et 4 de la classe Yuan (Type 0-41), vraisemblablement à propulsion anaérobie et armés de missiles YJ-82. Les Kilo mis à part, les autres sous-marins de conception chinoise seraient relativement bruyants et, de ce fait, faciles à pister. La construction d'une série de 11 autres sous-marins, plus discrets, serait décidée. (cf. Annexe A)

La flotte de surface compte 80 destroyers et frégates. Un tiers ont moins de dix ans et l'effort de construction porte sur le remplacement des bâtiments anciens par des navires plus grands et plus performants. *« Ils sont équipés de turbines à gaz ukrainiennes pour les destroyers et de moteurs diesels civils franco-allemands pour les frégates. Leur mission principale demeure la lutte antinavires et non la lutte anti-sous-marine qui trahirait une volonté de projection. Les copies du missile français Exocet sont remplacées par une variante à turboréacteur, le C-803 (180 km) et par un missile de croisière, le YJ-62 (280 km). Les SS-N-22 (160 km) supersoniques à bord de quatre destroyers russes Sovremenny donnent à la Chine les moyens de neutraliser quelques unités précieuses d'une marine moderne »*⁹.

Une capacité anti-aérienne commence à apparaître avec 2 destroyers Luzhou équipés de missiles SA-N-6 russes (40 km) et, bientôt, 8 destroyers Luyang II munis de HQ-9 chinois (100 km), 6 destroyers Sovremenny et Luyang I armés de SA-N-7 russes (15 km) et quinze frégates Jiangkai II emportant le HQ-16 chinois ou russo-chinois (50 km).

⁷ Sur le modèle des Delta IV russes.

⁸ Selon le magazine *Kanwa Asian Defense*.

⁹ Alexandre Sheldon-Duplaix et Mathieu Duchatel, « Chine : une marine modernisée », Diploweb, 30 août 2012.

L'aéronavale compte une cinquantaine de bombardiers à long rayon d'action (4 000 km) H-6 Badger et SU-30 Flanker russes et une cinquantaine de chasseurs bombardiers JH-7 Flounder (1 650 km). Mais elle manque pour l'instant d'avions de lutte anti-sous-marine.

Les capacités de projection de troupes restaient, jusqu'à présent, limitées à Taïwan et à la mer de Chine du Sud. A partir de 2006, quatre transports d'assaut Yuzhao de 18 000 tonnes sont venus renforcer cette capacité et lui donner de l'allonge. Plus d'une centaine de bâtiments de débarquement de chars peuvent ainsi transporter 10 000 fusiliers marins et le double de soldats. L'arrivée prochaine du porte-avions *Liaoning* ouvre une nouvelle ère et offrira une couverture aérienne à la flotte chinoise à défaut d'une capacité offensive. Le rapport annuel du département de la Défense américain au Congrès, « Les développements militaires et sécuritaires impliquant la République populaire de Chine » (mai 2012) souligne que « *certaines composantes du premier porte-avions indigène produit par la Chine sont peut-être déjà en cours de construction ; ce porte-avions pourrait atteindre la capacité opérationnelle à partir de 2015. La Chine construira probablement des porte-avions et des navires de soutien au cours de la prochaine décennie.* »

La faiblesse de la Marine chinoise réside dans celle de ses moyens anti-sous-marins (aucune unité n'est dotée d'un sonar remorqué à immersion variable) qui rendrait risqué, en cas de conflit, un déploiement lointain ainsi que dans le petit nombre (5) de pétroliers ravitailleurs d'escadre.

Une stratégie maritime sur le long terme

Sur quels principes, la Chine peut-elle baser sa stratégie ? Sun Tzu, qui reste une référence de la pensée stratégique chinoise, dit que la plus grande habileté consiste à gagner sans combattre. Le dénominateur commun à tous les indicateurs des intentions de Pékin est de réussir à faire aboutir les intérêts chinois en haute mer en évitant absolument un conflit armé aux conséquences destructrices. L'objectif de Pékin est d'établir ou créer des conditions favorables dans son environnement stratégique de façon à atteindre ses principaux objectifs sans recours à la force. Pour cela, la Chine a entrepris depuis plusieurs années une stratégie maritime de grande envergure qui s'inspire des théories de Mahan, sans, pour l'instant, ses aspects les plus belliqueux, car sa marine n'en a pas les capacités.

« Pour atteindre ses objectifs, Liu Yijian évoquait une stratégie en trois phases, pour la première moitié du 21^{ème} siècle :

- Phase 1, 2000-2010. La PLAN doit se concentrer sur le développement de ses capacités opérationnelles dans la zone bordée par la première chaîne d'îles. Cela inclut le développement de grandes unités et de munitions guidées de longue et moyenne portées.
- Phase 2, 2011-2020. La PLAN devrait évoluer en une force disposant d'un noyau de bâtiments de grande et moyenne tailles capable d'assurer le contrôle effectif de cette zone.
- Phase 3, 2021-2050. La PLAN doit commencer sa transition vers une marine régionale. Elle aura un noyau de grandes unités et possédera la capacité d'opérer

*dans le Pacifique Nord-Ouest, mais également d'avoir la maîtrise des mers dans cette zone ».*¹⁰

La déclaration de Liu Yijian date de 2000, et à l'analyse, la situation actuelle montre que ses prévisions sont déjà dépassées. La Chine est en avance sur son développement et une stratégie maritime plus globale semble se dessiner selon trois zones :

- ➔ La zone **des intérêts vitaux** qui comprend la mer de Chine dans sa totalité et s'étend jusqu'à la seconde chaîne d'îles où se conjuguent les déploiements navals d'une défense dans la profondeur et, dans la ZEE et la mer de Chine, une politique de déni d'accès aux marines étrangères ;
- ➔ La zone **des intérêts stratégiques** qui couvre l'océan Indien et le Pacifique Nord ainsi que les grandes voies de communication maritimes que la PLAN (*People's Liberation Army Navy*) doit patrouiller ou protéger, comme dans la Corne de l'Afrique ;
- ➔ Les **zones de prospection et de développement** économiques et d'influence couvrant le reste du monde.

La mer de Chine – zone d'intérêts vitaux et de tensions

Les enjeux en Mer de Chine du sud

Mer semi-fermée, bordée par les Philippines, la Malaisie, le Brunei, l'Indonésie, le Vietnam, la Chine, la Thaïlande, le Cambodge et Singapour, la mer de Chine couvre une superficie de 3,5 millions de km² et compte plus de 200 îlots et récifs. Ces archipels constituent un enjeu régional majeur, où des intérêts divergents s'affrontent pour la possession de domaines de pêche, de gisements de pétrole et de gaz naturels découverts dans le golfe du Tonkin (estimés à 130 milliards de barils de pétrole et 25 trillions de m³ de gaz naturel), de la maîtrise d'une position stratégique au carrefour du trafic maritime reliant l'Asie orientale à l'océan Indien, au Moyen-Orient et à l'Europe (70 000 navires par an et 50 % du tonnage mondial).

Pour l'économie et les ambitions chinoises, cette mer est vitale. S'appuyant sur des droits historiques, elle revendique la possession d'une large zone maritime recouvrant les îles Paracels et les Spratly et accentue les pressions et les intimidations pour y assoir son hégémonie¹¹. Elle multiplie les implantations sur les îles et interdit unilatéralement l'accès de ces eaux aux pêcheurs étrangers.

D'autres pays – le Vietnam, les Philippines, Brunei et la Malaisie (ainsi que Taiwan) – peuvent légitimement revendiquer la possession d'une partie de ce domaine maritime,

¹⁰ The Chinese navy Expanding capabilities, evolving roles INSS 2011.

¹¹ Loi du 25 février 1992 : art 2 : « *La mer territoriale de la RPC est constituée par les eaux adjacentes à son territoire terrestre. Le territoire terrestre comprend la partie continentale du pays et les îles au large de ses côtes, Taiwan et les différentes îles connexes, y compris l'île de Diaoyu (Shenkaku), les îles de Penschu (Pescadores), les îles de Dongsha (Pratas), les îles de Xisha (Paracels), les îles de Nansha (Spratly) et les autres îles qui appartiennent à la RPC. Les eaux intérieures de la RPC sont les eaux situées en deçà de la ligne de base servant à mesurer la ligne territoriale (enregistrée au bureau des affaires juridiques de l'ONU).* »

comme le montre la carte suivante. Tous ces pays ont ratifié la Convention de Montego Bay, sauf Taiwan.

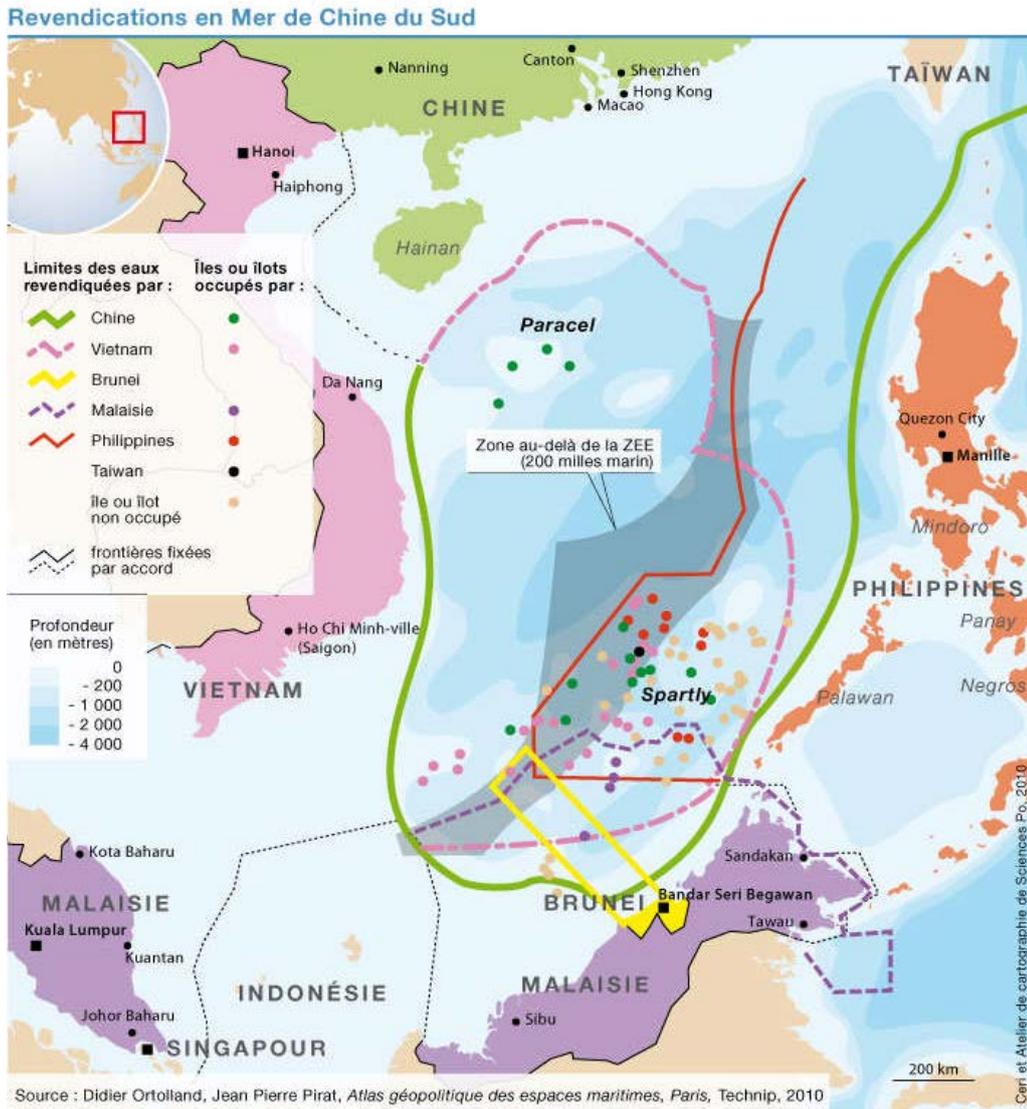
Latentes et sporadiques depuis des décennies, les tensions se sont accrues devant l'attitude de la Chine, devenue plus agressive ces dernières années.

I.- Vietnam

Depuis la prise des îles Paracels, par la Chine, en 1974, les accrochages entre le Vietnam et la Chine se sont multipliés. En 1988, la Chine et le Vietnam s'affrontèrent pour la possession des récifs de Johnson, aux Spratly. La Marine chinoise coula les navires de transports venus en soutien d'une opération de débarquement vietnamienne tuant 64 marins. Interrompues, les relations diplomatiques reprirent en 1991.

En 2007, les relations se sont dégradées à nouveau à la suite de trois événements :

- ➔ l'autorisation d'exploiter donnée à la compagnie BP par le Vietnam à 230 km de ses côtes provoqua la protestation de la Chine contre cette « violation » de sa souveraineté. BP décida de suspendre son exploitation, au mécontentement du Vietnam ;
- ➔ en juillet 2007, dans les Paracels, un patrouilleur chinois tire sur un navire de pêche vietnamien tuant un marin ;
- ➔ la création par la Chine d'une région incluant Paracels et Spratly qui provoqua en réaction une manifestation de milliers d'étudiants devant l'ambassade de Chine à Hanoi, en décembre 2007.



En réponse, en 2009, le gouvernement vietnamien désigne un Président du district des Paracels et dépose, avec la Malaisie, une proposition de ligne de démarcation des limites des ZEE auprès de la Commission des Limites du Plateau Continental de l'ONU, à laquelle la Chine s'est opposée en déposant à son tour une requête englobant 80 % de la mer de Chine du sud, sous le nom de la « ligne des neuf tronçons ».¹²



La PLAN (*People's Liberation Army Navy*), de plus en plus présente, multiplie les intimidations. Elle est secondée par des entités chinoises civiles, comme la CMS (*China Maritime Surveillance*), équipées de navires faiblement armés, auxquelles elle laisse le soin d'harcèler les bateaux d'exploration pétrolière et les pêcheurs. La tactique chinoise consiste à faire intervenir des pêcheurs en grand nombre ou ces unités, présentées comme civiles, protégées par des bâtiments de la PLAN, placés à proximité. En mai 2011, CNOOC annonçait la mise en œuvre d'une plate-forme dans la ZEE revendiquée par les Philippines. Dans le même temps, Pékin exigeait qu'Exxon-Mobil et BP abandonnent leurs projets d'exploration dans des concessions qui leur avaient été attribuées par Hanoi dans sa ZEE, à proximité des Paracels et des Spratly. BP a obtempéré. Mais Exxon a poursuivi ses recherches.

Quelques jours après, un navire de la CMS coupe le câble d'un navire de prospection pétrolière vietnamien. Le mois suivant, c'est un bateau de pêche chinois qui aurait « intentionnellement percuté »¹³ les câbles d'exploration d'un navire de Pétro Vietnam, à l'intérieur de la zone économique exclusive du Vietnam. L'incident était « *prémédité et calculé avec soin* », a dénoncé la porte-parole des Affaires étrangères vietnamien Nguyen Phuong Nga.

L'été 2011 a été riche en incidents avec le Vietnam et les Philippines, non seulement autour des gisements d'hydrocarbures, mais également sur les zones de pêche, où les chalutiers philippins et vietnamiens sont régulièrement harcelés. Enfin, en septembre, la compagnie indienne ONGC, sous contrat avec le Vietnam pour une exploration dans ses eaux, recevait une mise en garde officielle de Pékin enjoignant à l'Inde de se tenir à l'écart des conflits en mer de Chine.

¹² « La Chine a une souveraineté incontestable sur les îles de la mer de Chine méridionale et les eaux adjacentes comprenant les îles Nansha et Xinsha. », Ma Zhaoxu, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, (*Quotidien du peuple* – 11 mai 2009).

¹³ Agence Vietnamienne d'Information.

En plus de cette omniprésence maritime, la Chine s'attaque au cyberspace : plus de 200 sites vietnamiens auraient été piratés en juin 2011.

Le 15 juin 2012, Hanoi envoyait 4 chasseurs Sukhoi 27 survoler les îles Spratly. Le 1^{er} juillet, 4 patrouilleurs de l'Administration océanique chinoise effectuent une mission de routine de « *souveraineté nationale* » selon Pékin, mais dans une zone revendiquée par le Vietnam. Le 14 juillet 2012, 24 heures après les échauffourées verbales de la conférence de Phnom-Penh (réunion de l'ASEAN), Pékin a dépêché depuis Hainan plus de 30 chalutiers assistés d'un navire logistique de 3 000 tonnes appartenant à l'administration des pêches, vers les eaux contestées du récif de Yongshu, au sud des Johnson Reef où Pékin avait établi de vive force, en mars 1988, une station d'observation marine. Auparavant les navires chinois « *fuyaient à la vue de la police maritime vietnamienne* » mais aujourd'hui, dès qu'un navire est chassé, un autre prend sa place et pêche illégalement ». Le 22 juillet, le parlement vietnamien adoptait une loi affirmant la souveraineté du Vietnam sur les îles Paracels et Spratly et renforçait le nombre de postes de surveillance sur les îles. Dans la foulée, Pékin relevait au niveau d'une préfecture, la juridiction territoriale des archipels des Spratly (Nansha), Paracels (Xisha) et Macclesfield (Zhongsha).

J.- Philippines

En 1995, les Philippines découvrirent des constructions militaires chinoises sur les récifs Mischief, à 240 km de l'île de Palawan. Le gouvernement philippin protesta officiellement, et la Marine philippine arrêta 62 pêcheurs chinois sur le banc de la Demi-Lune, à 80 km de Palawan. Une semaine plus tard, le président philippin Fidel Ramos eut la confirmation par une mission de reconnaissance militaire que les structures chinoises étaient bien militaires, et ne servaient pas aux pêcheurs. Alors que sous la présidente Arroyo, les relations entre les Philippines et la Chine s'étaient améliorées, une série de scandales et de corruptions mettant en cause l'action de l'Aide au développement chinoise ont amené le Congrès à annuler de nombreux projets, dont le JMSU (*Joint Maritime Seismic Undertaking*), un arrangement à l'amiable sur les îles Spratly en échange d'importantes retombées économiques. Les Philippines revendiquèrent à nouveau la propriété de ces îles au grand mécontentement de la Chine.

Depuis, les incidents se multiplient. En avril 2012, 12 navires de pêche chinois ont été pris par les garde-côtes philippins dans les eaux des récifs de Scarborough. Les pêcheurs ont été relâchés à l'arrivée sur zone de deux navires du contrôle des pêches chinois. Depuis, les navires chinois n'ont pas quitté la zone ; ils ont même été renforcés par 5 bâtiments de combat officiellement pour un exercice : 2 destroyers du type Luyang I, deux frégates du type Jiangkai II et un LPD du type Yuzhao. L'incident des Scarborough est présenté par les experts chinois comme un modèle !¹⁴ Les responsables philippins constatent également une présence accrue de la PLAN dans les îles Spratly où ils effectuent des exercices de débarquement. Une frégate chinoise s'est d'ailleurs échouée, le 11 juillet dernier, sur le récif de Half Moon situé à une soixantaine de milles nautiques à l'Ouest de la province de Palawan, dans la ZEE des Philippines.

¹⁴ *People's daily*, 8 mai 2012 – cité dans le rapport de l'ICG « *Stirring up the south china sea (II): regional responses* » Asia report n° 229 – 24 July 2012.

L'utilisation, par la Chine, de forces paramilitaires pour imposer une politique du fait accompli dans cette région ne s'explique pas seulement par la volonté de s'assurer les ressources halieutiques, de gaz et d'hydrocarbures qu'elle recèle. La présence de la base de sous-marins stratégiques à Sanya, sur l'île de Hainan, fait également partie de l'équation. En mars 2009, l'USS *Impeccable*, T-AGOS 23 américain, avait été pris à partie par cinq navires chinois – deux navires de pêche et trois paramilitaires et obligé de quitter la zone où il revint patrouiller le lendemain, escorté par une frégate, l'USS *Chung-Hoon*.

L'île de Hainan permet, en effet, d'accéder directement à des eaux profondes où les sous-marins peuvent plus facilement se dissimuler.

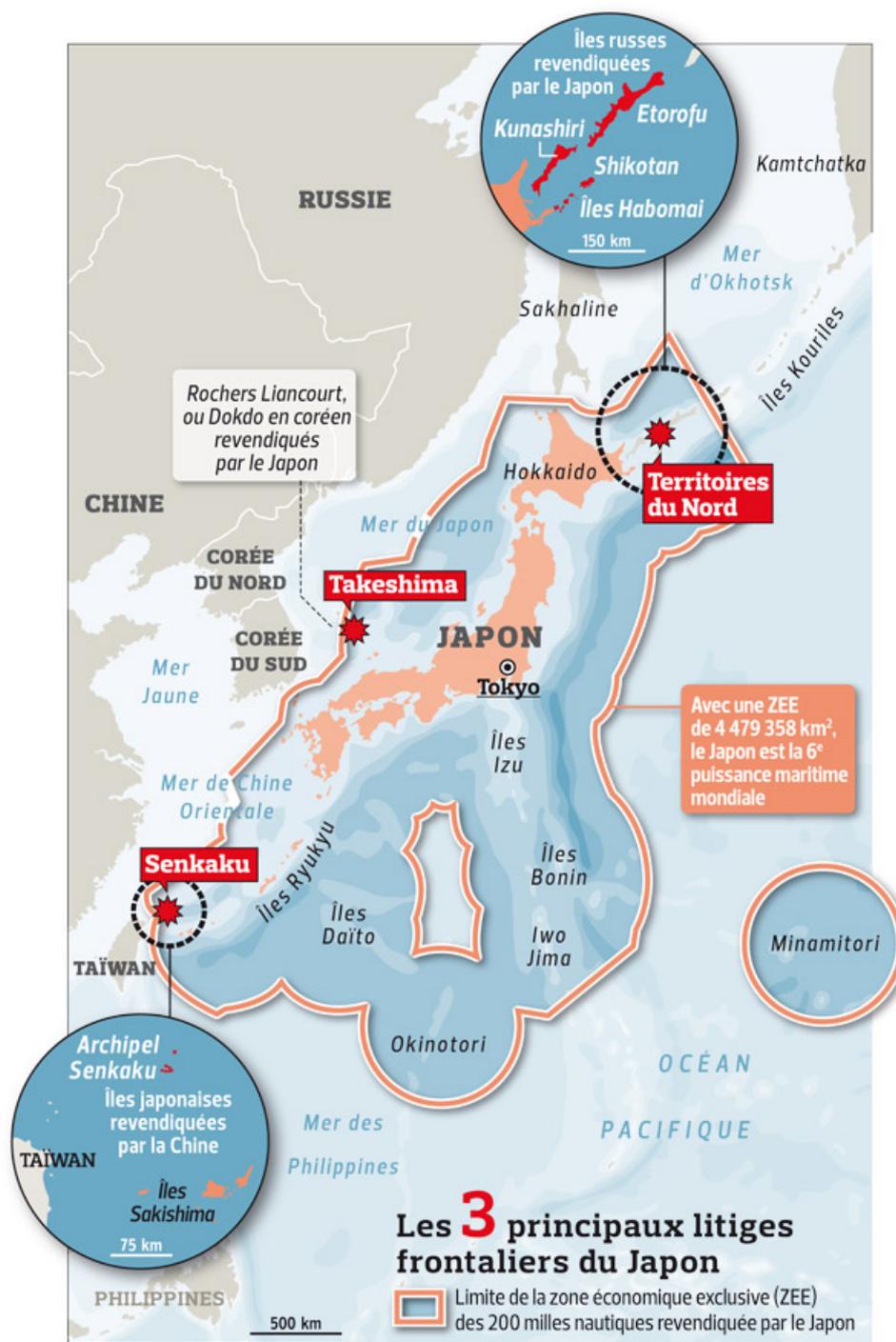
La mer de Chine orientale

Les différends sont nombreux également entre les États riverains de la mer de Chine orientale. Au-delà de la tension entre les deux Corées, entre le Japon et la Corée du Sud¹⁵ ou la Russie, la Chine a de nombreux litiges avec le Japon sur la délimitation de sa ZEE et sur les îles associées. L'anniversaire de la reddition du Japon impérial, le 15 août 1945, est en général l'occasion de manifestations contre l'impérialisme japonais, qui ont porté, cet été, sur les revendications territoriales dans le domaine maritime.

Avec la Corée du Sud, le litige porte sur les îles Dodko/Takeshima. A la suite de la visite du président sud-coréen sur ces îles le 10 août 2012, le Japon a proposé, le 17 août de régler devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye leur différend territorial. Séoul a immédiatement refusé la proposition, comme il l'avait déjà fait à deux reprises, arguant que ce n'était pas à un tribunal international de statuer sur la propriété de ce qui lui appartient déjà.

Avec la Russie, le litige concerne quatre îles qui constituent l'archipel des Kouriles du Sud et qui appartenaient au Japon avant la seconde guerre mondiale. Leur restitution constitue, pour le Japon, un préalable à la conclusion d'un traité de paix avec les Russes qui n'a toujours pas été signé. La Russie y envoie régulièrement des bâtiments de guerre lors des cérémonies commémoratives organisées à la mémoire des marins morts au combat.

¹⁵ « Nouvel accroc diplomatique entre le Japon et la Corée du Sud. Les deux pays ont suspendu, ce lundi 3 septembre, un programme d'échanges militaires. En cause : le différend sur un archipel en mer du Japon, Takeshima/Dodko, que se disputent les deux pays et qui empoisonne les relations entre Séoul et Tokyo », RFI.



La polémique sino-japonaise a pour objet la souveraineté d'îlots de la mer de Chine : Senkaku (pour les Japonais) et Diaoyu (pour les Chinois). « Les frictions sont anciennes. Selon les Japonais, cet archipel inhabité serait retourné dans le giron national lors de la rétrocession d'Okinawa par les Américains en 1972. Et les revendications de Pékin et de Taïpeh ne dateraient que de 1969, après la découverte, dans le sous-sol maritime de la zone concernée, de riches réserves d'hydrocarbures. Les incidents se sont multipliés ces dernières années. En février 2007, le Japon proteste contre l'intrusion d'un navire d'exploration chinois ; en octobre 2007, contre la tentative de débarque-

ment de militants nationalistes chinois. En 2008, la collision d'un bateau japonais de la garde côtière et d'un bateau de pêche taïwanais provoque le coulage de ce dernier. Quelques jours plus tard, neuf patrouilleurs militaires taïwanais tournent autour d'Uotsuri-jima avant de rentrer à Taïwan. En 2010, un bateau chinois venu pêcher autour de l'archipel percute deux bateaux japonais de garde-côtes, près des îles ; l'équipage chinois est fait prisonnier. »¹⁶ En réaction, des émeutes ont été provoquées contre des magasins de marque nipponne ainsi que des mesures de rétorsion comme l'arrêt des exportations de métaux rares.

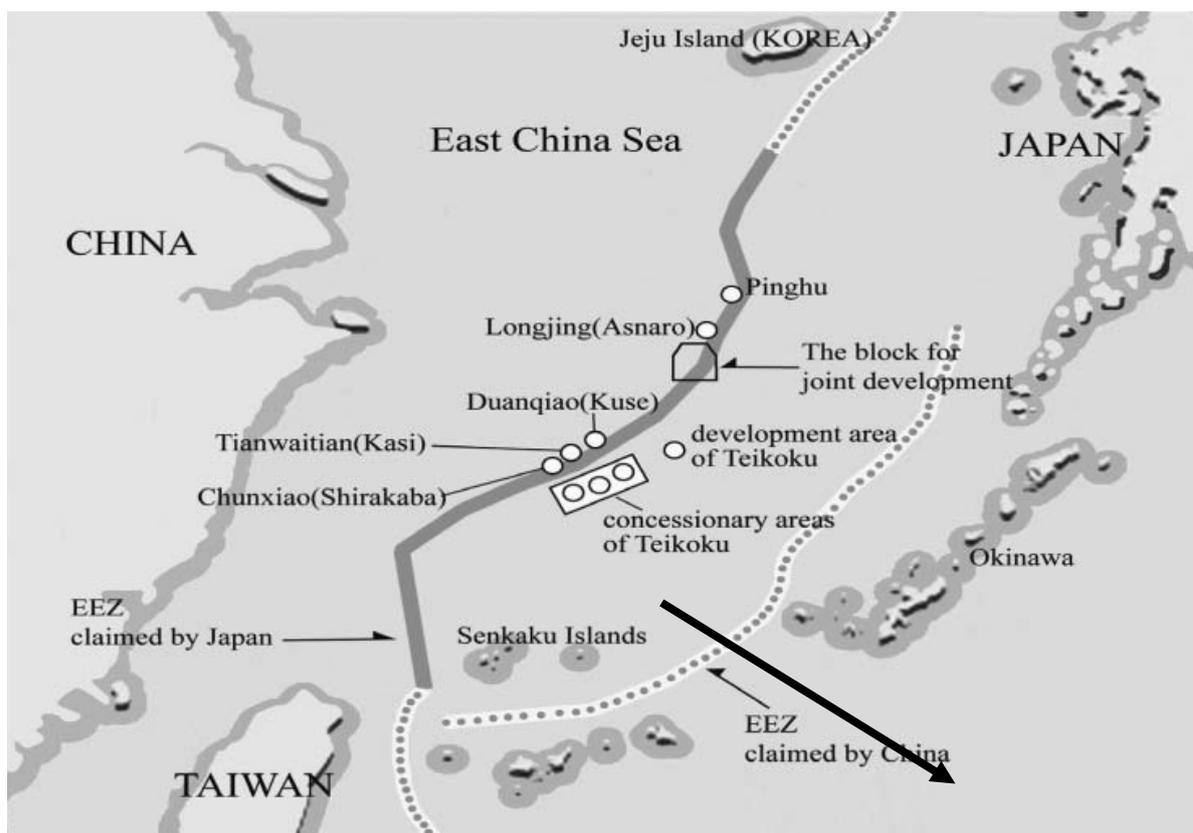
En juillet 2009, deux patrouilleurs des garde-côtes japonais avaient intercepté un chalutier chinois pêchant dans les eaux territoriales des îles Senkaku qui, pour se dégager, avait éperonné les deux patrouilleurs. Le Commandant avait été arrêté, jugé et condamné, par un tribunal japonais, provoquant de vives réactions de la Chine demandant au Japon « de cesser de menacer illégalement les navires chinois et leurs équipages ». En réaction, la Chine décide d'une présence permanente de patrouilleur dans la zone pour la surveillance des pêches.

En juillet 2012, 14 militants prochinois en provenance de Hong Kong ont abordé sur Uotsuri, principale île de l'archipel des Senkaku, contrôlée par le Japon et revendiquée par la Chine (au nom de "sa province taïwanaise") et par Taïwan. Ils sont parvenus à hisser des drapeaux de la RPC et de la RC (Taïwan) sur l'îlot, situé à environ 200 km au large de l'île nationaliste, malgré la surveillance rapprochée des garde-côtes japonais. Expulsés du territoire par les autorités japonaises, ils n'ont subi aucune mesure de détention. Le 18 août, en réponse à cette "provocation", une flottille japonaise d'une vingtaine de navires s'est rendue dans la zone avec à bord près de 150 personnes, parlementaires locaux et militants nationalistes. Débarqués sur l'île, ils ont réaffirmé la souveraineté japonaise sur l'archipel. Pékin a réagi avec virulence à cette initiative, exprimant ses "vives protestations" auprès de l'ambassade du Japon à Pékin. L'agence "Chine Nouvelle" s'est fait l'écho "d'importantes manifestations antijaponaises" dans au moins 8 villes chinoises, avec diffusion de photographies montrant de nombreux dégâts matériels dont des véhicules renversés... L'achat, le 11 septembre 2012, de trois des cinq îles de l'archipel des Senkaku par le gouvernement japonais pour la somme de 2,05 milliards de yens (21 millions d'euros) n'a rien arrangé.

Les intérêts, ici, ne sont pas seulement économiques, en raison des richesses du sous-sol marin, enfouies sous une faible profondeur d'eau, ils sont aussi stratégiques.

Le chenal de Mikayo (flèche) entre les îles d'Okinawa et de Mikayo est, en effet, le point d'accès privilégié à l'océan Pacifique. Les flottes japonaise, américaine et chinoise s'y croisent régulièrement. Une escadre d'une dizaine de bâtiments de la Marine chinoise, composée de 8 destroyers et de 2 sous-marins, l'a emprunté en avril 2010, pour une série d'exercices. Le Japon a émis une protestation officielle auprès de la Chine en raison de l'attitude jugée dangereuse d'un hélicoptère chinois.

¹⁶ Christian Kessler.



CHAMPS DE PETROLE ET DE GAZ EN MER DE CHINE ORIENTALE ET CHENAL DE MIKAYO

L'attitude de la Chine n'a rien de surprenant. Sa croissance économique justifie qu'elle se préoccupe de la protection de ses approvisionnements et de ses intérêts stratégiques. Une marine en est l'outil privilégié. Ensermée par sa géographie entre des chapelets d'îles qui limitent son accès à la haute mer, la Chine cherche à desserrer l'étoupe pour gagner en liberté d'action et à repousser toute menace loin de ses côtes. Cependant, l'agressivité et l'intransigeance dont elle fait preuve, ces dernières années, sont pour le moins maladroitement et desservent l'image affichée de « *Peaceful rising* » dans la région et dans le monde. Cette attitude contraste avec la relative complaisance dont elle a fait preuve pour ses frontières terrestres – 100 % de concession avec l'Afghanistan, 96 % avec le Tadjikistan, 94 % avec le Népal, 82 % avec le Myanmar, 76 % avec le Laos, 68 % avec le Kirghizistan, 66 % avec le Kazakhstan, 65 % avec la Mongolie, 60 % avec la Corée du Nord, 50 % avec la Russie et le Vietnam. Elle offre également aux États-Unis l'opportunité de maintenir et de renforcer leur présence dans cette zone, à la demande des pays voisins.

Les zones d'intérêts stratégiques – le Pacifique NW et les lignes de communication

Le Pacifique NW

Le Pacifique NW constitue l'extension logique de la zone vitale de la mer de Chine. Y assurer une présence permet d'exercer une pression sur de potentiels adversaires et d'organiser une défense en profondeur. Depuis le début des années 2000, la Chine effectue des exercices au-delà de la première chaîne d'îles, accédant à la haute mer par les détroits de Miyako et de Tsugaru. En août 2005, plusieurs bâtiments manœuvrent en mer du Japon, devant Vladivostok avec la Marine Russe ; en octobre 2008, 4 bâtiments chinois transitent par le détroit de Tsugaru ; en avril 2010, une *Task Force* d'une dizaine de bâtiments, comprenant un destroyer type Sovremenny et deux sous-marins, se déploie pendant trois semaines au large du Japon. « *Ces exercices sont d'une grande importance stratégique et diplomatique et montrent que la Chine ne craint pas d'utiliser ses droits de passage innocent pour passer au-delà des bases navales étrangères qui pourraient l'en empêcher comme la base américaine d'Okinawa.* » (*South China Morning Post*).

En 2003 et 2004, le Japon signale de nombreuses intrusions de bâtiments chinois (respectivement 7 et 25) dans sa ZEE, sans en avoir été avisé par les autorités chinoises comme convenu par les deux pays en 2001. Plus significatif, en 2004, un sous-marin nucléaire de la classe Han en transit près d'Okinawa est détecté et pisté dans les eaux territoriales par des destroyers et un P-3C japonais, puis suivi près de l'île de Guam. En 2006, un sous-marin diesel de la classe Song fait surface à moins de 5 NM du porte-avions USS *Kitty Hawk*, à proximité encore d'Okinawa.



Cette présence de la PLAN en haute mer s'accroît régulièrement, d'année en année, ainsi que le nombre de déploiements et d'escales dans les pays étrangers (cf. annexe C).

Les lignes de communication

La géographie maritime de la Chine, entourée de mers fermées, s'apparente à celle de la Russie, avec cette différence, la Chine est beaucoup plus dépendante des océans pour son économie et son commerce que ne l'est la Russie¹⁷. Près de 90 % de ses échanges transitent par la mer, ce qui, en cas de conflit, constitue une vulnérabilité incontestable. « Pékin est ennuyé de devoir la sécurité de ses approvisionnements énergétiques à l'US Navy ou à des marines régionales et serait certainement plus rassuré si sa marine pouvait assurer la sécurité de ses échanges maritimes. Un tel objectif nécessiterait que la Chine développe une forte capacité de contrôle des mers, non seulement en mer de Chine, mais également dans toutes les zones où la sécurité de ses échanges pourrait être menacée, car cela n'aurait que peu de sens de ne protéger que le segment d'arrivée ou de départ de ces lignes. C'est bien la protection de toute la ligne de communication qu'il convient d'assurer. »¹⁸

¹⁷ En 2009, selon les chiffres avancés par les douanes chinoises, les importations de pétrole ont dépassé les 200 millions de tonnes pour un montant de plus de 89 milliards de dollars. Près de 70 % de ce pétrole transitait par mer.

¹⁸ Yves-Heng Lim, « From Vulnerability to Security? China's Increasing Efforts to Protect its Maritime Lifelines » in *The driving forces behind China's naval modernization*, May, 9 2011.

Malgré son développement, la PLAN n'a pas encore les capacités nécessaires pour protéger ses lignes de communication. Les progrès sont néanmoins réels. En 1990, la PLAN n'avait pas été en mesure d'évacuer les ressortissants chinois de Somalie. Un cargo de COSCO, le *Yongmen*, s'en était chargé dans des conditions très difficiles.

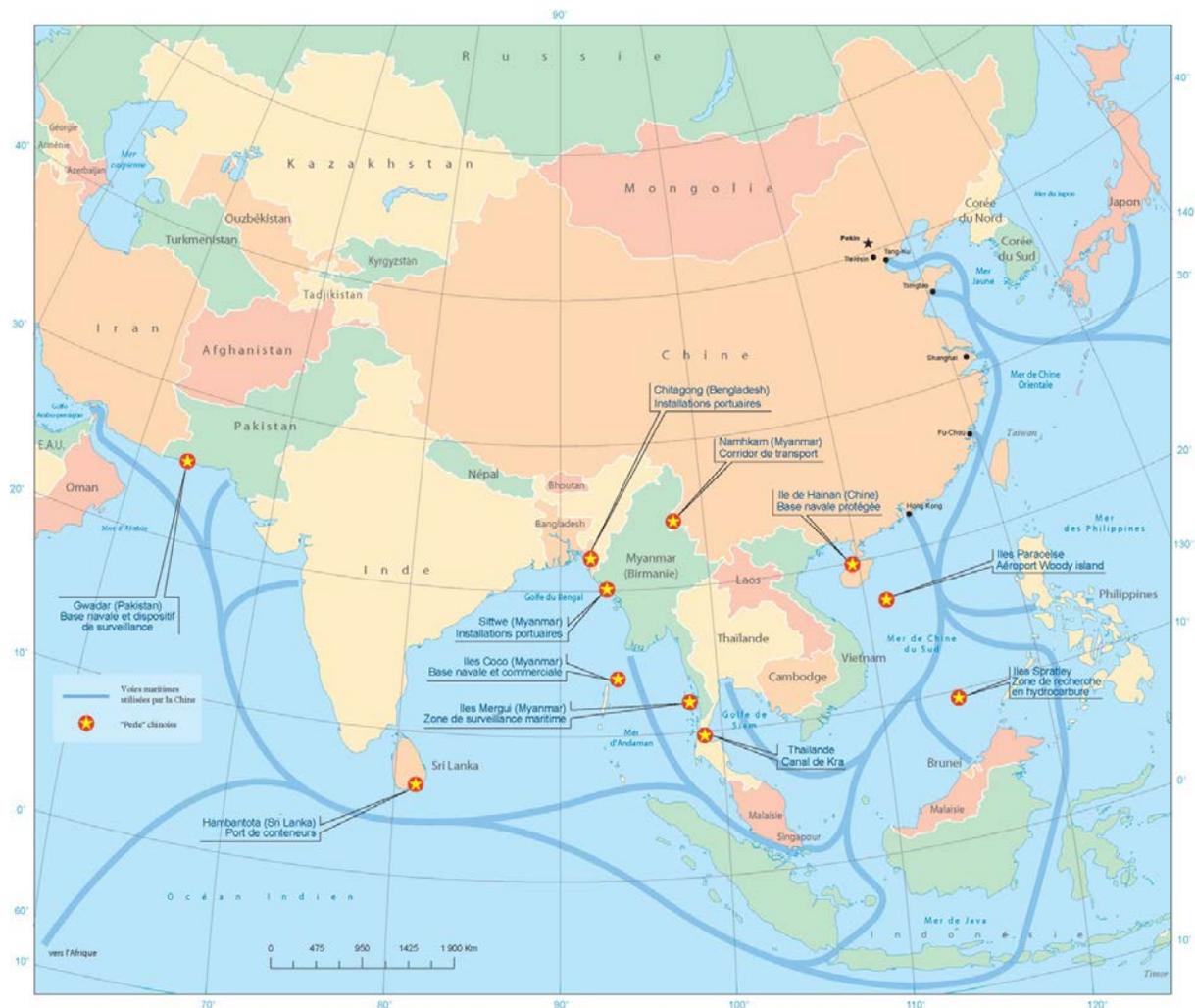
Depuis, la Chine a investi dans une chaîne de ports et de facilités en océan Indien, baptisée « le collier de perles » :

- ➔ Au Myanmar, elle bénéficie de stations de surveillance et d'écoute sur l'île de Grande Coco et à Hainggyi, à l'embouchure de l'Irrawardy. Elle a participé à la construction des ports de Kyaukpyu et d'Akyab (Sittwe), ce dernier lui est contesté par l'Inde ;
- ➔ Au Bangladesh, le port de Chittagong ;
- ➔ Au Sri Lanka, elle dispose du port en conteneurs d'Hambantota, au sud de l'île, qu'elle a construit, ainsi que d'un dépôt de carburant et d'un aéroport ;
- ➔ Au Pakistan, le port de Gwadar, récemment racheté par la Chine à l'Autorité du Port de Singapour (septembre 2012), doit permettre de développer une liaison directe vers la Chine par train et autoroute, ainsi qu'un oléoduc, à travers la chaîne himalayenne. Avec le port de Karachi, régulièrement utilisé par la PLAN pour les exercices AMAN (Chine-Pakistan), il constitue un point d'appui intéressant.

La Chine a également sollicité, sans beaucoup de succès jusqu'à présent, les gouvernements des Seychelles, de Maurice et de Madagascar.

Depuis décembre 2008, elle déploie, en permanence, au large de la Corne de l'Afrique, deux destroyers et un ravitailleur pour protéger les navires chinois contre la piraterie. Plus de 4 600 navires ont été escortés et le 13^{ème} groupe tactique vient d'appareiller vers la zone. En mars 2011, l'un des bâtiments avait franchi Suez, pour protéger l'évacuation de 36 000 ressortissants chinois de Libye.

Le retour d'expérience de cette opération a fait apparaître le besoin de disposer de ports de soutien dans la zone et d'augmenter le nombre de ravitailleurs à la mer, ainsi que les communications par satellites.



Des accords passés avec les pays de la zone ont ainsi permis aux navires de la PLAN de relâcher pendant leur déploiement à Salalah en Oman, Aden au Yémen, Gwadar et Karachi au Pakistan, à Colombo au Sri Lanka et, de façon plus intermittente, à Djibouti. Il paraîtrait logique qu'à l'avenir, la Chine cherche à développer des escales logistiques sans nécessairement en faire des bases navales.

L'augmentation du tonnage des navires de la PLAN répond également au besoin de déployer ces unités loin de leurs bases et dans la durée. Cela s'accompagne du renforcement de leur armement, des moyens de liaison et de communication et de l'élargissement de la plate-forme hélicoptère. Il sera de première importance de noter l'évolution des accords passés entre la Chine et ces différents pays, ainsi que l'évolution vers une militarisation possible de certaines de ces installations, comme celle de Gwadar, par exemple.

Les zones d'intérêts économiques et d'influence

Lors de son discours d'ouverture du 18^{ème} Congrès du Parti Communiste chinois, le 8 novembre 2012, le Président Hu Jintao a appelé à faire de la Chine une « *puissance maritime* » et à « *défendre résolument ses droits et ses intérêts maritimes* »¹⁹.

Cette importance donnée à la mer et aux océans procède d'une stratégie de long terme, que l'on pourrait qualifier de « gant de velours », entamée il y a trois décennies et dont il est possible de constater maintenant les premiers effets avec le développement considérable des chantiers navals chinois, aujourd'hui les premiers du monde, des ports et de la marine marchande. D'autres volets de cette stratégie maritime commencent à apparaître auxquels il faut prêter attention et dont il serait prudent de suivre les évolutions. Il s'agit :

- ➔ Du développement des recherches océanographiques ;
- ➔ De la politique chinoise pour l'Arctique et l'Antarctique ;
- ➔ De la politique spatiale et de ses implications maritimes ;
- ➔ Des réseaux économiques et des implantations chinoises dans le monde.

La recherche océanographique

« Le 18 avril 2012, le Bureau national des Affaires océaniques (BNAO) a annoncé l'établissement d'une flotte nationale de recherche océanographique, afin d'améliorer les capacités du pays dans le domaine. La flotte dispose en tout de 19 navires, dont 11 navires océaniques de recherche d'une capacité de 1 500 tonnes. Ces navires appartiennent respectivement au Bureau national des Affaires océaniques, à l'Académie des Sciences de Chine (ASC), au ministère de l'Éducation ainsi qu'à d'autres agences gouvernementales et instituts ayant des intérêts maritimes. Selon le bureau national, la mission principale de la flotte est de mener des études océanographiques globales et de remplir des missions faisant partie des grands projets nationaux de recherche ».²⁰

L'association chinoise de recherche-développement concernant les ressources minérales des fonds marins (COMRA) fait partie des organismes scientifiques enregistrés auprès de l'association internationale des fonds marins (ISA). La Chine a obtenu, en 2001, le droit de prospecter un gisement de nodules polymétalliques dans l'est de l'océan Pacifique, d'une superficie de 75 000 km². En novembre 2011, elle a reçu l'autorisation d'explorer un gisement de minerais de sulfure polymétallique d'une superficie de 10 000 km² dans une zone située au sud-ouest de l'océan Indien.

En parallèle, depuis 2002, la Chine développe une capacité d'exploration des grands fonds marins avec des submersibles. Le 27 juin 2012, le *Jialing* a ainsi atteint une profondeur de 7 062 m dans la fosse des Mariannes. L'objectif est de disposer d'une production en série de submersibles habités pouvant opérer jusqu'à 4 500 m de profondeur pour explorer et exploiter les nodules polymétalliques. « *La Chine à d'ores et déjà lancé un programme autonome de submersible habité à 4 500 mètres. Le submersible*

¹⁹ Hu Jintao : « Nous veillerons, dans le domaine maritime, à élever notre capacité d'exploitation des ressources, à développer l'économie et à protéger l'environnement écologique tout en sauvegardant fermement les droits et intérêts de notre État, tout cela afin d'accroître la puissance nationale en la matière », *Le Monde*, le 8 novembre 2012.

²⁰ Communiqué de l'agence Xinhua du 19 avril 2012.

devrait être opérationnel à la fin de l'année 2013. La production en série de ce type de sous-marins serait réalisée autour de 2020. Les Chinois envisagent de construire une station sous-marine du futur. Elle pèserait 250 tonnes et aurait une longueur de 22 mètres, une largeur de 7 mètres et une hauteur de 8 mètres. Elle serait constituée d'un laboratoire et d'une salle commune. Un amarrage de la station sous-marine avec le sous-marin pourrait avoir lieu d'ici 20 ou 30 ans ».²¹

Plusieurs universités disposent de laboratoires de recherche océanographique, comme l'Institut d'Océanographie de la mer de Chine du Sud à Guangzhou. La Chine multiplie également les échanges scientifiques avec de nombreux pays. Elle participe à la recherche océanographique dans la ZEE de l'île Maurice. En juin 2012, elle a signé un protocole d'entente avec le Portugal, portant notamment sur la biotechnologie et l'océanographie et au mois d'août, le navire de recherche océanographique *Dayang Yihao* a effectué une campagne de mesures au large du Nigéria.

La Chine et les pôles

K.- L'Arctique

La Chine s'intéresse aux conséquences de l'évolution de l'Arctique sur son agriculture et sur son développement économique. Mais elle se préoccupe aussi des conséquences stratégiques de la fonte des glaces. Pour la Chine, l'Arctique fait partie des biens communs de l'humanité et rejoint en cela la position européenne. A ce titre, elle demande à être reconnue comme l'un des acteurs dans ce débat. Bien que n'ayant pas de territoires dans la zone, elle est intéressée par les ressources naturelles et par l'utilisation des nouvelles routes pour son approvisionnement en gaz liquéfié venant de la mer de Barentz et pour ses exportations vers l'Europe et l'est de l'Amérique du Nord.



²¹ Site ambassade de France en Chine.

Source : Administration chinoise de l'Arctique et de l'Antarctique.

UNE VISION CHINOISE DES ROUTES DU NORD

La recherche scientifique est l'une des portes d'entrée de la Chine en Arctique. Depuis 2004, la Chine dispose d'une station de recherche – *Huang He Zhan* – établie à Svalbard, en mer de Barents. La Norvège lui reproche de ne pas jouer le jeu de la coopération scientifique. La Chine refuse que ses scientifiques partagent leurs données, règle appliquée par toutes les autres délégations dans la station depuis les années 1970. Elle envisage de conduire trois expéditions scientifiques dans l'Arctique dans les trois prochaines années. Pour cela, la Chine a annoncé son intention de construire un nouveau brise-glaces de 8 000 tonnes en 2013, en complément du *Xuelong-Snow Dragon*, existant. Ce dernier a effectué, en août 2012, la première traversée par la route Nord de la Chine à l'Islande, le long des côtes de la Russie.

La Chine s'engage progressivement, directement et indirectement, dans l'économie islandaise suite à la crise financière qui a débuté en Islande en 2008. Elle a signé, en avril 2012, six accords de coopération avec l'Islande dont un accord-cadre sur l'Arctique et sur les sciences et technologies marines et polaires. La Chine dispose de la plus grande ambassade étrangère à Reykjavik, avec le projet d'y établir une base commerciale importante.

Le Président Hu Jintao s'est également rendu à Copenhague, en juin 2012, où il a discuté des perspectives d'exploitation minière au Groenland. Les Chinois sont intéressés par la présence de terres rares et proposent 200 millions de dollars d'investissements comprenant la construction de trois aéroports et de facilités portuaires à Nuuk, la capitale. Un accroissement des investissements chinois dans les pays d'Europe du Nord est à prévoir dans les prochaines années.

La Chine souhaite également obtenir un statut d'observateur permanent au Conseil Arctique. L'attribution du Prix Nobel à un opposant chinois, en 2010, et les mesures de représailles chinoises envers la Norvège ont refroidi les relations entre les deux pays et Pékin risque d'attendre quelques années avant de voir sa demande agréée.

L.– L'Antarctique

La Chine a lancé sa première expédition en Antarctique en 1984 et y a établi les stations de Changcheng (1984) sur King Georges Island, Zhongshan (1989) et Kunlun (2008) sur le continent, située à plus de 4 000 m d'altitude.

Le 5 novembre 2012, le *Xuelong* a appareillé pour effectuer la 29^{ème} expédition chinoise sur ce continent. Elle aura, entre autres, pour objectif de rechercher un site pour une quatrième implantation chinoise. Trois autres expéditions sont prévues d'ici 2015.

Les retombées maritimes du programme spatial chinois

Les satellites interviennent dans de nombreux domaines. Ils ont une première application scientifique pour la collecte d'informations océanographiques et météorologiques. La Chine collabore avec le CNES au projet CFOSAT dont le lancement est prévu en 2014. Un accord de coopération a été signé entre EUMETSAT, le NSOAS (Service national des applications océaniques des satellites) et le SOA (Administration océanographique de la Chine) pour des échanges de données satellitaires entre les missions

Jason de l'UE et HY chinois. Elle utilise également de l'imagerie satellite achetée auprès des compagnies américaines, japonaises et européennes.

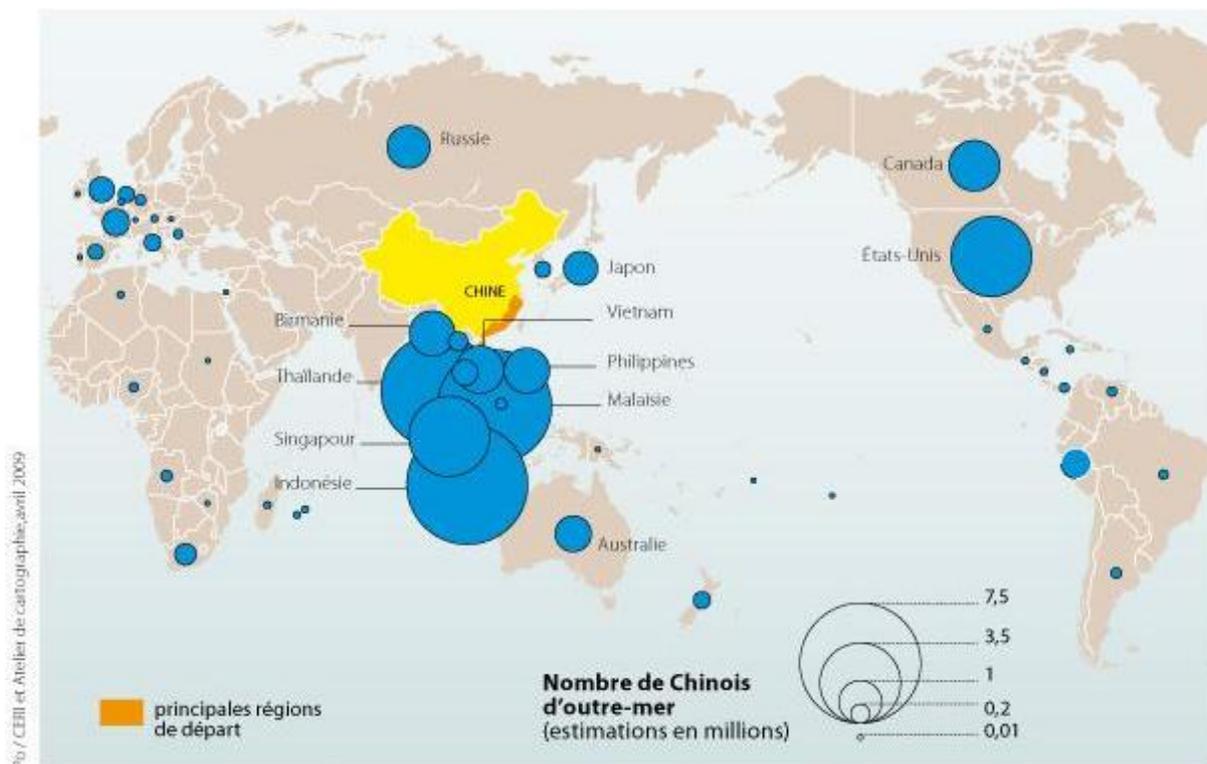
La Chine développe également un système de positionnement par satellites, le Beidou qui est en cours d'essai avec une constellation composée de 5 satellites géostationnaires et d'une dizaine de satellites en orbite moyenne. Pour l'instant partielle, la couverture devrait être mondiale à l'horizon 2020 avec 35 satellites. Ce système permettra le positionnement des navires civils et militaires, des avions, des sous-marins, mais également le recalage de la trajectoire des missiles.

Elle dispose de plusieurs générations de satellites ELINT SJ-6 lancés en 2004 et SJ-6G et SJ-6H lancés en 2010, dédiés semble-t-il au suivi des flottes en mer, avec une capacité de triangulation pour disposer d'un ciblage précis, en particulier des porte-avions américains. Il est probable que les premiers satellites SAR soient en orbite depuis 2009, offrant ainsi une capacité tout-temps dont on ne connaît pas la résolution.

Enfin, depuis 2006, avec le lancement de ChinaSat-22A, la Chine dispose de communications par satellite sur ces principaux bâtiments de combat.

Les implantations chinoises dans le monde

La recherche de matières premières pour alimenter ses usines et de débouchés pour ses produits conduit la Chine à être présente dans la plupart des pays. Disposant de réserves financières importantes, elle est en mesure de proposer une aide – intéressée – aux pays en difficulté, ce qu'elle a déjà pratiqué par le passé avec les pays de l'ASEAN pendant la crise financière de 1998. Elle est devenue le premier partenaire économique de l'Afrique et le second de l'Amérique du sud. Enfin, la diaspora chinoise dans le monde représenterait de 60 à 100 millions d'individus et une capacité financière de 500 milliards de dollars.

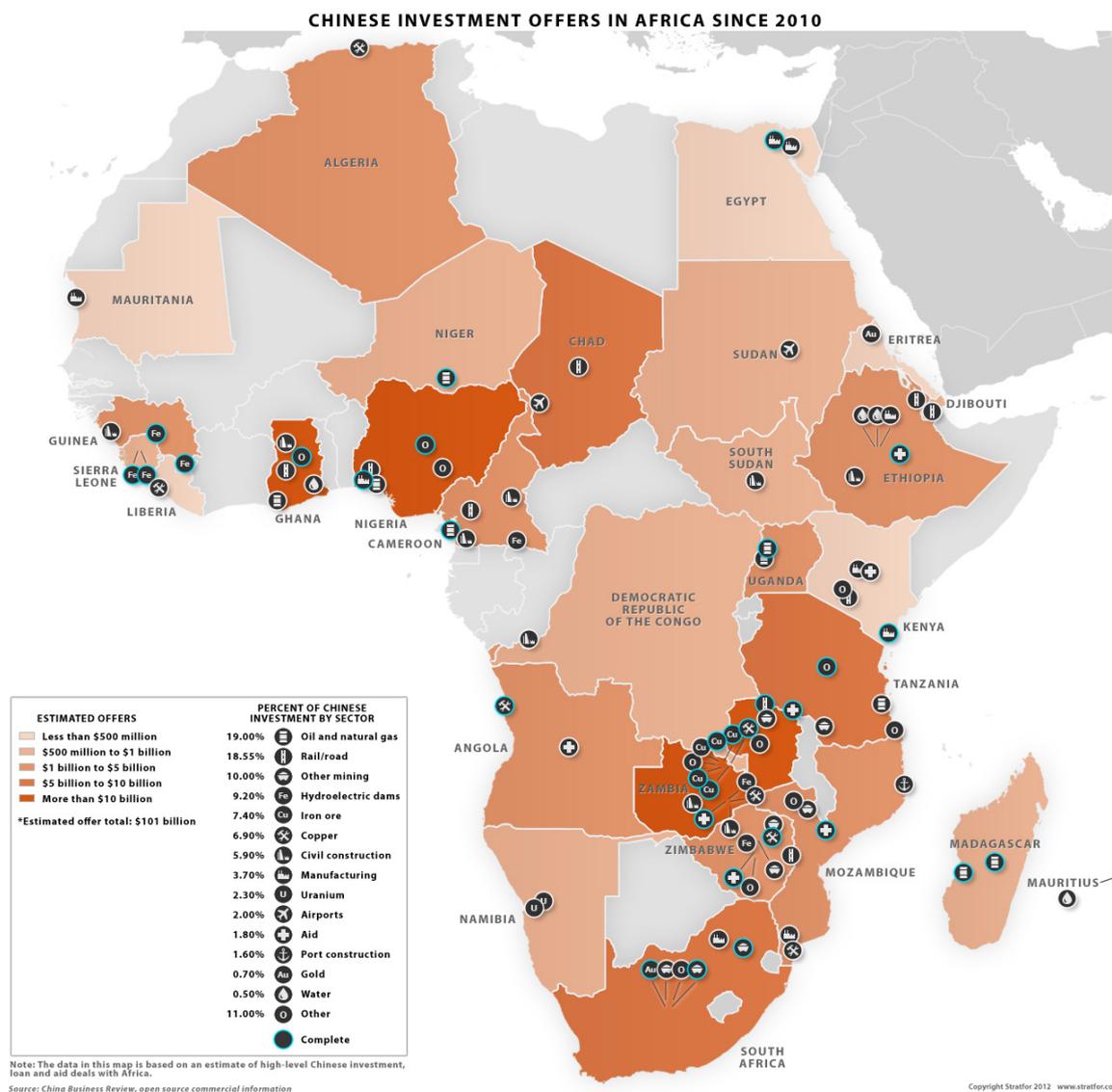


M.– L'Afrique

Les échanges avec l'Afrique sont passés de 1 milliard de \$ en 1990, à 10 milliards en 2000 et à plus de 150 milliards en 2011. Son succès vient des prix attractifs de ces marchandises dus à la sous-évaluation du yuan, aux aides et aux infrastructures qu'elle réalise dans les pays. La présence estimée d'un million de travailleurs chinois sur le continent est parfois une source de tensions. La Chine est aujourd'hui dépendante de ses approvisionnements en pétrole (30 %) et des marchés africains pour son économie. « Parmi les préoccupations des Nations Unies au sujet de l'Afrique figure la coopération avec Pékin pour améliorer la sécurité dans le Golfe de Guinée en équipant et entraînant les Marines et les Garde-côtes des pays de l'Afrique centrale et de l'ouest ». ²²

Les liens sont particulièrement développés avec l'Algérie, le Nigéria, l'Angola, l'Afrique du Sud et le Soudan.

²² David E. Brown, « Hidden dragon, crouching lion: how China's advance in Africa is underestimated and Africa's potential underappreciated », SSI, September 2012.



N.- Les opérations de l'ONU et les exportations d'armement

La Chine prend une part de plus en plus active aux opérations humanitaires et de maintien de la Paix des Nations Unies. En octobre 2012, elle contribue à hauteur de 1 931 personnels dans neuf opérations dont six en Afrique (Sahara occidental, RDC, Darfour, Soudan, Côte d'Ivoire).

Entre 1985 et 2005, la Chine a vendu du matériel naval à onze pays : la Thaïlande, le Bangladesh, le Myanmar, le Pakistan, le Sri Lanka, l'Iran et le Yémen, en Asie, et le Bénin, l'Égypte, la Tanzanie et la Tunisie, en Afrique. Elle a récemment vendu des missiles à l'Indonésie.

O.- L'Europe et la Méditerranée

La situation économique difficile que traversent l'UE et plus particulièrement certains pays, est une opportunité que la Chine saisit pour s'implanter sur le continent.

En 2008, COSCO signe un bail de 35 ans pour l'utilisation d'une plate-forme à conteneurs du port du Pirée. Du coup, les exportations grecques vers la Chine explosent et ont progressé de 250 % entre 2011 et 2012. Du coup, COSCO pourrait racheter la totalité du port et la Chine se montre intéressée par des investissements dans l'énergie et les transports, pour acheminer ses produits vers le reste de l'Europe et la mer Noire.

Conclusion

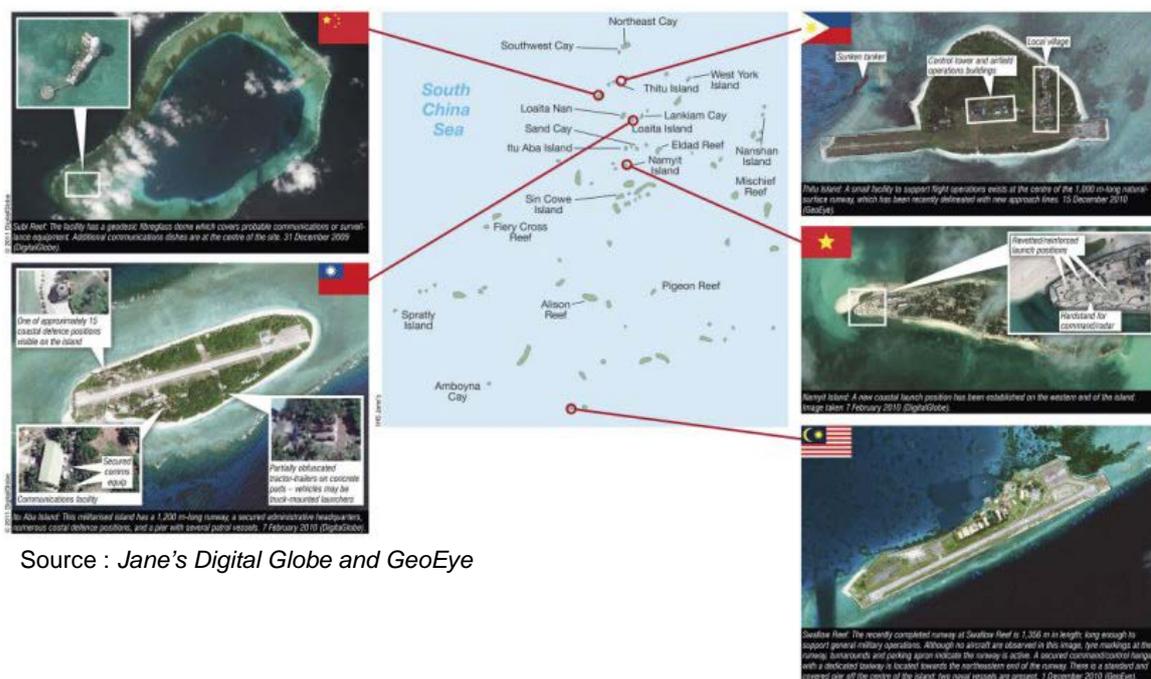
Sans le laisser paraître, la Chine développe une stratégie maritime, inspirée des thèses de Mahan, depuis plusieurs décennies. Intransigeante et agressive dans ses approches maritimes où elle se sent forte désormais, elle adopte un comportement plus consensuel au fur et à mesure que l'on s'éloigne de son territoire et qu'elle se sent plus fragile. Néanmoins, la progression des implantations chinoises dans le monde est impressionnante. Le développement de son économie la justifie pour une bonne part et sa puissance financière lui permet de saisir les opportunités qui s'offrent à elle pour renforcer ses positions, en des endroits très divers comme nous venons de le voir. Selon le *Quotidien du peuple*, la valeur totale de la production des industries maritimes chinoises s'est élevée à 508 milliards de \$ en 2009, soit 9,5 % du PIB. Une telle manne mérite d'être protégée et il est vraisemblable que les déploiements opérationnels de la PLAN continueront de se développer dans les années à venir au fur et à mesure des progrès de ses capacités opérationnelles et logistiques. Cette expansion pose deux questions : à quel rythme pourra-t-elle s'effectuer et quels seront les obstacles à surmonter ?

Face à la Chine : vigilance et partenariats

Face à cette pression chinoise, les pays de la région cherchent à s'organiser. Mais les structures régionales sont encore trop fragiles et les intérêts trop différents pour qu'une réponse commune puisse voir le jour. De plus, la Chine n'accepte que des négociations bilatérales. Dès lors, l'on assiste à une augmentation sensible des budgets de défense et à la recherche de soutien ou d'accords avec d'autres pays, tels que l'Inde, la Russie et les États-Unis.

Les pays de l'ASEAN

Le Vietnam et les Philippines sont les deux pays les plus concernés par les différends avec la Chine. Le Vietnam contrôle actuellement 21 des 48 îlots formant l'archipel des Spratly, contre 8 pour la Chine, 7 pour les Philippines, 3 pour la Malaisie et un unique îlot pour Taïwan. Chaque pays y développe des infrastructures permettant d'en organiser la Défense.



Source : Jane's Digital Globe and GeoEye

Le Vietnam

La pêche est un secteur important de son économie et l'exploitation d'hydrocarbures offshore un vecteur essentiel de son développement. Sa marge de manœuvre est cependant étroite dans la mesure où les deux régimes au pouvoir sont communistes, où la Chine fournit 25 % des importations du Vietnam et a la capacité de déstabiliser son économie.

Dans ce combat déséquilibré, le Vietnam multiplie les alliances, augmente son budget de Défense et modernise ses équipements²³ :

- ➔ par des commandes de matériels à la Russie qui se sont élevées à 5,5 milliards de \$ entre 2008 et 2010, comprenant la construction de six sous-marins de type Kilo, avec leur base de soutien, des vedettes rapides, des corvettes, de deux frégates et 20 avions de combat Su-30Mk2. Un volet économique comprenant l'exploitation de champs pétroliers et la construction de deux centrales nucléaires est venu compléter un accord de défense entre les deux pays ;
- ➔ par des accords de coopération technique et militaire avec l'Allemagne, l'Indonésie, la Pologne, le Royaume-Uni, la République tchèque, la Roumanie et l'Espagne, pour un partenariat entre entreprises spécialisées dans les domaines de la Défense ;
- ➔ par des accords de partenariats avec l'Australie, le Brésil, la France (hélicoptères de transport et divers équipements militaires), l'Inde (pièces détachées et maintenance), le Pakistan, et les Pays-Bas (chantiers Damen) ;
- ➔ en signant avec la Corée du Sud un MoU²⁴ pour renforcer la collaboration industrielle et l'entraînement.

Le Vietnam a aussi proposé à l'Inde l'utilisation de sa base de Cam Ranh, déjà partagée avec la Russie, pour des opérations de maintenance. Elle a récemment sollicité l'aide de l'Inde dans 5 domaines :

- ➔ l'entraînement des sous-mariniers ;
- ➔ la formation de ses pilotes sur avion de combat Sukhoi-30 (l'Inde l'avait déjà fait pour la Malaisie) ;
- ➔ la modernisation du port de Nha Trang ;
- ➔ l'acquisition de bâtiments de taille moyenne (1 000 à 1 500 tpc) ;
- ➔ l'acquisition de missiles Brahmos²⁵.

Enfin, avec les États-Unis, le Vietnam a conclu un accord en août 2010 concernant notamment des exercices militaires conjoints. Un dialogue de Défense s'est instauré entre les deux pays qui pourrait se transformer en un "partenariat stratégique" qui s'appliquerait notamment dans les domaines commerciaux et de la Défense. Des bateaux américains font déjà régulièrement relâche à Cam Ranh et à Danang et effectuent des exercices avec la Marine vietnamienne (CARAT).

Les Philippines

Les **Philippines** sont dans la même situation de dépendance vis-à-vis de la Chine et disposent de peu de moyens en propre pour faire respecter leurs droits. Les Philippines ont un Traité d'alliance avec les États-Unis et ont demandé leur aide, d'intensifier en particulier les déploiements d'avions de patrouille maritime dans la zone. Les autorités philippines organisent également avec les États-Unis, l'Australie, le Japon et la Corée

²³ *Jane's Defence Industry*, 9 septembre 2010.

²⁴ Memorandum of Understanding.

²⁵ Source *La Navale*.

du Sud, des exercices sur le thème d'une reprise d'une île de vive force, mais toute demande de renforcement de la présence américaine aux Philippines soulève des objections de l'opposition de gauche et de certains partenaires de l'ASEAN.

La Malaisie

La **Malaisie** a peu de contentieux avec la Chine qui ferme les yeux sur un pompage extensif de ses exploitations pétrolières offshore en mer de Chine du sud, contre sa non-intervention dans les querelles qu'elle a avec le Vietnam et les Philippines. De plus, forte de sa manne pétrolière, la Malaisie investit dans **la création de sa force sous-marine avec l'acquisition de deux sous-marins Scorpène et la construction d'une base de sous-marins à Sepangar Bay sur l'île de Bornéo**. Elle développe également sa flotte de surface, dans une zone, à l'ouvert de Malacca, où la Chine se sent vulnérable et doit donc la ménager.

L'Indonésie

L'**Indonésie** n'a pas de véritable différend maritime avec la Chine²⁶. Elle a d'ailleurs commandé des missiles anti navires chinois (C-802 et C-705) pour équiper ses frégates type Van Speijk et des patrouilleurs rapides. Mais, prudente, elle diversifie ses sources d'approvisionnement et reste fidèle à sa politique de non-alignement. Ses dépenses pour les programmes navals sont estimées à près de 500 millions de dollars pour acquérir des patrouilleurs, des frégates et des bâtiments amphibies. **Elle possède deux sous-marins type U-209 anciens (1983) et vient de passer commande de trois sous-marins type U-209/1400 aux chantiers coréens (ASA 2015-2018)**. L'aéronavale est équipée d'avions de surveillance maritime CN-212 (en service depuis 1984), auxquels devaient s'ajouter 4 avions CN-235-220. Elle dispose de 3 hélicoptères Super-Puma, à capacité ASM, mais souhaite en acquérir de plus petits pour embarquer sur des corvettes.

Elle a signé un protocole d'accord avec l'Inde afin de renforcer leur coopération dans plusieurs secteurs dont la recherche et la sécurité maritime. Les deux pays souhaitent également accroître leur coopération dans le domaine de la Défense, non seulement en augmentant leur collaboration industrielle, mais aussi en organisant des exercices militaires conjoints, notamment navals.

Avec l'Australie, les contacts ont également repris, en 2005, après le tsunami. Ils portent essentiellement sur la coopération en matière de lutte contre le terrorisme et le trafic d'êtres humains.

En juillet 2010, les liens en matière de Défense ont été renoués avec les États-Unis. Ils avaient été suspendus en 1992, à la suite des événements du Timor oriental. Les deux pays conduisent maintenant régulièrement des activités conjointes avec les Forces spéciales et des exercices bilatéraux (CARAT) qui ont mis en œuvre, en 2012, des sous-marins...

²⁶ Si ce n'est le partage de la ZEE autour des îles NATUNA.

Singapour

Le pays possède les budgets et l'expertise industrielle pour construire des bâtiments de surface technologiquement avancés. La défense du port et la liberté de la navigation dans les eaux resserrées du détroit de Malacca constituent des priorités vitales. Il dispose pour cela des six frégates de la classe Formidable, de bâtiments amphibie, de chasseurs de mines et **de quatre sous-marins : 2 type Sjöormen et 2 type Archer modernisés AIP, adaptés aux faibles fonds de la zone. Singapour possède aussi six hélicoptères ASM S70-B.**

Singapour effectue des exercices SIMBEX avec l'Inde depuis 1994. Un accord, en 2003, prévoyait de les intensifier et, depuis 2011, de coopérer dans les domaines de la R&D.

Singapour et l'Indonésie ont signé un accord de coopération pour le sauvetage des sous-marins le 9 juillet 2012. Cet accord, le premier sur ce sujet entre deux pays d'Asie, permet l'accès du système de sauvetage singapourien à la Marine indonésienne en échange d'un soutien en cas d'accident sous-marin.

La Thaïlande

La Thaïlande est la seule marine de l'ASEAN à posséder un porte-aéronefs, acheté à l'Espagne. Elle modernise sa marine avec l'acquisition de six patrouilleurs et de trois OPV (dont deux achetés à la Chine). L'achat de deux sous-marins et la construction d'une base sont régulièrement évoqués, sans qu'une décision ait été prise jusqu'à présent.

Brunei, le Timor oriental et les Philippines ne possèdent que des patrouilleurs et sont en train d'acquérir des OPV. Le Myanmar vient de percevoir 5 frégates, achetées d'occasion à la Chine, et dispose de quelques corvettes et de nombreux patrouilleurs. Le Cambodge et la Papouasie Nouvelle Guinée n'ont rien d'opérationnel.

Au bilan, quatre pays au sein de l'ASEAN, augmentent sensiblement leur effort de défense et leurs capacités navales ; ce sont Singapour, l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam. Les autres – Brunei, le Cambodge, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle Guinée, les Philippines et le Timor oriental – tentent de maintenir leurs capacités d'action dans leurs approches maritimes. Entre les deux, la Thaïlande n'a pas arrêté ses choix. Au total, les pays de l'ASEAN n'ont pas de véritables capacités à opposer à la Chine, si ce n'est au niveau du Détroit de Malacca.

Taiwan

Les revendications de Taiwan en mer de Chine du sud et en mer orientale ne soulèvent pas d'objections de la part de la Chine, dans la mesure où elle considère que ces revendications jouent en sa faveur, étant donné le statut futur qu'elle envisage pour Taiwan.

L'île a, par ailleurs, de grandes difficultés à rénover ses capacités militaires, en particulier sa flotte de sous-marins vieillissants. Taiwan possède 4 sous-marins, 2 du type Hai Shih (ex-Guppy-II US, ASA 1945-1946) qui ne servent que pour l'entraînement de base des équipages et 2 du type SS Hai Lung (ex-Zwaardvis NL, ASA 1987-88) achetés

d'occasion. Depuis, toutes les tentatives de renouvellement de la flotte sous-marine taïwanaise se heurtent aux pressions très fortes de la Chine à l'égard des pays candidats à ce marché. La Chine aurait ainsi payé, en 2002, 100 millions de dollars à la société néerlandaise RDM pour qu'elle ne vende pas de sous-marins à Taiwan.²⁷ Les contrats d'armement avec les États-Unis se font également attendre. Les demandes de Taiwan concernent le renouvellement du parc de torpilles avec des Mk-54, pour remplacer les Mk-46, des hélicoptères de transport tactique UH-60 Black Hawk, des missiles anti-missiles sol-air PAC-3 supplémentaires, des rechanges pour les F16 et 12 avions de patrouille maritime P-3C Orion. Il est peu vraisemblable que Taïwan, qui n'a pas la capacité de les construire, puisse continuer de disposer très longtemps de sous-marins opérationnels. A terme, ce sont les capacités de défense de l'île qui se trouveront condamnées, affirment certains chercheurs.

La Corée du Sud

La Corée doit gérer une position stratégique compliquée. Ses relations avec la Corée du Nord l'obligent à ménager la Chine et à maintenir une certaine distance avec les États-Unis qui disposent pourtant de bases sur son territoire. Leur nombre va être réduit, ainsi que les effectifs et elles seront cantonnées dans le sud du pays. La Corée dispose des savoir-faire industriels pour construire des navires de combat et des sous-marins modernes. Elle cherche d'ailleurs à acquérir une certaine autonomie pour ses matériels militaires pour les mêmes raisons. Elle compte un LPH, une douzaine de Destroyers (dont des bâtiments Aegis) et de Frégates, une centaine de patrouilleurs, une dizaine de chasseurs de mines et **une quinzaine de sous-marins dont trois de type U-214, équipés d'AIP ; six autres de ce type sont commandés**. La Marine sud-coréenne possède une flotte de 16 avions de patrouille maritime P-3C Orion Update-III et d'une vingtaine de Lynx et Super Lynx de lutte ASM. De leur côté, les Garde-côtes disposent de 4 CN-235 de surveillance maritime, construits en Indonésie. A la suite de la destruction d'une corvette par une torpille nord-coréenne, en 2010, elle cherche à renforcer ses capacités ASM par l'achat d'hélicoptères et l'installation d'un réseau acoustique le long de ses côtes.

Le Japon

En décembre 2010, le gouvernement et le Conseil de sécurité du Japon ont adopté les grandes lignes du programme de Défense nationale jusqu'en 2015. Ce document prend en compte l'évolution de l'environnement sécuritaire : contestations sur des territoires, montée en puissance des « émergents » et de la Chine, nouvelles menaces (cyberguerre), Corée du Nord, contentieux avec la Russie aux réactions robustes. Face à ses risques de déstabilisation, le Japon doit se doter d'unités plus mobiles, adopter une posture plus dynamique et renforcer sa coopération avec les États-Unis, l'ASEAN, la Corée du Sud, l'Australie et l'Inde. Les forces seront redéployées vers le sud du pays et l'effort d'investissement sera largement consacré à la Marine, avec l'accroissement du nombre de sous-marins à 22 unités, l'augmentation du nombre de destroyers Aegis de 4 à 6 et des avions de combat à Okinawa. **La Marine d'autodéfense japonaise compte 150 bâtiments à vocation majoritairement anti-sous-marine.**

²⁷ Source : Cour Internationale de Justice de La Haye.

La coopération avec les États-Unis date de la fin de la seconde guerre mondiale. L'une des missions de la Marine japonaise est d'assurer la protection des groupes de porte-avions américains. Elle est également bien établie avec l'Australie et repose sur un dialogue stratégique à trois, avec les États-Unis, initié en 2002, et sur la déclaration bilatérale de sécurité de 2007. Elle se développe avec l'Inde. Les relations sont plus difficiles avec la Corée du Sud, pour des raisons historiques et des différends sur la possession de certaines îles.

L'Australie

Les relations entre l'Australie et la Chine se sont fortement renforcées depuis 1997. Les échanges à haut niveau sont nombreux et les deux pays ont mis en place un « partenariat de coopération globale » qui comprend notamment un dialogue stratégique annuel au niveau des ministres des Affaires étrangères, un dialogue stratégique économique dirigé par les ministres du Commerce et un mécanisme de dialogue sur les droits de l'Homme. Les échanges économiques sino-australiens sont en plein essor. La Chine est le premier partenaire commercial de l'Australie devant l'UE. L'Australie est le sixième partenaire de la Chine. Les exportations australiennes vers la Chine sont largement portées par les achats de matières premières australiennes. Des entreprises publiques chinoises ont pris des participations dans des compagnies minières en Australie. Les deux pays ont de nombreux échanges en matière d'éducation et scientifique (près de 80 000 étudiants chinois ont étudié dans les universités australiennes en 2011). La communauté chinoise en Australie est évaluée à 700 000 personnes et le chinois est devenu la seconde langue parlée en Australie.

L'Asie du Sud-est est une zone de sécurité stratégique traditionnelle pour l'Australie. Elle a conclu un partenariat global avec l'ASEAN en 2007 et a signé, avec la Nouvelle-Zélande, un accord de libre-échange le 27 février 2009 qui prévoit une levée des droits de douane sur 96 % des échanges commerciaux. Membre fondateur de l'ASEAN Regional Forum (ARF), l'Australie est très active sur les questions de sécurité régionale.

La *Royal Australian Navy* (RAN) est confrontée à un vieillissement de sa flotte. Elle dispose d'une douzaine de frégates dont 8 de type Meko, d'une douzaine de patrouilleurs, de six chasseurs de mines et d'une dizaine de petits bâtiments amphibie. La flotte sous-marine se compose de six sous-marins de la classe Collins, que l'Australie cherchait à remplacer (l'achat de sous-marin japonais type Soryu a été envisagé) mais qui seront finalement prolongés après une importante remise à niveau. La RAN va développer ses capacités de projection de forces avec la commande de deux bâtiments amphibies de 28 000 tonnes (classe Canberra) et de 3 destroyers anti-aériens achetés à l'Espagne et dotés du système Aegis.

L'Inde

La présence chinoise en Asie du Sud-est perçue comme une menace par les autorités indiennes qui voient dans le « collier de perles » une tentative d'encercllement de l'Inde. Les deux pays ont toujours un différend frontalier important le long de la chaîne himalayenne. Le déploiement par la Chine de trois bâtiments, de façon permanente, dans la Corne de l'Afrique, pour la lutte contre la piraterie est un sujet de préoccupation.

La présence d'un navire océanographique chinois, camouflé en chalutier, au large des îles Andaman, en août 2011, a été largement commentée dans la presse indienne. L'inspection par une agence de sécurité indienne, lors de son escale à Colombo, a confirmé la présence de 22 laboratoires océanographiques et hydrographiques à bord, ce qui montre l'intérêt porté par la Chine sur les conditions bathymétriques dans la zone.

Face à cette situation, tout en développant ses relations économiques avec la Chine, l'Inde a adopté une stratégie appelée « *concirclement* » par certains experts indiens qui associe les notions de contre-encerclement et d'endiguement. Un effort particulier a été consenti à la Marine indienne, traditionnellement la moins bien lotie des armées, pour moderniser sa flotte : achat d'un porte-avions et « location » d'un sous-marin nucléaire à la Russie, constructions de destroyers et de frégates, construction de six sous-marins anaérobie type Scorpène, achat de P-8 Poséidon aux États-Unis... L'Inde développe également une capacité industrielle autonome, en matière de construction navale, avec difficulté mais aussi une certaine constance. L'Inde possède une marine équilibrée, disposant de l'ensemble des composantes et du savoir-faire associé ; c'est encore la seule, en Asie.

A cet effort de modernisation s'ajoute la recherche d'alliances avec certains pays de l'ASEAN, l'Australie, le Japon et les États-Unis. L'Inde a ainsi renoué des liens avec l'Indonésie. Les exercices « SAREX » entre les deux pays ont été élargis à la Malaisie et à Singapour. Elle a signé un partenariat stratégique avec le Vietnam et, depuis 2004, multiplie les déploiements navals en mer de Chine, faisant escale aux Philippines, au Vietnam, au Japon et en Corée du Sud.

Avec le Japon, les relations se sont améliorées depuis 2000, aboutissant, en 2008, à une Déclaration conjointe sur la coopération de sécurité. Ce nouveau lien est d'abord politique, encore peu défini ; il n'est assorti d'aucun accord militaire et ne repose pas sur des échanges économiques particulièrement intenses. Mais la Marine indienne se déploie désormais jusqu'au Japon et en Corée du Sud. L'Inde souhaite par ailleurs acquérir des technologies de défense antimissile balistique qui pourraient lui être fournies par le Japon ou les États-Unis.

L'Inde est le quatrième partenaire économique de l'Australie. Le renforcement des relations s'appuie également sur une importante communauté indienne en Australie (450 000 personnes, dont 56 000 étudiants) et sur un solide partenariat scientifique entre les deux pays. L'Australie a récemment accepté de vendre de l'uranium à l'Inde. Mais, en matière de défense, le rapprochement entre les deux pays reste soumis à la présence d'autres acteurs. L'Australie a peu d'activités en bilatéral avec l'Inde, mais participe régulièrement à l'exercice MALABAR que cette dernière organise chaque année avec la Marine américaine.

L'élément principal de la politique de contrepoids de l'Inde face à la Chine reste le rapprochement avec Washington amorcé en 2000, qui a notamment permis à New Delhi de se voir reconnaître le statut de puissance nucléaire. Les deux partenaires considèrent la Chine comme un compétiteur contre lequel il est prudent de se prémunir.

La Russie

La politique russe a toujours oscillé entre l'Europe et l'Asie. Lors du sommet des dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), qui s'est

déroulé, pour la première fois, en Russie, à Vladivostok, le 9 septembre 2012, le président russe Vladimir Poutine a déclaré : « *la Russie fait intrinsèquement partie de la région Asie-Pacifique* ».

Après la longue période de doute qui a suivi l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie renoue avec une politique de puissance et reconstitue sa flotte. Elle a réaffirmé sa souveraineté sur les îles Kouriles que le Japon revendique. L'achèvement du gazoduc vers l'Extrême-Orient lui donne un atout dans le jeu d'influence compliqué qu'elle mène avec la Chine pour préserver ses frontières sibériennes dépeuplées. Mais ce nouvel attrait pour le Pacifique tient également aux perspectives offertes par la fonte des glaces dans l'Arctique, dont Moscou espère tirer profit et tient à contrôler les accès.

A cette fin, le Président Poutine a annoncé un programme de modernisation de la flotte russe de 150 milliards de dollars : « *D'ici 2020, la Marine recevra 51 nouveaux bâtiments de combat et 16 sous-marins polyvalents, sans compter les SSBN de la classe Borey* ». ²⁸ Ces bâtiments viendront renforcer les flottes du Nord et du Pacifique, désormais prioritaires.

La Flotte du Nord est la plus importante de la Marine (50 000 hommes). Elle regroupe six SSBN et une trentaine de sous-marins d'attaque (classiques et nucléaires). La flotte de surface compte le porte-aéronefs *Kuznetsov*, deux croiseurs dont un nucléaire, une vingtaine de destroyers et frégates, 7 navires amphibies, 7 ravitailleurs et 12 chasseurs de mines.

La Flotte du Pacifique (41 000 hommes) regroupe trois SSBN, dix-huit sous-marins d'attaque, un croiseur, seize destroyers et frégates, quatre bâtiments amphibies, sept ravitailleurs et huit chasseurs de mines. Elle devrait recevoir des SSBN de la classe Borey ainsi que les deux premiers BPC. Un plan de renforcement des infrastructures de construction navale de 700 millions de dollars a été décidé. ²⁹

La Russie consolide activement sa coopération militaire et politique avec les pays d'Asie-Pacifique. Après des manœuvres navales sino-russes, en avril 2012, qui ont réuni une vingtaine de bâtiments de combat des deux marines, Moscou a participé avec trois bâtiments, en juillet dernier, à l'exercice RIMPAC-2012, organisé par l'US Navy. Sur la route du retour, les navires ont effectué une escale au Japon. L'enchaînement de ces exercices pourrait indiquer le souhait de la Russie d'équilibrer ses relations entre les principaux centres de force régionaux. Présente au sommet de Vladivostok, la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton a déclaré que Washington n'avait « *aucun problème avec l'idée que la Russie joue un rôle responsable en Asie* ».

Par ailleurs, la Russie entretient des relations étroites avec le Vietnam et l'Inde à qui elle fournit des équipements militaires et dont elle utilise les bases, sans rencontrer d'opposition apparente de la part de la Chine.

²⁸ Poutine – Discours du 30 juillet 2012.

²⁹ Source *Jane's*.

Les États-Unis

Les intérêts économiques et de sécurité des États-Unis se situent désormais dans une zone qui s'étend de l'ouest Pacifique et de l'Asie de l'Est à l'océan Indien et l'Asie du Sud. Même si les États-Unis entendent continuer à contribuer à la sécurité dans le monde, la zone Asie-Pacifique est devenue leur priorité. Ils considèrent, à l'instar de certains pays de la région, que leur présence est indispensable pour y maintenir la stabilité et à travers elle, la croissance économique.

Le manque de clarté sur les intentions chinoises, associé à la croissance de ses capacités militaires, suscite l'inquiétude de ses proches voisins et la multiplication des incidents. Cette emprise de la Chine sur sa région, si elle se confirmait, affecterait directement les intérêts des États-Unis.

Posture de défense américaine à l'horizon 2020 : réaménagement vers l'océan Indien et le Pacifique

La priorité des États-Unis n'est pas de se préparer à un conflit avec la Chine, mais bien plutôt de construire un environnement tel qu'un engagement militaire ne soit pas nécessaire, voire même devienne inconcevable. « *Our goal is to work closely with all of the nations of this region to confront common challenges and to promote peace, prosperity, and security for all nations in the Asia-Pacific region.* »³⁰ Pour cela, il est indispensable que les États-Unis puissent trouver un juste équilibre entre ouverture et dissuasion, qu'ils disposent des moyens pour le réaliser et que ce soit clairement perçu aussi bien par leurs alliés que par leurs adversaires. Cet équilibre implique un renforcement de leur présence dans la zone et que le déploiement de moyens militaires s'accompagne d'échanges et d'exercices afin de développer connaissances mutuelles et mesures de confiance. « *The United States has key treaty alliances with Japan, South Korea, Australia, Philippines and Thailand. We have key partners in India, Singapore, Indonesia, and other nations. And we are working hard to develop and build stronger relations with China.* »³¹

Les États-Unis déploient 325 000 militaires et civils dans le Pacifique, sous le commandement de PACOM : 40 000 au Japon, 28 500 en Corée du Sud, 40 000 à Hawaï et 5 000 à Guam. Les autres sont sur la côte ouest des États-Unis.

- ➔ La flotte du Pacifique (PACFLT) comprend la Troisième et la Septième Flotte, composées de 180 navires dont 5 groupes de porte-avions, près de 2 000 avions et 140 000 personnels ;
- ➔ Le Marine Corps (MARFORPAC) compte 74 000 personnels ;
- ➔ L'Air Force (PACAF) regroupe plus de 300 avions répartis sur 9 bases et servis par 40 000 personnels ;
- ➔ L'Army (USARPAC) compte 60 000 personnels et 5 Brigades de combat ;
- ➔ Les forces spéciales (SOCPAC) dédiées au théâtre représentent 4 unités et plus de 1 200 personnels. (Voir détail en Annexe B).

³⁰ Leon Panatta – US Secretary of Defense – in the Shangri-La Security dialogue – Singapore – June 2, 2012.

³¹ Ibid.

Le coût de cette présence militaire s'élève à 36 milliards de dollars pour les années fiscales 2010-2013.

Les forces du Pacifique participent chaque année à des centaines d'exercices avec des forces étrangères. Parmi les principaux exercices figurent :

- ➔ Talisman Saber – un exercice bilatéral qui a lieu tous les deux ans en Australie ;
- ➔ Cobra Gold – avec les forces thaïlandaises ;
- ➔ Balikatan – avec les Philippines ;
- ➔ RIMPAC – un exercice multinational de projection de forces et de contrôle des mers qui a lieu tous les deux ans. La plupart des pays du Pacifique y sont conviés. Le dernier exercice a eu lieu à l'été 2012, avec la présence de la Marine russe. La France y participe ainsi que le Royaume-Uni. La Chine a été conviée à participer à la prochaine édition ;
- ➔ CARAT – des exercices bilatéraux organisés avec certains pays du sud-est asiatique : Bangladesh, Brunei, Cambodge, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Vietnam (depuis 2011).



ZONE DE RESPONSABILITE DE PACOM

La posture actuelle des moyens militaires américains est équilibrée entre le Pacifique et l'Atlantique 50/50. A l'horizon 2020, elle basculera à 60/40 en faveur du Pacifique, avec six groupes de porte-avions, la majorité des croiseurs, destroyers, LCS et de la flotte sous-marine. Pour tenir compte de l'éloignement, ils investissent dans les ravitailleurs aériens et les avions de surveillance et de lutte ASM.

La politique d'alliance dans la zone Pacifique ouest

Les États-Unis possèdent des alliés traditionnels dans la région : le Japon, l'Australie et, à un moindre degré, la Nouvelle-Zélande. Un temps menacées, les bases américaines au Japon sortent aujourd'hui renforcées par les différends récents avec la Chine, à propos des îles Senkaku.

Le partenariat avec l'Australie se renforce aussi. Canberra a été l'un des plus fidèles alliés des États-Unis en Afghanistan et en Irak. Elle va accueillir des bâtiments de l'US Navy, des aéronefs et des troupes sur des bases militaires australiennes, près de Darwin.

Singapour est un port d'escale des porte-avions nucléaires américains depuis de nombreuses années, et les États-Unis vont y déployer, de façon permanente, 4 LCS (*Littoral Combat Ship*), spécialement conçus pour la lutte ASM par petits fonds.

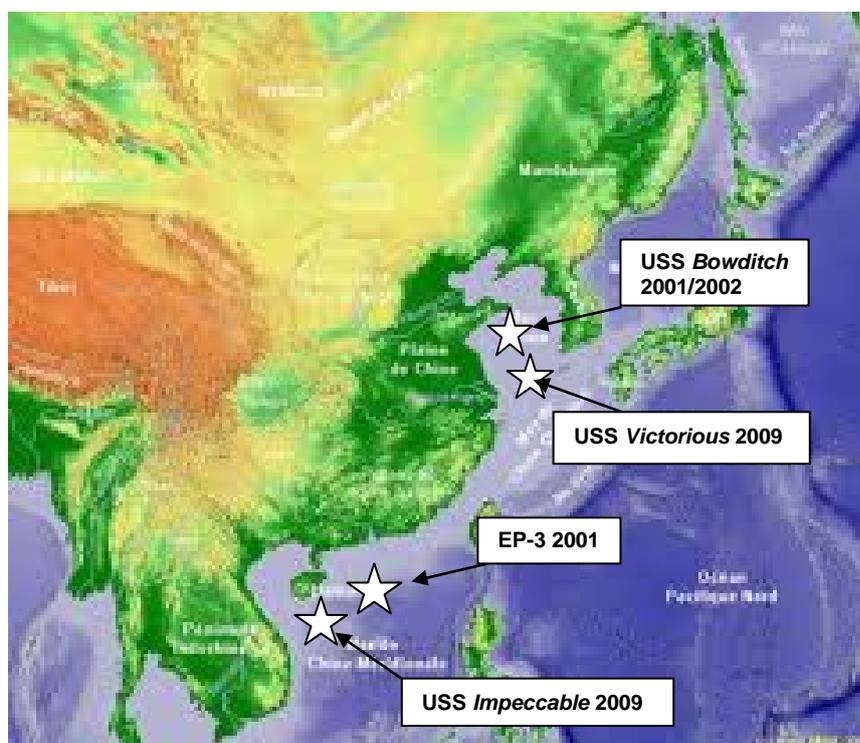
Enfin, depuis 1990, les relations avec l'Inde se sont considérablement réchauffées avec la vente d'équipements et l'organisation d'exercices en commun.



La politique américaine vis-à-vis de la Chine

Les relations entre les États-Unis et la Chine sont complexes et peuvent aller, selon les domaines, de la coopération à la suspicion, jusqu'à de réelles tensions. Les États-Unis

s'interrogent sur le comportement futur d'une Chine devenue la première économie mondiale en ayant renforcé ses capacités militaires et particulièrement navales. L'agressivité manifestée par la Chine lors des incidents survenus dans sa ZEE avec des unités américaines³² conduit à s'interroger sur les motivations sous-jacentes. Répondant à une question de ses visiteurs américains à propos de l'incident de l'USS *Impeccable*, l'amiral chinois Yang Yi s'exprime ainsi : « *Je comprends très bien vos préoccupations concernant la mer de Chine du Sud. La Chine promeut la liberté de la navigation et nous dépendrons de plus en plus de cette liberté pour le développement de notre commerce et de nos approvisionnements énergétiques... Vos navires de guerre utilisent de puissants sonars pour leurs opérations qui causent de sérieux dégâts à nos ressources halieutiques. De plus, ces navires sont autorisés à passer dans une ZEE, sans causer de préjudice ; mais nous ne pouvons croire que naviguer en faisant de la reconnaissance militaire constitue un passage innocent. Imaginez ce qui se passerait si la Chine envoyait des sous-marins dans une ZEE américaine, votre réaction serait beaucoup plus musclée !* »³³.



En faisant ainsi monter les enchères vis-à-vis des navires et aéronefs américains effectuant des missions de surveillance dans une zone qu'elle considère comme sa ZEE, la Chine a pour objectif d'obliger les États-Unis à changer de comportement, s'ils veulent éviter un risque d'escalade. Les États-Unis ont déjà été confrontés à ce

³² Collision en vol d'un EP-3 et d'un chasseur chinois, en 2001, manœuvres agressives de navires de pêche et de la Marine chinoise envers des bâtiments océanographiques T-AGOS américains : USS *Bowditch* en 2001 et 2002, USS *Impeccable* et *Victorious* en 2009.

³³ Wang Wen and Huang Fei, « Rear Adm. Speaks to U.S. Officials: U.S. is Greatest Threat to China », *Global Times*, 23 April 2010.

problème avec l'Union Soviétique et cela avait abouti à la signature d'un protocole entre les deux pays pour éviter qu'un incident ne dégénère et provoque une escalade. Avec la Chine, le déséquilibre des forces est encore tel qu'un protocole ne paraît pas nécessaire, « *mais la situation pourrait changer d'ici une dizaine d'années quand l'économie de la Chine aura encore progressé et qu'elle disposera d'une marine moderne et plus efficace... attendre n'est cependant pas une bonne solution compte tenu des risques opérationnels et des probabilités pour qu'un incident n'endommage gravement les relations entre les deux pays.* »³⁴.

La probabilité d'occurrence d'un tel incident pourrait être accrue par la politique d'alliances régionales que les États Unis cherchent à favoriser, avec l'assentiment majoritaire des pays intéressés. Un axe démocratique s'est progressivement construit en Asie entre l'Inde, le Japon, l'Australie et les États-Unis. Ces liens politiques, militaires et, dans une moindre mesure, économiques de plus en plus étroits entre l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud sous-tendent l'émergence d'un nouvel ensemble asiatique. La quasi-totalité des États en Asie du Sud et de l'Est cherchent à se protéger de la montée en puissance de la Chine ; une coalition prend forme qui s'étend du Japon à l'Inde en passant par le Vietnam et l'Australie, avec l'appui des États-Unis.

Conclusion

« Si la Chine maintient la ligne dure adoptée à partir de 2008, cette coalition naissante se raffermira. Les États de la région tenteront de se défendre contre la menace chinoise en renforçant leur puissance militaire, en coopérant davantage en matière de sécurité et en recherchant le soutien des États-Unis. Une guerre régionale reste peu probable : plusieurs États ont l'arme nucléaire, Washington est engagé dans la région et tous les pays asiatiques s'accordent sur la nécessité de préserver la croissance économique. En Asie de l'Est, l'interdépendance économique joue de longue date un rôle modérateur en empêchant les conflits politiques de dégénérer ; sauf changement radical, elle devrait conserver sa fonction pacificatrice. Cet élément est beaucoup moins vrai en Asie du Sud, et son poids reste faible dans les rapports entre Asie de l'Est et Asie du Sud.

Il est néanmoins probable que les États asiatiques se lancent dans une course aux armements et jouent de politiques de contrepoids. Le souhait chinois de conserver ou d'acquérir les attributs d'une grande puissance – arme nucléaire, capacités spatiales, marine de haute mer – est légitime, mais Pékin doit s'attendre à ce que ses voisins réagissent. Le Japon, l'Asie du Sud-est et l'Inde sont concernés par la puissance militaire croissante de la Chine : ils y répondront avec les mêmes moyens. Ce n'est pas tant un dilemme de sécurité classique menant à un conflit armé qui s'annonce si la Chine ne revient pas à une attitude plus modérée et cohérente avec l'idée de développement pacifique, mais plutôt une « paix froide » armée »³⁵.

La présence des États-Unis, que la Chine s'efforce de repousser, mêle les dynamiques de sécurité régionales asiatiques et les problématiques mondiales. De ce fait, les autres pays asiatiques, dont la Russie, sont conduits à rechercher un équilibre entre une Chine potentiellement hégémonique et les États-Unis. Dans ce jeu de go, les marges de

³⁴ Mark Redden and Phillip Saunders, *China Strategic Perspectives 5*, INSS, September 2012.

³⁵ Barry Buzan, « Asie une reconfiguration géopolitique », *Politique étrangère*, 2-2012.

manœuvre sont étroites, car la manifestation d'une hostilité trop visible vis-à-vis de la Chine ne pourrait que favoriser le clan nationaliste et exacerber les tensions.

Les conséquences d'un conflit sino-américain seraient désastreuses pour les deux pays et pour l'économie mondiale. Chacun des camps en est conscient et fait, pour l'instant, preuve de retenue. A ce titre, l'invitation faite à la Chine de participer au prochain exercice RIMPAC est un point positif.

La lutte ASM en Asie

La topographie de la mer de Chine, décrite dans des paragraphes précédents, a montré sa complexité et les difficultés qu'elle présente pour la navigation sous-marine.

La navigation sous-marine en mer de Chine³⁶

« La lecture opérationnelle d'une carte marine en vue d'une navigation en plongée se penchera attentivement sur certaines isobathes pertinentes. Nous retiendrons pour fixer les idées les valeurs de 30, 50, 100, 200, 2 000 mètres ».

Un sous-marin d'attaque passe, en plongée, dans une trentaine de mètres d'eau, mais il n'y navigue pas de façon prolongée. A cette profondeur, il est en effet très vulnérable à un risque de collision avec un navire en surface, face auquel il est peu manœuvrant. Il est astreint à des indiscretions périscopiques fréquentes qui augmentent le risque de se faire détecter. Dans les eaux claires, il peut être détecté à l'optique selon la transparence de l'eau. **Ainsi, l'ensemble du détroit de Malacca, son ouvert à l'est et au sud, la partie nord de la mer de Java, le détroit de la Sonde, le détroit de Torres et le pourtour de la mer de Sulu au nord-est de Kalimantan sont pratiquement infréquentables par des sous-marins.**

A partir d'une cinquantaine de mètres d'eau (une soixantaine pour les sous-marins d'attaque les plus gros), il devient possible d'opérer en restant plus longtemps en immersion et en sécurité vis-à-vis des navires en surface. La vitesse, faible, reste cependant un handicap. Les marges de sécurité vis-à-vis du fond restant très faibles, elles imposent de conserver une vitesse qui minimise le risque et les conséquences d'un impact sur le fond si l'on devait s'écarter incidemment vers le bas de l'immersion prévue. La mobilité chère au sous-marin nucléaire d'attaque n'est plus alors un avantage décisif face aux capacités d'un sous-marin à propulsion conventionnelle. Le risque est alors important de ne pouvoir dérober rapidement face à une menace anti-sous-marine.

Aux zones énoncées plus haut il faut donc ajouter le reste du plateau continental nord australien, de la mer de Java, le nord du détroit de Malacca, pratiquement toute la partie sud de la mer de Chine méridionale et toute sa frange littorale jusqu'au détroit de Taiwan.

Jusqu'à une profondeur d'une centaine de mètres d'eau, les conditions sont à peu près les mêmes, avec toutefois une marge supérieure de mobilité en vitesse, qui donne plus d'assurance à l'esquive et redonne l'avantage au sous-marin nucléaire.

A partir de 200 m, on peut considérer que le sous-marin évolue dans toute sa plage de mobilité, et qu'il peut exploiter en outre plus efficacement la troisième dimension et ses possibilités tactiques. Dans le théâtre de l'Asie du Sud-est les isobathes des 100 et 200 m sont très proches et marquent la limite du plateau continental, de sorte que l'on peut raisonner schématiquement sur des zones de petits fonds, inférieurs à 100 m, et des

³⁶ Inspiré du Mémoire de géopolitique du capitaine de frégate Delorme – « Sous le dioptré des mers du sud-est asiatique », mars 2006.

zones de grands fonds supérieures à 2 000 m, à l'exception de la mer de Flores où l'on trouve un plateau inférieur à 1 000 m, de même que pour les accès sud-ouest et nord-est de la mer de Sulu, passages par ailleurs très encombrés. Les grands fonds n'offrent pas plus de mobilité au sous-marins que ceux de quelques centaines de mètres, en revanche, ils sont caractérisés par des règles de propagation acoustique différentes de celles par petits fonds, et permettent donc au sous-marin de s'exprimer pleinement dans son milieu en les exploitant.

Ces contraintes étant rappelées, il apparaît que les sous-marins ne peuvent être utilisés uniformément dans toute la zone de la mer de Chine. Les petits fonds ou les fonds tortueux, parsemés d'obstacles, demandent plus de témérité et d'adresse. Ils offrent parfois la possibilité de se camoufler avec le risque d'être détecté, sans oublier la présence possible d'un autre sous-marin, ni le relief hostile qui crée des dangers supplémentaires.

L'utilisation la plus plausible d'un sous-marin d'attaque sur le théâtre du sud-est asiatique se situe à l'ouvert des détroits, du côté de l'eau libre : le sous-marin y conserve un bon degré de liberté alors que les cibles potentielles se concentrent vers des passages obligés. La mer d'Andaman et l'ouest des îles d'Andaman, le sud des détroits de la Sonde et de Lombok, l'extrême nord de la mer de Chine méridionale et l'est de Taiwan, le débouché nord de la mer des Moluques et du détroit de Sarangani constituent les points clés qui permettent, avec un sous-marin, de verrouiller le dispositif.

Une tentative d'obstruction offensive du trafic de surface à partir du cœur de la mer de Chine méridionale reste cependant un scénario envisageable de la part d'un des pays riverains, possédant des sous-marins évoluant dans son théâtre habituel d'opération.

Pour les nations qui veulent déployer des sous-marins dans cette région du monde dont elles ne sont pas partie, il est essentiel de préserver l'utilisation d'une voie navigable en plongée à travers les deux arcs insulaires, entre les océans Indien et Pacifique. Compte tenu des limitations évoquées précédemment, l'alignement des détroits de Lombok, Makassar et Sarangani est une voie privilégiée pour une navigation en plongée.



➔ Équipements des sous-marins

Deux équipements permettent d'améliorer la sécurité des sous-marins naviguant dans ces zones : un détecteur d'obstacles et un système de navigation précis. Un sonar actif à hautes fréquences permet de détecter des obstacles à courte distance autour du sous-marin, améliorant considérablement la sécurité de la navigation, tout en préservant une relative discrétion. La précision de la navigation est obtenue par des recalages réguliers à partir de différents capteurs. Pour les sous-marins d'attaque, le mode courant de recalage se fait par l'acquisition d'une position GPS obtenue à l'immersion périscopique par l'indiscrétion d'une antenne. A proximité d'une zone de navigation dangereuse, les recalages sont plus fréquents ce qui conduit à un taux d'indiscrétion élevé.

Il est important de suivre les options choisies par les marines de la région s'équipant de sous-marins modernes et surtout de connaître les avancées chinoises dans ces deux domaines.

Les forces sous-marines et anti sous-marines en présence

De 2000 à 2007, la flotte sous-marine en Asie a augmenté de 50 %. La Chine et l'Inde, mises à part, tous ces sous-marins ont une propulsion classique. Cette augmentation du nombre de sous-marins dans des eaux chaudes, avec de faibles fonds à la cartographie incertaine et où la circulation maritime est très dense, pose des problèmes de sécurité (risque de collision entre sous-marins ou avec un navire de surface lors de la reprise de vue). La formation des équipages reste une préoccupation.

« L'environnement sous-marin en Asie va connaître une augmentation du trafic au cours de la prochaine décennie. De 80 à 100 nouveaux sous-marins vont entrer en service dans les marines d'Inde, du Pakistan, de Chine, de Taiwan, du Japon, de la Corée du Sud, du Vietnam, de la Malaisie, de Singapour et d'Indonésie à l'horizon 2018. »³⁷

L'annexe A fournit une vision détaillée de cette montée en puissance régionale. Aujourd'hui, sur dix pays possédant des sous-marins, seuls trois disposent d'une force sous-marine véritablement opérationnelle : les États-Unis, le Japon et la Russie. Sept autres ont des capacités et un savoir-faire limités pour des raisons diverses : la Corée du Sud, la Corée du Nord, l'Australie, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie et Singapour. Celle du Vietnam reste à construire et celle de Taiwan est menacée d'extinction.

La Chine

La puissance maritime de la Chine s'accroît rapidement, tant pour soutenir son économie que pour contenir son adversaire de référence, l'*US Navy*, qui garantit l'indépendance de Taiwan et freine son expansion en mer de Chine. Les priorités de la Marine chinoise sont l'amélioration de ses capacités anti-aérienne et antisurface ainsi que le développement d'une dissuasion nucléaire crédible à partir de la mer. Il s'agit,

³⁷ Kelvin WONG – RSIS.

dans un premier temps d'acquérir la supériorité navale à l'intérieur de la première chaîne d'îles.

Pékin dispose d'une importante flotte de sous-marins, dont la mission principale, comme celle des autres composantes, est la lutte contre les groupes aéronavals ou les forces de surface adverses.

Pour améliorer ses forces nucléaires, la Chine développe le programme de SNLE de la classe JIN, pour remplacer ceux de la classe XIA. Ces sous-marins seront équipés du missile balistique JL2 d'une portée estimée à 7 400 km. Ce programme a connu de nombreux reports mais devrait être opérationnel avant deux ans. Pour assurer une dissuasion crédible, ces sous-marins doivent pouvoir rejoindre leur zone de patrouille et s'y déployer en toute sécurité et en toute discrétion. Pour cela, un accès rapide aux bassins en eaux profondes est indispensable que seules les îles de Taiwan et de Hainan (base de Sanya) peuvent offrir, ce qui donne à ces îles une importance stratégique. C'est l'une des raisons pour lesquelles la Chine revendique la majeure partie de la mer de Chine et cherche à la contrôler en adoptant une attitude agressive vis-à-vis des intrus. Selon l'Office du renseignement américain, ces sous-marins n'auraient pas encore atteint le niveau de discrétion acoustique requis ce qui laisse présager le lancement d'une nouvelle série, bénéficiant des acquis du SNA 095.³⁸

La Chine a accru également ses forces de sous-marins nucléaires d'attaque (SSN). Deux SSN de la classe SHANG (type 093), de deuxième génération, sont déjà entrés en service et devraient être rejoints par cinq autres de troisième génération (type 095), plus silencieux, et équipés de missiles de croisière antisurfaces, vers 2015. Leur zone de patrouille devrait se situer au-delà de la première chaîne d'îles et gagner progressivement le large, afin de faire peser une menace sur les groupes de porte-avions américains et les éloigner du littoral chinois.

La force de sous-marins d'attaque « classiques » repose sur douze sous-marins de type KILO, achetés à la Russie, et treize sous-marins de la classe SONG (type 039) équipés de missiles antisurfaces YJ82. La relève sera assurée par les sous-marins de la classe YUAN (type 041, une variante du type 039), dont quatre sont déjà en service, vraisemblablement équipés de propulsion anaérobie et onze autres en construction. Les dix-huit sous-marins classe Ming (type 035) sont obsolètes et bruyants. Ces sous-marins ont vocation à préserver la souveraineté chinoise à l'intérieur de la première chaîne d'îles.

La Chine dispose de trois submersibles capables de récupérer des équipages de sous-marins – un LR7 et deux DSRV. Sa flotte logistique se compose de cinq ravitailleurs assez anciens qui datent de 1979 à 1996, de sept navires de soutien pour sous-marins datant des années 1970. Trois suiveurs de satellites et deux navires océanographiques aux capacités mal connues, datant de 2005 viennent renforcer le dispositif.

Un effort de formation a été réalisé pour le personnel, ainsi que sur les soldes pour attirer des jeunes mieux formés et plus qualifiés. Un effort est fait, également, sur l'entraînement avec le début des actions coordonnées antinavire et anti-porte-avions.

³⁸ Peter J. Brown, « The US Office of Naval Intelligence's unclassified July 2009 report on the PLAN suggests that some of the PLAN's diesel submarines are already extremely quiet, but its nuclear submarines remain relatively noisy », *Greater China*, 13 mai 2010.

Pendant des exercices au début 2011, un sous-marin immergé a fait de la désignation d'objectifs pour des navires de surface équipés de missiles longue distance. En juin 2011, un exercice en mer de Chine du sud avec quatorze navires avait pour objet de tester les capacités à défendre les îles et tester la capacité anti-sous-marine.

La lutte anti-sous-marine reste cependant le point faible de la PLAN, en raison du peu d'investissement consenti pour ce domaine de lutte et du faible niveau d'entraînement des équipages – lié à d'autres priorités, mais aussi, sans doute, à la difficulté de trouver des zones d'exercice. La Chine a acheté à l'URSS/Russie « 43 types de sonars différents et en a tiré quelques 400 variétés pour différents types de navires et de sous-marins »³⁹. Toutefois, l'acquisition, auprès de la Russie, de quatre bâtiments de la classe Sovremenny, équipés d'un sonar d'étrave LF multi-mode MGK-335 EM, d'un sonar d'attaque HF MG-7 et de l'hélicoptère ASM KA-28 Helix constitue une avancée. Des indices laissent supposer que les ingénieurs chinois travaillent au développement d'une antenne linéaire remorquée⁴⁰. Par ailleurs, le détournement d'un EP-3C, en avril 2001, a permis aux ingénieurs chinois de récupérer de précieuses données, de gagner plusieurs années de recherche et d'adapter ces équipements sur leur nouvel avion de patrouille maritime, le Gaoxin-6. La composante aérienne ASM compte une vingtaine d'avions et la composante hélicoptère ne repose que sur quelques Z8, copie du Super-Frelon, trop lourd pour être embarqué sur des frégates, et sur une vingtaine de KA-28, en cours de dotation.

Le second point faible de la PLAN, c'est l'absence d'intégration des systèmes de lutte qui induit des délais dans l'appréciation de la situation tactique, des difficultés à coordonner les actions dans les différents domaines et des retards, voire des incohérences dans l'élaboration et la transmission des ordres.

Le troisième point faible est l'entretien des sous-marins. Sur la douzaine de chantiers travaillant pour la PLAN, six construisent des sous-marins, mais les plus importants sont ceux de Huludao et de Wuhan et se situent dans la partie nord du pays obligeant les sous-marins de la base de Sanya à transiter par le détroit de Taiwan. Par ailleurs, il sera intéressant de savoir si les Chinois peuvent désormais se passer du soutien russe pour les entretiens majeurs des sous-marins KILO.

Les pays de l'ASEAN

L'expansion chinoise inquiète ses voisins immédiats et leur fournit un prétexte pour se doter de forces sous-marines, en masquant ainsi d'autres motivations liées à des préoccupations plus locales ou à la reconnaissance d'un statut de puissance régionale. Composées d'unités commandées à la Suède, la France, l'Allemagne, la Corée du Sud ou la Russie, ces flottes sont de valeurs inégales mais peuvent menacer un adversaire potentiel dans leur zone de responsabilité. Cette stratégie de déni d'accès répond à celle que la Chine met en œuvre plus au Nord, dans le détroit de Formose, face à l'US Navy.

Singapour possède des capacités ASM parmi les plus avancées de la région. La RSN est équipée de sous-marins depuis plus de douze ans ; deux ont été récemment acquis auprès de la Suède, dotés d'un système de propulsion indépendant de l'air (AIP), qui les

³⁹ James C. Bussert and Bruce A. Elleman, *People's Liberation Army Navy – Combat Systems Technology, 1949-2010*, The Naval Institute Press, July 2011, p. 139.

⁴⁰ Deux désignations possibles pour ces antennes : H/SJG-206 et H/SJG-208, qui pourraient équiper les destroyers de la classe Luhai (type 052B).

rend très difficilement détectables. En 1997, elle s'est dotée de patrouilleurs de lutte ASM équipés de sonars. Ils sont destinés à la protection du port de Singapour et au contrôle des accès du détroit de Malacca. Singapour possède, depuis 2005, des hélicoptères S-70B, en version ASM, armés de torpilles légères A224, qui embarquent sur les frégates de la classe Formidable. La RSN cherche à s'équiper d'avions ASM pour remplacer les Fokker 50 de patrouille maritime.

La Malaisie, pour sa part, a acquis deux SCORPENE, plus gros, mais sans AIP, qui sont basés à Kota Kinabalu, sur l'île de Bornéo ce qui leur permet d'intervenir en mer de Chine méridionale pour la défense des îles Spratly revendiquées par la Malaisie, jusqu'à l'ouvert du détroit de Malacca.

L'Indonésie a décidé de remplacer ses deux sous-marins ex-allemands U 209 par trois U 209/1400 construits en Corée du Sud. Une fois opérationnels, ils pourront surveiller les passages de Lombok et de la Sonde. Le Vietnam a commandé six sous-marins KILO à la Russie. Basés à Cam Ranh, ils constitueront une réelle préoccupation pour la Chine et un risque de tension supplémentaire entre les deux pays.

Tous ces sous-marins sont difficilement détectables dans ces mers où l'environnement est très bruyant du fait de l'importance du trafic maritime, des vents, des courants et d'une intense activité biologique. Toutefois, les forces sous-marines de ces différents pays sont récentes ou n'ont qu'une expérience limitée. Il faudra du temps pour qu'elles acquièrent une culture technique et opérationnelle crédible. Compte tenu des positionnements respectifs, il est vraisemblable que s'établisse, entre pays de l'ASEAN, une répartition des zones de patrouille, de façon à éviter ou minimiser les risques de collision entre eux.

Corée du Sud et Japon

La Corée du Sud cherche à devenir plus autonome en matière de défense vis-à-vis des Américains, et consent un effort particulier pour la Marine dans le domaine des sous-marins et de la défense aérienne. Les chantiers coréens construisent des U 214 sous licence, avec l'ambition de produire désormais leurs propres sous-marins. L'objectif annoncé est de disposer d'une flotte de dix-huit sous-marins pour pouvoir s'opposer aussi bien à des agressions japonaises que nord-coréennes ou chinoises.

Le Japon, de son côté, accélère le renforcement de sa flotte sous-marine. La force d'auto-défense maritime japonaise utilise ses navires pour surveiller et défendre ses trois détroits stratégiques de Soya, Tsugaru et Tsushima. La 1^{ère} flottille de sous-marins à Kure regroupe les 1, 2, et 5^{ème} escadrons, la 2^{ème} flottille à Yokosuka dispose des 2 et 4^{èmes} escadrons et va être renforcée par un sixième. Les quatre DDH porte-hélicoptères et trente-trois destroyers sont prioritairement dédiés à l'ASM. La flotte de sous-marins compte dix-neuf unités, dont quatre de type Suryu équipés d'AIP ; trois autres sont en construction. Le Japon dispose d'une centaine de P-3C Orion dont quatre-vingt-cinq dédiés à la surveillance maritime et à l'ASM, qui seront remplacés par quatre-vingt quadriréacteurs KAWAZAKI P-1, à partir de cette année. Plus de cent-quatre-vingt hélicoptères dont cent-quarante-sept SH-60 J/K ASM et dix CH 53 Super Stallion chargés de la chasse aux mines, embarquent sur les DDH et les destroyers. La stratégie maritime japonaise consiste également à protéger la 7^{ème} flotte américaine dans le Pacifique Ouest, avec ces capacités anti-sous-marines impressionnantes.

L'Inde et l'Australie

La zone d'action de l'Inde et de l'Australie se situe davantage au-delà des eaux archipélagiques et des détroits, même si leurs marines se montrent de plus en plus présentes en mer de Chine, à la demande de certains pays. Les deux marines cherchent à renouveler des moyens vieillissants, en faisant face à de nombreuses difficultés liées aux capacités techniques de leurs chantiers navals, que ce soit la mise à niveau des sous-marins de type COLLINS, en Australie ou de type SCORPENE et nucléaire, construits en Inde.

Néanmoins, les compagnies pétrolières indiennes ont reçu du gouvernement vietnamien, des permis d'exploitation offshore en mer de Chine du sud et l'Inde a annoncé l'envoi de frégates pour les protéger.

La Russie

La flotte russe du Pacifique compte vingt-trois sous-marins dont trois SNLE et onze SSGN/SSN dont certains en réserve ou en entretien. A partir de 2014, elle devrait recevoir des SNLE classe Borey pour remplacer les Delta III vieillissants. Ils emportent des missiles Bulava à têtes mirvées. La construction du premier prototype, le *Yuri Dolgoruky*, aura mis plus de dix-neuf ans. Deux autres séries de sous-marins – les SNA type Yasen et les SMD type Lada – ont été lancées et toutes connaissent des retards importants – constat d'une perte de savoir-faire des chantiers russes.

Le 30 juillet 2012, le Président Poutine s'est rendu sur les chantiers navals de Sevmach pour le lancement de la construction du *Prince Vladimir*, le 4^{ème} SSBN de la classe Borey, afin de marquer le retour de la Marine russe parmi les grandes puissances maritimes⁴¹. Il a annoncé la construction de huit SSBN de la classe Borey d'ici 2020 et la livraison à la marine russe d'une cinquantaine de bâtiments de combat à la même date. *Prince Vladimir* sera une version améliorée, désignée sous le nom de Borey-A, dotée de vingt tubes lance-missiles au lieu de seize.

Le second grand programme concerne les SNA, avec le projet 885 Yasen qui a rencontré de nombreux problèmes techniques. Le second sous-marin de la série doit bénéficier, lui aussi, d'importantes améliorations, ce qui retarde sa mise en service. Six bâtiments ont été commandés et quatre autres sont planifiés.

Le projet 677 de sous-marin classique, classe Lada, prévu pour remplacer la classe KILO a été suspendu en 2011 pour corriger un certain nombre d'insuffisances et profiter d'améliorations techniques. La construction a été relancée en 2012, après la prise en compte par le chantier de nombreuses évolutions demandées par l'État-major de la Marine qui avait refusé le projet initial. Le second de la série devait être équipé de batteries lithium-ion et le suivant d'un système de propulsion AIP, basé sur l'utilisation de piles à combustible à hydrogène. Une version export est prévue sous le nom d'« Amur 1650 ». En ce qui concerne les équipements ASM, il est difficile de mesurer les avancées réalisées, mais il est vraisemblable qu'elles soient à l'image des difficultés rencontrées pour l'admission au service actif des bâtiments.

⁴¹ « Nous croyons que notre pays devrait maintenir son rang parmi les plus grandes puissances maritimes du monde. », Vladimir Poutine – Sederodvinsk – 30 juillet 2012.

La Marine russe sort progressivement de vingt années de restrictions, pendant lesquelles pratiquement aucun bâtiment n'a été construit. La flotte a été laissée à l'abandon, faute de ressources et de rechanges, l'entraînement et l'activité ont été fortement contraints. Un savoir-faire important a été dilapidé qu'il faut reconstituer. En 2011, les SSBN russes n'ont effectué que cinq patrouilles, plus proches de sorties d'entraînement que de missions opérationnelles et l'amiral Vysotsky, commandant en chef de la Marine, a annoncé que « pour la première fois depuis 26 ans », un SSBN assurerait, fin 2012, sa patrouille dans les eaux internationales.

Il faudra du temps à la Marine russe, pour retrouver ses capacités et assumer les missions prioritaires qui lui ont été confiées dans l'Arctique, le Pacifique et la mer Caspienne. La fonte des glaces va faciliter les renforcements entre les flottes du Nord et du Pacifique et l'utilisation possible de bases telles que Cam Ranh, au Vietnam, Tartous en Syrie et, depuis peu, au Venezuela permettra une présence accrue dans les mers chaudes. Au-delà des priorités affichées, la flotte du Nord reste dotée des moyens les plus importants avec un accès direct à la zone Atlantique.

Dans le Pacifique, la Russie dispose d'une mer quasi-fermée, la mer d'Okhotsk et rejoint la route du nord-est par la mer et le détroit de Béring. Elle a su préserver une certaine neutralité qui sert ses intérêts, d'abord économiques ; elle entretient des relations et participe à des exercices avec l'ensemble des acteurs de la région (même avec le Japon) et équipe les Marines chinoise, indienne et vietnamienne.

L'évolution de la flotte russe ainsi que celle de ses relations avec la Chine, le Japon, l'Inde et les États-Unis, mais aussi avec l'OTAN, constituent des indicateurs intéressants.

Les États-Unis

P.- Les forces sous-marines

Les forces sous-marines américaines se répartissent en quatre classes de bâtiments, tous dotés d'une propulsion nucléaire :

- ➔ 14 SNLE, classe OHIO auxquels s'ajoutent 4 SSGN, de la même classe, reconvertis en lanceur de missiles de croisière et pour les opérations spéciales – 8 SNLE sont basés dans le Pacifique et 6 dans l'Atlantique ; 2 et 2 pour les SSNG ;
- ➔ 9 SNA, classe VIRGINIA (9 autres en construction) – 3 basés dans le Pacifique et 6 en Atlantique ;
- ➔ 3 SNA, classe SEA WOLF, basés dans le Pacifique ;
- ➔ 42 SNA, classe LOS ANGELES – 24 basés dans le Pacifique et 18 dans l'Atlantique.

Sur un total de soixante-douze sous-marins nucléaires, quarante sont dédiés au théâtre Pacifique (cf. Annexe B). Les sous-marins opérant en océan Indien peuvent être déployés de l'Atlantique ou du Pacifique. A l'horizon 2030, la flotte de SNA devrait se limiter à trente-neuf sous-marins, soit quinze de moins que la situation actuelle et neuf de moins que le besoin opérationnel exprimé par la Marine américaine. Trois SNA sont affectés à la base navale de Guam et sont susceptibles d'opérer jusqu'en mer de Chine méridionale.

Les quatre SSGN ont été équipés de mini sous-marins et de différents types d'UUV. Le Sea Stalker, un robot sous-marin, détecte les communications radio et collecte des données hors de portée du SSGN, tandis que le Scan Eagle et le Buster, deux types d'UAV embarqués, permettent de récupérer des données pour des opérations « couvertes ».

Q.- La lutte ASM

Pendant la Guerre froide, la lutte ASM a été principalement confiée aux SNA et aux aéronefs, chargés d'éclairer et de protéger les forces amphibies et les groupes de porte-avions. Les États-Unis se reposaient également sur leurs alliés, essentiellement Britanniques en Atlantique et Japonais dans le Pacifique, et sur leur réseau SOSUS pour contrer la menace sous-marine soviétique. Avec l'effondrement de l'URSS, les moyens consacrés à la lutte ASM ont diminué, au profit des forces d'intervention. Le S3A Viking a ainsi disparu des groupes aériens embarqués sur les porte-avions. La montée en puissance de la flotte sous-marine chinoise a provoqué un regain d'intérêt des États-Unis pour ce domaine de lutte.

En octobre 2010, lors d'un symposium réunissant l'ensemble des sous-mariniers américains, le VA Jay Donnelly, ancien commandant des forces sous-marines, a présenté sa vision de l'utilisation du sous-marin à l'horizon 2040 : *« Il faut faire progresser la technologie pour créer un réseau de senseurs interconnectés (UUV et senseurs déployés) dont les sous-marins seront les nœuds... Cela nous permettra d'étendre la sphère d'influence de nos sous-marins et d'assurer une présence accrue dans plus de zones dans le monde... Ces UUV et senseurs déployés pourront à terme remplacer notre infrastructure de réseaux fixes qui sont pour la plupart obsolètes et assurer également une certaine redondance en cas de destruction par l'ennemi ».*

Le nouveau concept opérationnel ASM pour le 21^{ème} siècle donne les grandes lignes de cette évolution dont *« l'objectif à court terme est d'accroître notre avance pour ce qui concerne la lutte sous la mer, partout dans le monde, dans les domaines acoustique, du recueil et du partage de données, des communications, de la planification collaborative en temps réel avec l'aide du support à terre, de la rapidité de la manœuvre et de la précision de l'engagement. A plus long terme, il est de bâtir un réseau intégré de senseurs couplé à des armements « stand off ».*

Pour les Américains, cette lutte se déroulera dans des eaux littorales face à un adversaire performant doté d'une large palette de moyens, dans de mauvaises conditions de propagation et au milieu d'un trafic maritime important.

Un commandement de la lutte ASM pour la flotte vient d'être créé, chargé de mettre en œuvre le nouveau concept selon deux grands axes :

- ➔ Maintenir les forces adverses sous la menace en interdisant aux sous-marins ennemis la possibilité d'une action offensive, tout en étant en mesure de les détruire en ayant la maîtrise du moment et du lieu.
- ➔ Sécuriser la zone de déploiement des unités alliées

La priorité est donnée aux senseurs par rapport aux armements et aux réseaux plutôt qu'aux plates-formes, avec les principes opérationnels suivants et les capacités associées :

- ➔ **La connaissance de la zone d'opérations** ce qui implique de disposer des données d'environnement, des caractéristiques techniques et tactiques de l'adversaire ;
- ➔ **Une détection et un suivi permanent** des unités adverses ;
- ➔ **Une poursuite et un engagement** des sous-marins ennemis par des opérations ASM coordonnées et intégrées à partir des différents moyens sur zone disposant d'une COP ;
- ➔ **Une probabilité de détection et d'engagement élevée** ;
- ➔ **L'utilisation de méthodes non traditionnelles** comme des senseurs, armes et systèmes C2 miniaturisés, des drones reconfigurables pilotés ou autonomes ;
- ➔ **La défense en profondeur.**

L'US Navy a réduit de vingt-trois à cinq unités le nombre de navires océanographiques T-AGOS. Trois sont dans le Pacifique, un dans l'Atlantique et le dernier en Europe. La recherche de données se fait donc par d'autres moyens. Le réseau SOSUS est progressivement désactivé et laisse la place à l'ADS (*Advanced Deployable System – AN/WQR-3*), un système de surveillance acoustique transportable destiné à la détection et à la classification de sous-marins silencieux. Il est destiné aux bâtiments de surface, dont le *Littoral Combat Ship* (LCS).

Le LCS doit constituer l'un des piliers de cette lutte ASM, un programme contesté par certains experts en raison de problèmes persistants de corrosion, du manque de capacité de lutte embarquée, de l'absence d'antenne remorquée. L'US Navy a donc lancé le développement d'un sonar actif remorqué BF qui sera mis en œuvre à bord des deux types de bâtiments. Le LCS peut aussi embarquer des modules ASM et des drones (UUV et UAV) selon la mission, mais leur mise au point s'avère plus compliquée que prévu et prend du retard.

La DARPA s'intéresse à des systèmes de détection sous-marine à très grande profondeur pour la protection des groupes de porte-avions, tels que le DSOP/DASH⁴² le RAPVLA⁴³ ou le DWADS⁴⁴. Ce dernier est un système de surveillance acoustique optimisé pour la détection de sous-marins conventionnels dans la zone de convergence. C'est un système dérivant qui peut être déployé en réseau ou en barrage. La partie acoustique est directement reliée à une bouée de communication qui transmet les informations par liaison radio à un avion (MPA), un bâtiment ou une base à terre directement ou par liaison satellite. La bouée de surface procure de l'énergie donnant au système une autonomie de quelques semaines.

La détection d'obstacles et de cibles en environnement bruité fait aussi l'objet de développements. Le sonar modulaire BQS-25 améliore ainsi la navigation du sous-

⁴² DSOP – *Deep Sea Operations* ou DASH – *Distributed Agile Submarine Hunting*.

⁴³ RAPVLA – *Reliable Acoustic Path Vertical Line Array*.

⁴⁴ DWADS – *Deep Water Active Deployable/Detection/Distributed System*.

marin, permet la détection de mines et de sous-marins silencieux. Il est installé sur les SNA type VIRGINIA et équipera progressivement les autres sous-marins.

Enfin, un programme de drones sous-marins furtifs travaillant en réseau a été lancé, couplé avec des « nœuds sonars » fonctionnant comme des satellites. L'autonomie énergétique est l'un des facteurs déterminants pour le déploiement d'UUV. Le chef d'état-major de la Marine, l'amiral Gary Roughead, a déclaré lors du Navy Energy Forum (12 octobre 2010) qu'il était impératif de trouver des sources d'énergie qui permettraient aux UUV de conduire des missions de l'ordre de trois à quatre semaines en toute autonomie. L'objectif affiché est de pouvoir déployer un UUV pendant trente jours en opérations en 2017.

Un autre problème à résoudre est le fonctionnement en réseau des drones, senseurs et sous-marins. La mise en réseau passe par l'amélioration des communications sous-marines.

La DARPA (*Defense Advanced Research Projects Agency*) travaille sur un projet de système de communications entre les sous-marins et la surface à base de laser bleu ; l'US Navy développe un système de bouées permettant d'établir des communications entre la surface et les sous-marins.

L'absence d'avion ASM embarqué sur les porte-avions se fait sentir sur un théâtre aussi étendu que le Pacifique. Le remplacement des P-3 Orion par les P-8, disposant d'une meilleure autonomie, ne comblera pas ce vide. De plus, leurs bases de stationnement dans la zone d'opérations seront vulnérables en cas de conflit. Toutefois, les développements en cours devraient permettre au P-8 de faire de la lutte ASM en altitude – entre 10 et 20 000 pieds (contre 100 pieds actuellement pour les passes MAD) – ce qui augmentera l'autonomie sur zone, préservera la cellule de l'avion et augmentera la portée des communications – essentiel si l'avion est utilisé comme l'un des nœuds du réseau ISR. Les passes MAD seraient confiées à des UAV (programme *Mag Eagle Compressed Carriage*). L'UAV serait équipé d'un MAD de nouvelle génération : la version compactée de l'ASQ-233A⁴⁵.

Des améliorations sont attendues également sur les hélicoptères MH-60R : une autonomie accrue, une puissance de calcul doublée, une intégration plus efficace des senseurs dont les capacités ont été améliorées – nouveau radar, bouées acoustiques, senseurs infrarouges, liaison 16.

Des recherches sont également menées sur la détection possible de sous-marins par satellite, par détection du sillage sous-marin provoqué par le déplacement de l'eau, particulièrement par petits fonds.

Enfin, l'US Navy accorde une nouvelle priorité aux entraînements ASM, de préférence contre des sous-marins classiques équipés d'AIP, comme le type Gotland utilisé par Singapour et qui s'avère être un adversaire redoutable.

L'effort consenti par les Américains est impressionnant. Il est clairement orienté vers la mer de Chine, mais la lutte ASM en eaux profondes est aussi évoquée. L'incident de l'*Impeccable* a marqué les esprits. Les Américains sont conscients qu'il leur sera de plus en plus difficile de déployer leurs moyens de collecte de données en mer de Chine sans

⁴⁵ Il s'agit du CMDS – *Compact Magnetic Detection System*.

courir le risque de déclencher une crise et cherchent à contourner l'obstacle. L'utilisation de drones sous-marins en réseau répond à la difficulté d'accéder à la mer de Chine avec des SNA. La lutte ASM prend ainsi un nouveau tournant et il paraît risqué de rester à l'écart.

Conclusion

Les avancées de la PLAN en matière de lutte sous-marine sont certes impressionnantes, mais restent encore insuffisantes pour pouvoir rivaliser avec les marines avoisinantes, en particulier celles des États-Unis et du Japon. Outre un retard technologique important qui lui reste à combler, la PLAN souffre d'une position géographique qui lui est défavorable et constitue un lourd handicap : faibles fonds rendant difficile la navigation sous-marine, mer fermée avec des passages obligés pour accéder à la haute mer, faciles à surveiller, trafic maritime important rendant la reprise de vue délicate... Sa politique agressive de déni d'accès va sans doute permettre à la Chine de contrôler la mer de Chine, mais elle restera, pour un temps encore, une marine régionale, en position défensive face aux Américains et aux Japonais. Il ne fait aucun doute que la qualité technique de ses sous-marins s'améliorera, plus rapidement peut-être qu'on ne l'imagine, et qu'elle puisse concurrencer les principales marines, en matière ASM, à l'horizon 2030, obligeant les autres marines à une course technologique, mais la géographie restera une contrainte. **La seule issue possible consisterait, pour la Chine, à développer un réseau de bases navales permanentes dans des pays alliés où elle puisse stationner ses bâtiments ce qui signifierait le passage d'une posture défensive à l'affirmation d'un statut de puissance mondiale.** Des propositions lui ont déjà été faites par certains pays, notamment en Afrique, que la Chine a, pour l'instant, déclinées, mais qu'en sera-t-il dans quelques années ?

Conséquences pour la France

La France et le Pacifique

Le Livre Blanc de 2008, tout en constatant la croissance économique rapide de cette région du monde, ne la mentionne pas comme une priorité stratégique en matière de sécurité. Pourtant, les combats livrés au Vietnam et en Corée sont dans les mémoires et les rues d'Hanoi et de Saïgon portent encore le nom de médecins français. Présente par ses territoires de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie, la France est un État associé du Forum du Pacifique sud et a signé et ratifié le Traité de Rarotonga. Elle a participé à des missions de l'ONU au Cambodge et au Timor oriental et est intervenue à Aceh, à l'issue du tsunami, en 2004.

La formation des pilotes Singapouriens en France et l'assistance fournie à la Malaisie pour la formation de ses sous-mariniens ont permis de créer des liens, mais la présence militaire française dans la région se limite à des escales de bâtiments de la Marine (essentiellement BCR et frégates de surveillance) et à la participation à quelques exercices, comme RIMPAC. A l'exception du RUBIS qui, lors de son tour du monde, en 1985, fit escale en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, aucun sous-marin français ne s'est déployé dans cette zone.

Pour autant, la France peut-elle se désintéresser plus longtemps de cette région du monde où se concentrent 30 % de la richesse mondiale et plus de 55 % de la population si l'on y associe l'Inde. Pourra-t-elle continuer à ignorer que la plus grande partie de sa Zone économique exclusive se trouve en Océanie avec des promesses de richesses en minerais et en biotechnologie que ses entreprises sont prêtes à exploiter ? *Le Livre blanc* de 2013 devra logiquement le prendre en compte.

Une nouvelle donne maritime

Tandis que l'on assiste à une réduction drastique des budgets de Défense dans les pays développés, ceux-ci connaissent une augmentation spectaculaire en zone asiatique dont les Marines bénéficient. Concernant les sous-marins, les chiffres sont tombés de 950 unités pendant la Guerre froide à 400 unités aujourd'hui, répartis entre quarante-trois États⁴⁶. La lutte sous la mer connaît un nouvel essor, mais cela se passe désormais aux antipodes. Des nouveaux sous-marins font leur apparition, de nouvelles techniques de lutte ASM se développent avec des équipements spécialement conçus à cet effet. Le programme impressionnant de recherches et développements lancé par les Américains aboutira inévitablement à certaines évolutions importantes, voire peut-être à des ruptures technologiques et capacitaires susceptibles de remettre en cause, à terme (2040), la sécurité et l'invulnérabilité de nos sous-marins.

A plus long terme, les avancées d'une stratégie maritime chinoise, si elle se concrétise, pourraient conduire à une présence de la PLAN sur tous les océans, à l'image de l'US Navy, mais avec un comportement qu'il est impossible d'apprécier aujourd'hui. Cette

⁴⁶ 42 % des sous-marins se trouvent en Asie, contre 17 % en Europe et 15 % en Amérique du Nord.

perspective est à envisager à un horizon lointain, au-delà de 2050, car la Chine ne dispose ni des moyens, ni de la technologie pour assumer une telle présence, mais il convient de ne pas l'exclure *a priori*, pour pouvoir s'en prémunir. Avec le réchauffement climatique, l'ouverture de nouvelles voies maritimes par l'Arctique facilitera ces déploiements, en raccourcissant les distances.

Ce constat conduit à trois axes de réflexion :

- ➔ En matière de lutte sous la mer, l'attention se porte désormais vers la zone Pacifique-Ouest et l'Est de l'océan Indien où l'on assiste à une concentration des moyens qui ont partiellement déserté la zone Atlantique. On peut envisager que cette situation se prolonge pendant une quinzaine d'années (horizon 2030). A partir de cette analyse peut-on considérer alléger l'effort de recherche et développement en lutte ASM ?
- ➔ Parallèlement ce domaine de lutte va continuer de se développer dans le Pacifique, dans des conditions, certes particulières, liées aux caractéristiques de la zone (archipels, petits fonds, fort trafic), mais tout ou partie de ces concepts pourra s'appliquer à d'autres configurations dans d'autres zones. Est-il envisageable pour la France de rester à l'écart de ces évolutions ?
- ➔ Par de nombreux aspects, la stratégie de la Chine reste résolument opaque. Le développement spectaculaire qu'elle connaît depuis un quart de siècle peut aussi bien contribuer à la stabilité mondiale que développer, chez les Chinois, un sentiment de puissance et d'arrogance, apparu en certaines occasions, ces derniers temps. Quelle sera alors la position de la Russie dont les liens avec la Chine sont compliqués mais incontournables ? Quelle attitude adopter face à une Chine de plus en plus présente sur l'échiquier mondial et dont la stratégie manque de transparence ?

Ces trois axes sont en réalité liés. Si une certaine liberté d'action nous est temporairement laissée en Atlantique, les allègements qu'elle permet devraient être consacrés à observer les développements en cours dans le Pacifique et sans doute à y participer d'une façon active. Une observation attentive du développement de la stratégie maritime chinoise est à conduire en parallèle, de façon à éviter la mauvaise surprise de perdre notre liberté d'action et pour se donner une perspective suffisante afin de pouvoir réagir et réaliser les investissements nécessaires. Ce suivi, en réalité, ne saurait se limiter à la Chine : la Russie, les États-Unis et demain le Brésil seront présents en Atlantique. Sauf à accepter le risque d'un pistage de nos sous-marins, le maintien de la crédibilité de notre Dissuasion conduit à consacrer un effort particulier à la lutte ASM.

De plus, la protection des lignes de communication, des bâtiments précieux dans des zones de fonds intermédiaires ou d'un groupe amphibie dans des eaux de faibles profondeurs resteront des missions pérennes de la Marine. Avec l'évolution de la propulsion sous-marine AIP qui permet maintenant à des sous-marins de rester plusieurs semaines sous la mer, avec la réduction des bruits rayonnés qui rendent la détection passive plus compliquée, l'efficacité des équipements actuels commence à trouver ses limites pour assurer les missions évoquées précédemment. Les sonars actifs large bande et multistatiques, les développements d'antennes ultra longues, les bouées multistatiques, les UAV MAD, les USV avec sonar actif, les AUV actif/passif, les DADS/RDS passifs et EM offriront de nouvelles possibilités.

A une période où le monde se tourne vers l'exploitation des océans et où la France dispose d'importants atouts et d'entreprises performantes, ces investissements serviront également à des applications duales : drones, communications sous-marines, fonctionnement en réseau qui seront nécessaires pour nombre d'activités industrielles.

Recommandations

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que l'heure n'est pas venue de baisser la garde en matière de lutte sous la mer, et ce en dépit des contraintes budgétaires. Il faut être conscient que la surveillance maritime, devenue une nécessité pour lutter contre les différents trafics, rendra plus transparente la surface des mers, avec l'obligation faite à tous les bâtiments de s'identifier (AIS, LRIT, VMS...), à l'instar de ce qui se fait dans la circulation aérienne. L'effet de surprise sera, à l'avenir, l'apanage des sous-marins.

La relative liberté d'action laissée pour quelque temps dans le théâtre Atlantique doit être mise à profit pour être plus présent en zone Asie-Pacifique, là où des évolutions sont à prévoir sous la pression des événements et des ambitions et où la France est encore trop peu présente malgré des intérêts importants.

Une première recommandation serait donc d'accroître la présence du pavillon français, en déployant des bâtiments ASM modernes. La promotion du couple FREMM/NH90 offre l'opportunité de plusieurs missions avec des participations à des exercices bilatéraux, avec la Malaisie, Singapour, voire le Japon ou multinationaux, tels que RIMPAC. La Chine, également, pourrait être approchée, avec la prudence diplomatique qui s'impose.

Une seconde recommandation vise à améliorer notre connaissance du milieu maritime dans cette région par une collecte récurrente de données. Une politique de relevés océanographiques devrait être lancée, de façon discrète, en mettant à profit le passage de tous les bâtiments dans la zone et en développant des coopérations scientifiques avec des pays de la région, sous forme d'aide ou de participation.

Une troisième recommandation consiste à porter une attention accrue au développement des stratégies maritimes des différents pays, en particulier la Chine et la Russie. Il n'est pas certain, en effet, que ces thèmes fassent partie des priorités de nos services de renseignement. Les échanges d'officiers, leur participation aux différentes écoles de guerre des pays de la région, la présence de chercheurs dans les universités permettraient de mieux cerner les évolutions en cours ou projetées.

Une dernière recommandation concerne la structuration sans doute souhaitable de la lutte sous la mer. La Marine a opportunément regroupé géographiquement, à Brest, le commandement des sous-marins (ALFOST) et le centre de compétence de la lutte ASM qui dépend d'ALFAN. Le CICDE vient de publier, tout récemment, un document sur la Lutte contre les sous-marins⁴⁷, mais il ne recouvre que les aspects interarmées de cette lutte. Il est indispensable que l'EMA prenne la dimension de ce domaine de lutte et de ces enjeux. Les relations avec les alliés en Europe, avec l'OTAN (Norfolk) et avec les États-Unis sont essentielles pour le développement de nouveaux équipements, leur compatibilité et leur interopérabilité. Certains programmes, comme les drones sous-marins ou les communications, pourraient être pris en compte par l'Agence Européenne de Défense.

⁴⁷ « Lutte contre les sous-marins », RDIA, 2012/004, 28 novembre 2012 (DR).

Conclusion

Un conflit entre pays d'Asie du sud concernera les États-Unis au premier chef, mais ne pourra laisser l'Europe indifférente, ne serait-ce que pour la défense de ses intérêts stratégiques et pour les risques d'extension en océan Indien, mais aussi en Atlantique en fonction d'alliances possibles.

L'augmentation des flottes de sous-marins dans cette zone conduit déjà les États-Unis à accroître leurs efforts de recherche en matière de lutte ASM. L'Europe doit s'en préoccuper si elle ne veut pas se voir dépassée dans ce domaine ce d'autant plus que la tentation est forte, dans la plupart des pays européens confrontés à des difficultés budgétaires, de faire l'économie de leur composante sous-marine. La France et la Grande-Bretagne sont concernées au premier chef pour la protection de leurs SNLE. Il y a là matière à des développements communs dans le cadre des Accords de Lancaster House.

Annexe A

FORCES SOUS-MARINES DANS LE PACIFIQUE

PAYS	CATEGORIE	TYPE	PLANIFIE
Australie	6 SMD	COLLINS 471 (1996-2005)+ Farncomb Waller Dechaineux Sheean Rankin	12 SNA ou SMD à l'étude (2025)
Canada	4 SMD	Victoria	Modernisation en cours
Chine	2 SNLE 1 SNLE 1 SSG 2 SNA 3 SNA 4 SMD 13 SMD 12 SMD 18 SMD	Jin (094) (2007) JL2 Xia (092) (1987) Golf (031) (1966) exp JL2 Shang (093) (2006) Han (091) (1980) Yuan (041) (2006) Song (039) (1999) Kilo (877 EKM) (1995) Ming (035) (1971)	4 autres planifiés 5 type 095 vers 2015 11 autres planifiés
Corée du Nord	20 SMD 40 SMC 23 mini	ROMEO (033) SANG-O YUGO	
Corée du Sud	9 SMD 3 SMD 3 mini 8 mini	Chang Bogo type 209 (1993) Hailung type 214 DOLGORAE : 051 à 053 COSMOS SX-756W	6 autres planifiés
Taiwan	2 SMD	2 type Zwaardvis S 793 Hai Lung (1987) S 794 Hai Hu (1988)	
Thaïlande			Achat de 4 type 206 à l'étude
Japon	19 SMD	4 type Suryu (2009) AIP 11 type Oyashio (1998) 4 type Harushio (1990)	3 en construction planifiés
Vietnam			6 SMD Kilo 636
États-Unis	14 SNLE 4 SSNG 7 SNA 42 SNA 3 SNA	Type Ohio (1984) Type Ohio Type Virginia (2004) Type Los Angeles (1977) Type Sea Wolf (1997)	11 autres planifiés

PAYS	CATEGORIE	TYPE	PLANIFIE
Indonésie	2 SMD	2 Type 209/1300 401 Cakra (1981) 402 Nanggala (1981)	3 type Chan Bogo type 209/1400 (Corée du sud) pour 2020
Singapour	3 SMD	3 type SJÖORMEN (2003) Centurion Conqueror Chieftain 2 type Archer (2011/2012 modif AIP)	Retrait progressif du service actif Achat de type Viking ?
Malaisie	2 SMD	2 type Scorpène	1 type Scorpène
Inde	1 SNA 16 SMD	Nerpa (type Akula) 10 Kilo 877 4 209/1 500 2 Veba	6 SM Scorpene 1 SSBN (ATV) +? 6 AIP ?
Pakistan	5 SMD	3 Agosta B 137 Khalid 138 Saad 139 Hamza 2 Agosta 135 Hamshat 136 Hurmat	3 SM chinois?
Russie	11 SNLE 6 SSGN 18 SNA 18 SMD	1 type Boreï Iori Dolgorouki 6 Delta IV – flotte Nord 3 Delta III – Flotte Pacifique 1 Typhon (exp) 6 Oscar II 3 Akula II 10 Akula I 2 Sierra II 1 Sierra I 4 Victor III 6 type Amour 18 type Kilo	8 en 2020 Remplacés par 2 Boreï Iori Dolgorouki Alexandre Nevski 6 type Yasen en 2020 Severodvinsk (2013) 3 type Lada 6 type Kilo
Chili	4 SMD	2 type Scorpène O'Higgins (2005) General Carrera (2007) 2 type Thompson (209) (1984)	2 type Scorpène ?
Pérou	6 SMD	6 type Casma (209)	Modernisation prévue
Colombie	2 SMD	2 type 209	
Équateur	2 SMD	2 type 209 (1977)	Modernisation prévue 2013

Annexe B

LES FORCES AMERICAINES DANS LE PACIFIQUE – PACOM

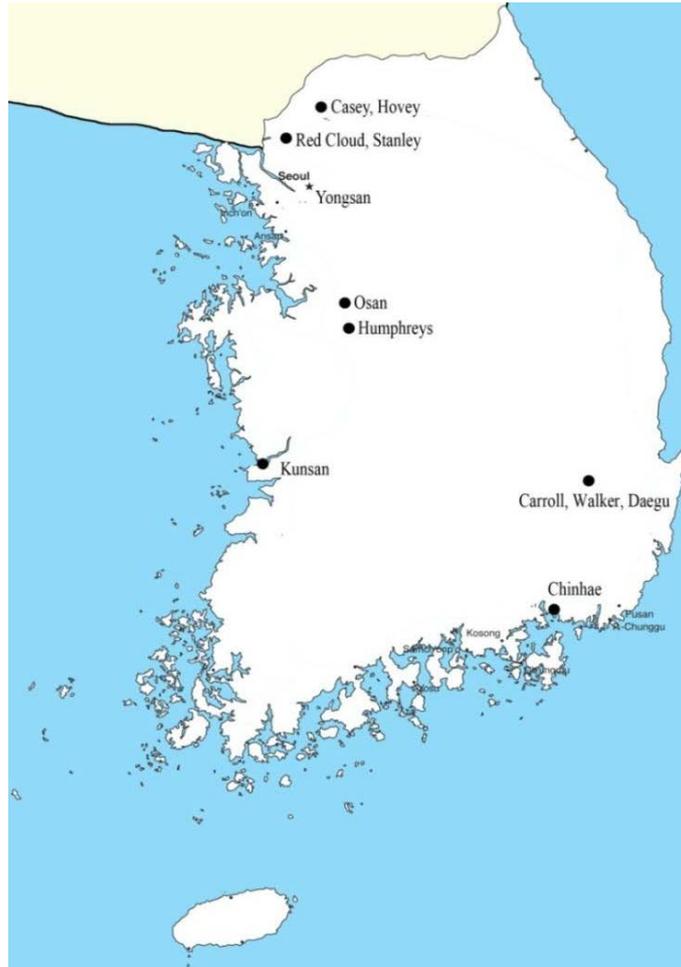
1 - Forces stationnées au Japon et évolutions prévues

<p>ARMY</p>	<p>USARJ / I Corps (FWD) : CMDR, ☆☆ (Zama) 10th SPT GRP (Torii Station) 1-1 ADA (Kadena) 78th Avn (Zama) 78th Signal BDE 83rd Ordinance BDE MP BDE</p>	
<p>AIR FORCE</p>	<p>USFJ and 5th AF: CMDR, ☆☆☆ (Yokota) 18th Wing: 44th FS (24xF-15C/D) 67th FS (24xF-15C/D) 961st AWACS (2xE-3B/C) 909th ARS (15xKC-135R/T) 33d RQS (8xHH-60G) (Kadena) 35th Fighter Wing: 13th FS (18xF-16CD) 14th FS (18xF-16C/D) (Misawa) Specialized support elements (Misawa) 374th Airlift Wing: 36th AS (14xC-130H1) 459th AS (4xUH-1N, 3xC-12J) (Yokota) Bilateral Air Operations Center (Yokota)</p>	
<p>NAVY / MARINES</p>	<p>7th Fleet: CMDR, ☆☆☆ (Yokosuka) Carrier Strike Group 5 (Yokosuka): CVN-73 (USS George Washington) CVW-5: 4 VFAs: 48xF/A-18 E/Fs, 1 VAQ: 6xEA-18Gs, 1 VAW: 4xE-2s, 1 VRC: 2xC-2s, 1 HS: 9xSH-60s, 3xHH-60s, 1 HSL: 15xSH-60s, 1 CFAF: 3xC-12s (Atsugi) DESRON-15: 7 DDGs (Yokosuka) Expeditionary Strike Group-7/CTF 76 (White Beach, Okinawa): COMPHIBRON-11: LHD-6, LPD-9, LSD-42, LSD-46, LCC-19, Helo Sea Combat Squadron 25, TACRON-12, Det WPAC, ACU-1, ACU-5, MCMRON-7, EODMU-5, Det WPAC Naval Region Japan, NAVFORJAPAN, CMDR, ☆☆ (Yokosuka) III Marine Expeditionary Force: CMDR, ☆☆☆ (Butler, Okinawa) III MEF MHQ, (Butler, Okinawa) 3rd MARDIV, CMDR ☆☆☆ 1st MAW: CMDR, ☆☆☆ 3rd MLG: CMDR, ☆☆☆ 3rd MEB: CMDR, ☆, (31st MEU) MAG-12 36xF/A-18 E/Fs; 6xAV-8Bs (Iwakuni)</p>	<p>Transfer Carrier Wing CVW-5 from Atsugi Air Base to Iwakuni</p> <p>-9.000 USMC -3rd MEB HQ Transfer Marine Air Base from Futenma to Henoko</p>



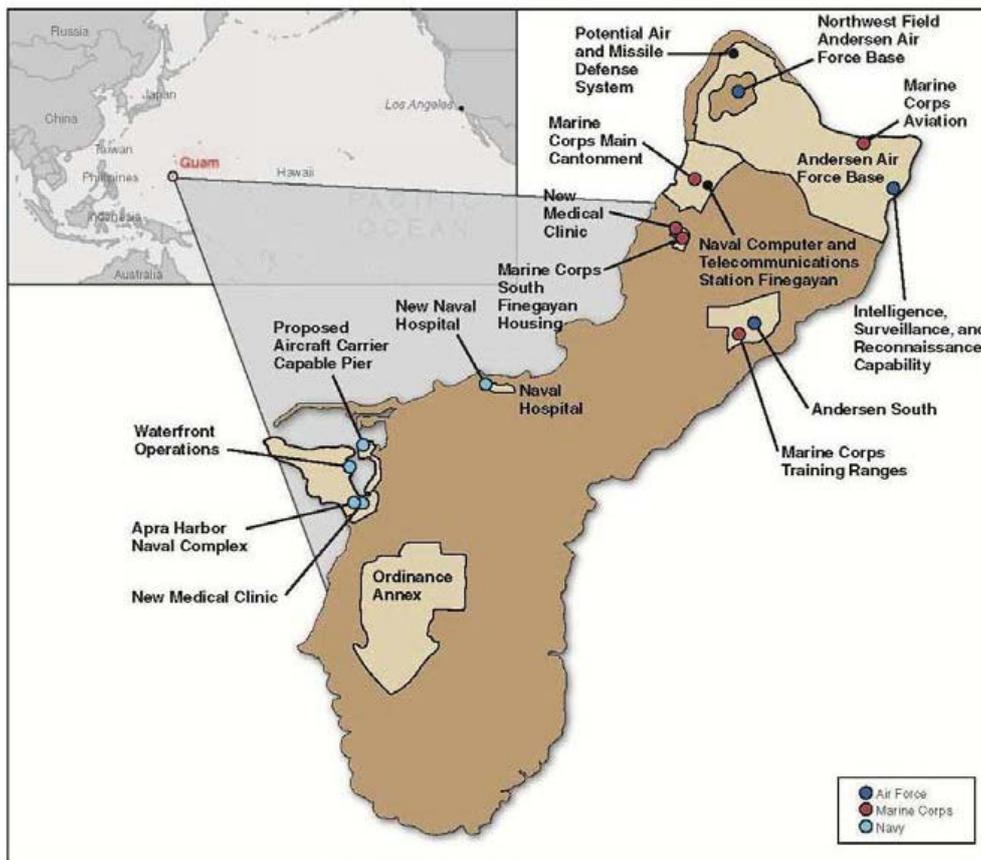
2 – Forces stationnées en Corée du sud et évolutions prévues

<p>ARMY</p>	<p>USFK, CFC and UNC: CMDR, ☆☆☆☆ (Yongsan) 8th U.S. Army: CMDR, ☆☆☆ (Yongsan) 2ID: CMDR, ☆☆ (Red Cloud) 1/2nd Heavy BCT 2nd Combat Aviation BDE 210 Artillery BDE 1st Signal BDE (Yongsan) 501st Military Intel BDE (Yongsan) 19th Expeditionary Sust CMD: CMDR, ☆ (Henry) 65th Medical BDE (Yongsan) 35th ADA BDE (Osan)</p>	<p>Transfer 9.000 Troops from Yongsan Base to Humphreys, Pyeontaek</p> <p>Transfer 10.000 Troops near DMZ to south of the Han River</p>
<p>AIR FORCE</p>	<p>7th AF: CMDR, and DEP CMDR CFC, ☆☆☆ (Osan) 51st Fighter Wing: 25th FS (21xA-10C) 36th FS (24xF-16C/D) 5th RS(ACC) (3xU-2R) 75th FS(ACC) (12xA-10C) (Osan) Air Operations Center (Osan) 8th Fighter Wing: 35th FS (18xF-16C/D) 80th FS (18xF-16C/D) (Kunsan)</p>	
<p>NAVY / MARINES</p>	<p>Naval Forces Korea (CNFK): CMDR, ☆ (Yongsan) Fleet Activities (CFAC) Chinhae MARFOR-K: CMDR, and UNC/CFC/USFK J-5, ☆☆☆ (Yongsan)</p>	



3 – Forces stationnées à Guam et évolutions prévues

<p>ARMY</p>	<p>Guam National Guard: Adjutant General, ☆☆ (Barrigada) GUARNG Element 1st BDE, 294th Infantry 105 Troop CMD 94th Civil Support Team (WMD)</p>	
<p>AIR FORCE</p>	<p>36th Wing: CMDR and Joint Region Marianas, DEP CMDR, ☆ (Andersen) 5th BW (AFGSC) (B-52 Deployed), AMC (ARC) (KC-135 Deployed), 12th RS (ACC) (RQ-4 Deployed) (Andersen) AF Contingency Response Group (Andersen) Space facilities (various locations throughout Guam) Guam MSFN Tracking Station (GTS)</p>	
<p>NAVY / MARINES</p>	<p>Joint Region Marianas, NAVMARIANAS, CMDR, ☆☆ (Naval Base Guam) Marine Corps Activity-Guam: OIC: Colonel COMSUBRON-15: 3 SSNs (Naval Base Guam) USMC: 1 HSC: 14 x MH-60s (Andersen) Naval Ordnance Annex, Guam</p>	<p>+1.500 PCS and 3.200 USMC +3rd MEB HQ</p>



4 – Forces stationnées à Hawaï

ARMY	<p>USARPAC: CMDR, ☆☆☆ (Shafter)</p> <p>USARPAC: DEP CMDR, ☆☆ (Shafter)</p> <p>HQ USARPAC (JTF-HD) (Shafter)</p> <p>25th ID HQ: CMDR, ☆☆ (Schofield)</p> <p>25th ID HQ: DEP CMDR - Operations, ☆ (Schofield)</p> <p>25th ID HQ: DEP CMDR - Support, ☆ (Schofield)</p> <p>2-25th Stryker BCT</p> <p>3-25th Infantry BCT</p> <p>25th Combat Aviation Brigade</p> <p>94th Army Air & Missile Defense Command (Shafter)</p> <p>18th MEDCOM</p> <p>8th Theater Sust CMD (Shafter)</p> <p>9th MSC (Shafter)</p>	
-------------	---	--

	<p>HI NG: Adjutant General, ☆☆ (Schafter)</p> <p>HIARNG: CMDR, ☆☆ (Hilo)</p> <p>HIANG: CMDR, ☆☆ (Hickam)</p> <p>HI ARES: CMDR, ☆☆ (Wheeler)</p>	
<p>AIR FORCE</p>	<p>HQ PACAF: CMDR, ☆☆☆☆ (Hickam)</p> <p>13th AF: CMDR, ☆☆☆ (Hickam)</p> <p>15th Wing: 535th AS (8xC-17) 65th AS (1xC-40B, 1xC-37)</p> <p>154th WG (HI ANG) 199th FS (18xF-22) 203 ARS (12xKC-135R)</p> <p>169th ACWS 120th FW (MT ANG) 186th FS (6xF-15C/D) (Hickam)</p> <p>Air Operations Center (Hickam)</p>	
<p>NAVY / MARINES</p>	<p>COMPACFLT: CMDR, ☆☆☆☆ (Pearl Harbor)</p> <p>COMPACFLT: DEP CMDR, ☆☆ (Pearl Harbor)</p> <p>NAVREGHAWAII, CMDR, ☆ (Pearl Harbor)</p> <p>3 VPs + 1 VPU: 27 x P-3s; 1 HSL: 10 x SH-60s; 1 VR: 2 x C-20s; 1 PMRF: 3 x C-26s</p> <p>COMSUBRON-1: 9 SSNs; COMSUBRON-7: 10 SSNs (Pearl Harbor)</p> <p>MARFORPAC: CMDR, ☆☆☆ (Camp Smith)</p> <p>MARFORPAC: DEP CMDR and CMDR Marine Corps Bases, ☆ (Camp Smith)</p> <p>HQ MARFORPAC: 3rd Marine Regt, MAG 24, CLB 3 (Marine Corps Base Hawaii [MCBH] Kaneohe Bay)</p> <p>*PACOM Unified Command: CMDR, ☆☆☆☆ (Camp Smith)</p> <p>*PACOM Unified Command: DEP CMDR, ☆☆☆ (Camp Smith)</p>	<p>+2.700 USMC</p>

5 – Forces stationnées en Alaska dépendant de PACOM

<p>ARMY</p>	<p>USARAK: CMDR, ☆☆ (Richardson) AK: 1/25th Stryker BCT 4/25th Airborne BCT 1/52 GSAB 6/17 CAV 2nd Engineer BDE AK NG: Adjutant General, ☆☆ AKARNG: CMDR, ☆ (Bryant) AKANG: CMDR, Col (near Fairbanks) WA: I Corps HQ: CMDR, ☆☆☆ (Lewis-McChord) 3/2nd Stryker BCT 4/2nd Stryker BCT 2/2nd Stryker BCT 16th CAB 17th Fires BDE</p>
<p>AIR FORCE</p>	<p>ALCOM/11th AF: CMDR, ☆☆☆ (Joint Base Elmendorf-Richardson, AK) 3rd Wing: 90th FS (21xF-22A) 525th FS (21xF-22A) 962d AWACS (2xE-3B/C) 517th AS (2xC-12F, 8xC-17) (JBER, AK) 176 WG (AK ANG): CMDR, ☆☆☆ 144th AS (8xC-130H2) 210th RQS (5xHH-60G) 211th RQS (3xHC-130N) 176th ACWS (JBER, AK) 354th Fighter Wing: 18 AGRS (18xF-16C/D) 168th ARW (AK ANG) 168th ARS (8xKC-135R) (Eielson, AK) Joint Pacific-Alaskan Range Complex (JPARC) (Eielson, AK)</p>
<p>NAVY / MARINES</p>	<p>3rd Fleet: CMDR, ☆☆☆ (San Diego) CSG-1: CVW-17, DESRON-17 (San Diego) CSG-3: CVW-9, DESRON-21 (San Diego) CSG-7: CVW-14, DESRON-7 (San Diego) CSG-9: CVW-2, DESRON-9 (San Diego) CSG-11: CVW-11, DESRON-23 (San Diego) COMSUBRON 17: 7 SSBNs (Bangor) COMSUBRON 19: 2 SSGNs, 1 SSBN (Bangor) SUBDEVRON-5: 3 SSNs (Bangor) COMSUBRON-11: 6 SSNs (San Diego) ESG-3 : COMPHIBRON-1 (+13th MEU), COMPHIBRON-3 (+15th MEU), COMPHIBRON-5 (+11th MEU), NBG-1, TACRON-11, TACRON-12 (San Diego) I MEF: CMDR, ☆☆☆ (Pendleton) 1 MEF MHG, 1st MEB, 11th MEU (C7F/CT76), 13th MEU, 15th MEU, 1st MARDIV, 3rd MAW, 1st MLG</p>

SUPPORT, LOGISTICS, OTHER (INCLUDES SOF)	<p>Global Support & Logistics LOGWESTPAC, CMDR, ☆ (Singapore) APS-3 (Afloat) 1xIBCT with AUG Afloat (Guam) 1xIBCT with AUG Afloat (Diego Garcia) APS-4 (Japan, ROK) 1xHBCT (Ashore Korea) MPSRON-2 (Diego Garcia) 15-17 Ships shared with MPSRON-3, MEB Set Afloat MPSRON-3 MEB Set Afloat (Guam/Saipan) Army 2x Container Ships, PACOM USAF 2x Container Ships, PACOM Navy 1x Breakbulk Vessel, PACOM Sust. Special Operations Forces: SOCPAC: CMDR, ☆☆ (Camp Smith, Hawaii) SOCKOR, USFK; (Camp Kim) UNCSOC; and DEP CUWTF, (Camp Kim) SOF: 1 Btn-1st Special Forces Group (Torii Station Garrison, Japan) SOF: 353rd Special Operations Group, 9xMC-130 (Kadena, Japan) Navy Special Warfare (NAVSPECWAR) Unit One (Apra Harbor, Guam) Joint Special Operations Task Force - Philippines (JSOTF-P) (Mindanao and Luzon, Philippines) Logistics Support Facility, Singapore Maritime Support Vessel at sea Joint POW/MIA Command, ☆☆ (Camp Smith, Hawaii) Joint Interagency Task Force – West, ☆ (Camp Smith, Hawaii) Ballistic missile defense assets (Regionally spread throughout PACOM AOR) Space (Assets spread throughout PACOM AOR) Cyberspace activities (Spread throughout PACOM AOR)</p>
---	--

6 – Forces prévues en renfort dans la planification 2020

Singapore	+ 4 LCS (Littoral Combat Ship)
Australia	+ 2.500 USMC in Darwin

(Source : US force posture strategy in the Asia Pacific region : an independent assessment – Center for strategic and international studies (CSIS) – August 2012).

7 – Les forces sous-marines dans le Pacifique (COMSUBPAC)⁴⁸

7.1 – Pearl Harbor, Hawaii

Commander, Submarine Squadron 1 (COMSUBRON One)

USS Bremerton (SSN 698)	classe L.A
USS Jacksonville (SSN 699)	classe L.A
USS La Jolla (SSN 701)	classe L.A
USS Key West (SSN 722)	classe L.A
USS Charlotte (SSN 766)	classe L.A
USS Greenville (SSN 772)	classe L.A
USS Texas (SSN 775)	classe VIRG

⁴⁸ Site de COMSUBPAC.

USS Hawaii (SSN 776)	classe VIRG
USS North Carolina (SSN 777)	classe VIRG

Commander, Submarine Squadron 7 (COMSUBRON Seven)

USS City of Corpus Christi (SSN 705)	classe L.A
USS Olympia (SSN 717)	classe L.A
USS Chicago (SSN 721)	classe L.A
USS Louisville (SSN 724)	classe L.A
USS Columbus (SSN 762)	classe L.A
USS Santa Fe (SSN 763)	classe L.A
USS Tucson (SSN 770)	classe L.A
USS Columbia (SSN 771)	classe L.A
USS Cheyenne (SSN 773)	classe L.A

7.2 - Bangor, Washington

Commander, Submarine Group 9 (COMSUBGRU Nine)

Commander, Submarine Squadron 17 (COMSUBRON Seventeen)

USS Henry M. Jackson (SSBN 730)
USS Alabama (SSBN 731)
USS Nevada (SSBN 733)
USS Nebraska (SSBN 739)
USS Maine (SSBN 741)
USS Louisiana (SSBN 743)

Commander, Submarine Squadron 19 (COMSUBRON Nineteen)

USS Ohio (SSGN 726)
USS Michigan (SSGN 727)
USS Kentucky (SSBN 737)
USS Pennsylvania (SSBN 735)

Commander, Submarine Development Squadron 5 (COMSUBDEVRON Five)

USS Seawolf (SSN 21)
USS Connecticut (SSN 22)
USS Jimmy Carter (SSN 23)

7.3 - San Diego, Californie

Commander, Submarine Squadron 11 (COMSUBRON Eleven)

USS Albuquerque (SSN 706)	classe L.A
USS San Francisco (SSN 711)	classe L.A
USS Topeka (SSN 754)	classe L.A
USS Asheville (SSN 758)	classe L.A
USS Jefferson City (SSN 759)	classe L.A
USS Hampton (SSN 767)	classe L.A

ARCO (ARDM 5)
Undersea Rescue Command (URC)

Arctic Submarine Laboratory

7.3 – Guam

Commander, Submarine Squadron 15 (COMSUBRON Fifteen)

USS Buffalo (SSN 715)	classe L.A
USS Houston (SSN 713)	classe L.A
USS Oklahoma City (SSN 723)	classe L.A

USS Frank Cable (AS 40)

7.4 - Diego Garcia

Emory S. Land (AS-39)

Soit un total de 8 SSBN, 2 SSGN et 30 SNA

Annexe C

PAYS VISITES PAR LA MARINE CHINOISE DEPUIS 1985

Dates	Pays visités	Navires
Novembre 1985	Pakistan, Sri Lanka, Bangladesh	Destroyer Hefei 132 (type Luda) et ravitailleur Fengcang
Mars 1989	Hawaï (États-Unis)	Navire école Zhenghe
Mars 1990	Thaïlande	Navire école Zhenghe
Octobre 1993	Bangladesh, Pakistan, Inde, Thaïlande	Navire école Zhenghe
Mai 1994	Russie (Vladivostok)	Destroyer Zhudai 166 (classe Luda 2), Frégate Huainan 540 (classe Jiangwei), Changxingdao 121 (classe Dajiang)
Août 1995	Russie (Vladivostok)	Frégate Huaibei 541 (classe Jiangwei)
Août 1995	Indonésie	Destroyer Zhuhai 166 (classe Luda 2), Frégate Huainan 540 (classe Jiangwei), un ravitailleur
Juillet 1996	Corée du Nord	Destroyer Harbin 112 (classe Luhui), Destroyer Xining 108 (classe Luda)
Juillet 1996	Russie (Vladivostok)	Destroyer Harbin 112
Février 1997	États-Unis (Hawaï, San Diego), Mexique, Pérou, Chili	Destroyer Harbin 112, Destroyer Zhuhai 166, ravitailleur Nancang 953
Février 1997	Thaïlande, Malaisie, Philippines	Destroyer Qingdao 113 (classe Luhui), Frégate Tongqing 542 (classe Jiangwei)
Avril 1998	Nouvelle Zélande, Australie, Philippines	Destroyer Qingdao 113, navire école Shichang 82, ravitailleur Nancang 953
Juillet 2000	Malaisie, Tanzanie, Afrique du sud	Destroyer Shenzhen 167 (classe Luhui), ravitailleur nancang 953
Août 2000	États-Unis (Hawaï, Seattle), Canada	Destroyer Qingdao 113, ravitailleur Taicang 575
Mai 2001	Inde, Pakistan	Destroyer Harbin 112 (classe Luhui), ravitailleur Taicang 575
Août 2001	France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Hong Kong	Destroyer Shenzhen 167 (classe Luhui), ravitailleur Fengcang 615
Septembre 2001	Australie, Nouvelle Zélande	Frégate Yichang 564, ravitailleur Taicang 575
Novembre 2001	Vietnam	Frégate Yulin 565 (classe Jiangwei)
Mai 2002	Corée du Sud	Frégates Jiaying 521 et Lianyungang 522 (classe Jiangwei)
Mai 2002	Singapour, Égypte, Turquie, Ukraine, Grèce, Portugal, Brésil, Équateur, Pérou, Polynésie	Destroyer Qingdao 113 (classe Luhui), ravitailleur Taicang 575
Octobre 2003	Brunei, Singapour, Guam	Destroyer Shenzhen 167 (classe Luhui), ravitailleur Qinghaihu 885
Novembre 2003	Nouvelle Zélande	Frégate Yichang 564 (classe Jiangwei), ravitailleur Taicang 575

Dates	Pays visités	Navires
Mai 2004	Hong Kong	8 bâtiments
Novembre 2005	Pakistan, Inde, Thaïlande	Destroyer Shenzhen 167 (classe Luhai), ravitailleur Weishanhu 887
Août 2006	États-Unis, Canada, Philippines	Destroyer Qingdao 113 (classe Luhai), ravitailleur Hongzhu 881
Septembre 2007	Australie	Destroyer Harbin, ravitailleur Hungzhu
Octobre 2007	Russie, UK, Espagne, France (3 mois)	Destroyer Guangzhou, ravitailleur Weishanhu
Depuis décembre 2008	Corne de l'Afrique	13 déploiements de 4 mois 2 Destroyers, ravitailleur
Novembre 2009	Chili, Pérou, Équateur, Polynésie	Destroyer Shijiazhuang, ravitailleur Hungzhu
Juillet 2010	Djibouti, Kenya, Tanzanie, Seychelles, Bangladesh	Navire hôpital
Août 2010	Égypte, Italie, Turquie, Grèce, Myanmar, Singapour (après Somalie)	Destroyer Guangzhou, une Frégate
Août 2010	Papouasie Nlle Guinée, Vanuatu, Tonga, Nlle Zélande, Australie	Navire école Zhenghe
Mars 2011	Tanzanie (après Somalie)	Frégate Zhoushan et Xuzhou
Mars 2011	Évacuation Libye de 36 000 ressortissants	Frégate Xuzhou
Avril 2012	Hong Kong	2 Frégates
Mars/Septembre 2012	Italie, Espagne, Canada, Jamaïque, Équateur, Polynésie et 8 autres pays	Navire école Zhenghe
Août 2012	Israël, Égypte, Bulgarie, Roumanie, Ukraine, Turquie (après Somalie)	Destroyers Yantai et Qingdao, ravitailleur Weishanhu

Source : <www.globalsecurity.org/military/world/China/images/plan-fp04.jpg>.

Annexe D

ÉQUIPEMENTS ET ARMES ASM DE LA MARINE CHINOISE⁴⁹

1 – Types de sonar des bâtiments de surface

DESIGNATION	FREQUENCE	TYPE	PORTEE (1)	CLASSE DE NAVIRES
Tamir 11	25 KHz	Recherche	5 km	Hainan
Tamir 2	30 KHz	Recherche, attaque	2,5 km	Luda, Shanghai, T-43
Pegas 2M	MF	Recherche	8 km	Riga, Luda
Tamir 10 (SjD-3)	25 KHz	Recherche	5 km	Kronstadt
SS 12 VDS	11,5-14,5 KHz	Actif	10 km	Haijiu, Zhi 9
SS 12 VDS	7 – 20 KHz	Passif	20 km	Haijiu, Zhi 9
EH 5	HF	Coque	5 km	Jianghu I,II,IV
SjD 5	HF	Dôme d'étrave	4 km	Jianghu III, V
SO 7H/SjD 7	MF	Dôme d'étrave	8 km	Jiangwei I, II
ESS 2 (export)	MF	Dôme d'étrave	12 – 28 km	FFG
DUBV 23 (SjD 8/9)	4,9 – 5,4 KHz	MF, dôme d'étrave	8 – 22 km	Luda III, Luhai, Luhu, Luzhou, Luyang I&II
DUBV 43 (ESS 1)	4,9 – 5,4 KHz	MF VDS	20 km	Luhu, Luda III
MG 335	MF	Dôme d'étrave	15 km	956 E, 054 A

(1) Estimée.

2 – Armes ASM des bâtiments de surface

DESIGNATION	ARMEMENT	CHARGEMENT	PORTEE (1)	BATIMENTS
Type 62	5 affûts/252mm	Manuel fixe	1.400 m	Luda, PC
Type FQF-2.500	12affûts/212mm	Manuel	2 500 m	Luda, Luhu
Type 81	6 affûts/252mm	Manuel	3 200 m	Frégates, PC
Type 87	6 affûts/252mm	Manuel	5 000 m	Jiangwei
RBU-1000	6 affûts/300mm	Automatique	1 000 m	Sovremenny
ILAS-3	3 affûts/lanceur	Tube LT	N/A	FF, DDG
Torpille	Source	Recherche	Portée	Bâtiments
A 244S	Copie FR	Active/Passive	6 000 m	Jiangwei
CY-1 (ASROC)	Copie US	Active/Passive	8 000	Luda III, Jiangwei
Yu-7	Copie MK 46	Active/Passive	6 000 M	Luda mod, 051, 052/Jiangwei

(1) Estimée.

⁴⁹ Source : James C. Bussert and Bruce A. Elleman, *PLAN combat systems technology, 1949-2010*, op. cit.

3 – Sonars et armements des sous-marins

DESIGNATION	SOURCE	FREQUENCE	MODE	PORTEE (1)	SM
MARS-12	URSS	25 KHz	Passif	15 km	S
Tamir-5LS	URSS	HF	Actif	5 km	031
Feniks	URSS	HF	Passif	20 km	033
Arktika	URSS	3-13 KHz	Actif	25 km	033
TSM-2233/2255	France	10 Hz-5 KHz	Actif	25 km	039
DUUX-5	France	2-15 KHz	Actif/Passif	20 km	Han, Xia
MGK-400	URSS	LF	Actif/Passif	100 km	Kilo 877
MGK-400 EM	URSS	LF	Actif/Passif	110 km	Kilo 636, Yuan, 093, 094
MG-519	URSS	HF	Actif	10 km	Kilo 877
Torpille	Source	Type	Vitesse	Portée	SM
Yu-1 53-51	URSS/US	Rectiligne	39 kts	9 km	031
Yu-4A	PLAN	Actif/Passif	30 kts	6 km	Tous SMD
Yu-4B (ET-31)	PLAN	Actif/Passif	35 kts	9,5 km	export
E53-67	URSS	Homing	35 kts	10 km	Kilo
TEST-71	URSS		24-40 kts	15-25 km	Kilo
TEST-96	URSS		35 kts	25 km	Kilo
53-65 KE	URSS	Détecteur de sillage	45 kts	18 km	Kilo
Shkval	Kazakhstan	Rectiligne	195 kts	15-20 km	40 unités
Missile de croisière	Source	Type	Vitesse	Portée	SM
Ji-8 Mod 3	PLA	Antinavire	Mach 0,9	42 km	Wuhan C
Missiles	Désignation	Vol	Vitesse	Portée	SM
Club-S 91RE1	Anti SM	1 étage	Subsonique	50 km	Kilo 636
Club-S 3M54E1	Antinavire	2 étages	Subsonique	300 km	Kilo 636
JL-1 CSS-N-3	Terrestre	Balistique	Supersonique	3 600 km	Xia
JL-2 CSS-N-4	Terrestre	Guidage GPS	Supersonique	8 000 km	Jin

(1) Estimée.

Annexe E LES FLOTTES SOUS-MARINES RUSSES DU PACIFIQUE ET DU NORD⁵⁰

1 – La flotte du Pacifique, basée à Vilyuchinsk (Kamchatka)⁵¹

Classe	Nom	Projet	Admission au service actif
SSBN	K-223 Podolsk	Projet 667BDR	1979
SSBN	K-433 Svyatoy Georgiy Pobedonosets	Projet 667BDR	1980
SSBN	K-44 Ryazan` (1)	Projet 667BDR	1982
SSBN	K-550 Alexander Nevsky	Projet 955	2014
SSBN	Vladimir Monomakh (tbd)	Projet 955	2014/15
SSGN	K-132 Irkutsk	Projet 949A	1988
SSGN	K-442 Chelyabinsk	Projet 949A	1990
SSGN	K-456 Tver	Projet 949A	1992
SSGN	K-186 Omsk	Projet 949A	1993
SSGN	K-150 Tomsk	Projet 949A	1996
SSN	K-263 Barnaul	Projet 971	1987
SSN	K-322 Kashalot	Projet 971	1988
SSN	K-391 Bratsk	Projet 971	1989
SSN	K-331 Magadan	Projet 971	1990
SSN	K-419 Kuzbass	Projet 971	1992
SSN	K-295 Samara	Projet 971	1995
SS	B-260 Chita	Projet 877	1981
SS	B-445 Svyatoy Nikolay Chudotvorets	Projet 877	1988
SS	B-394	Projet 877	1988

⁵⁰ Sources : Sites Russian strategic nuclear forces/List of current Russian Navy ships/Russian Navy Complete Ship List 2012.

⁵¹ En rouge les bâtiments en réserve ou en IPER.

Classe	Nom	Projet	Admission au service actif
SS	B-464 Ust`-Kamchatsk	Projet 877	1990
SS	B-494 Ust`-Bolsheretsk	Projet 877	1990
SS	B-187	Projet 877	1991
SS	B-190 Krasnokamensk	Projet 877	1992
SS	B-345 Mogocha	Projet 877	1994

(1) Réarmé après avoir été retiré du service

2 – La flotte du Nord, basée à Gadzhiyev

Classe	Nom	Projet	Admission au service actif
SSBN	TK-17 Arkhangelsk(1)	Projet 941	1987
SSBN	Tk-20 Severstal (1)	Projet 941	1989
SSBN	TK-208 Dmitriy Donskoy (2)	Projet 941UM	1981
SSBN	K-51 Verkhoturys	Projet 667BDRM	1984
SSBN	K-84 Ekaterinburg (3)	Projet 667BDRM	1985
SSBN	K-114 Tula	Projet 667BDRM	1987
SSBN	K-117 Bryansk	Projet 667BDRM	1988
SSBN	K-18 Kareliya	Projet 667BDRM	1989
SSBN	K-407 Novomoskovsk	Projet 667BDRM	1990
SSBN	K-535 Yury Dolgoruky	Projet 955	2013
SSGN	K-119 Voronezh	Projet 949A	1989
SSGN	K-410 Smolensk	Projet 949A	1990
SSGN	K-266 Orel	Projet 949A	1992
SSN	K-317 Pantera	Projet 971	1990
SSN	K-461 Volk	Projet 971	1991
SSN	K-328 Leopard	Projet 971	1992

Classe	Nom	Projet	Admission au service actif
SSN	K-154 Tigr	Projet 971	1993
SSN	K-157 Vepr	Projet 971	1995
SSN	K-335 Gepard	Projet 971	2001
SSN	B-239 Karp	Projet 945	1984
SSN	B-276 Kostroma	Projet 945	1987
SSN	B-534 Nizhniy Novgorod	Projet 945A	1990
SSN	B-336 Pskov	Projet 945A	1993
SSN	B-388 Petrozavodsk	Projet 671RTMK	1988
SSN	B-138 Obninsk	Projet 671RTMK	1990
SSN	B-414 Daniil Moskovskiy	Projet 671RTMK	1990
SSN	B-448 Tambov	Projet 671RTMK	1992
SSN	K-329 Severodvinsk	<i>Projet 885</i>	<i>2013</i>
SSAN	BS-64 Podmoskovye	Projet 667BDRM	1986
SSAN	BS-136 Orenburg	Projet 09786	1981
SSAN	AS-23	Projet 1851	1986
SSAN	AS-21	Projet 18511	1991
SSAN	AS-35	Projet 18511	1995
SSAN	AS-13	Projet 1910	1986
SSAN	AS-15	Projet 1910	1991
SSAN	AS-33	Projet 1910	1994
SSAN	AS-31	Projet 10831	2010
SSA	B-90 Sarov	Projet 20120	2008
SS	B-401 Novosibirsk	Projet 877	1984
SS	B-402 Vologda	Projet 877	1984
SS	B-808 Yaroslavl'	Projet 877	1988

Classe	Nom	Projet	Admission au service actif
SS	B-459 Vladikavkaz	Projet 877	1990
SS	B-471 Magnitogorsk	Projet 877	1990
SS	B-177 Lipetsk	Projet 877	1991
SS	B-800 Kaluga	Projet 877LPMB	1989

- (1) En réserve depuis 2004.
- (2) Classe Typhoon utilisé pour les essais du missile R-30 Bulava
- (3) En réparation longue durée après un incendie. Retour à l'activité en Juin 2014 (prévisions)

Annexe F

ACRONYMES

ADS –	Advanced Deployable System
APEC –	Asia Pacific Economic Cooperation
ARF –	ASEAN Regional Forum
ASEAN –	Association of South East Asian Nations
ASM –	Anti Sous-Marin
BNAO –	Bureau National des Affaires Océaniques
BPC –	Bâtiment de Projection et de Commandement
CICDE –	Centre Interarmées de Concept, Doctrines et Expérimentations
CMS –	China Maritime Surveillance
CNOOC –	China National Offshore Oil Corporation
COMRA –	China Ocean Mineral Resources R&D Association
COSCO –	China Ocean Shipping Company
DARPA –	Defense Advanced Research Projects Agency
DSRV –	Deep Submarine Rescue Vehicle
ISA –	International Seabed Association
JMSU –	Joint Maritime Seismic Undertaking
LCS –	Littoral Combat Ship
MAD –	Magnetic Anomaly Detector
MOU –	Memorandum Of Understanding
OMC –	Organisation Mondiale du Commerce
ONGC –	Oil and Natural Gas Corporation
ONU –	Organisation des Nations-Unies
PLAN –	People's Liberation Army Navy
PIB –	Produit Intérieur Brut
RDC –	République Démocratique du Congo
RPC –	République Populaire de Chine
SMD –	Sous-Marin Diésel
SNA –	Sous-marin Nucléaire d'Attaque
SNLE –	Sous-marin Nucléaire Lanceur d'Engins
SSBN –	Strategic Submarine Ballistic Nuclear
SSGN –	Strategic Submarine Guided missile Nuclear
UAV –	Unmanned Aerial Vehicle
USV –	Unmanned Submarine Vehicle
UUV –	Unmanned Underwater Vehicle
ZEE –	Zone Economique Exclusive

Annexe G BIBLIOGRAPHIE

- 1 – Jane's 2010 – 2011 – 2012
- 2 – Flottes de combat 2012
- 3 – Chine : les dessous d'une stratégie – E.N. Luttwak
- 4 – US Force Posture Strategy in the Asia-Pacific Region: An Independent Assessment – CSIS June 27, 2012
- 5 – China Analysis – Les Nouvelles de Chine n°32 – Asia Centre – Matthieu Duchâtel et François Godement
- 6 – US-India-China relations in the Indian Ocean: A Chinese Perspective – Chunhao Lou – Strategic Analysis – Vol. 36, N°4, July-August 2012 IDSA
- 7 – The Chinese Navy: Expanding Capabilities, Evolving Roles – P.C. Saunders, C.D. Yung, M. Swaine, A.Nien-Dzu Yang – INSS 2011
- 8 – China Strategic Perspective n°3 – C.D Yung, R. Rustici – INSS December 2010
- 9 – China Strategic Perspective n°4 – Ph. Saunders, J.K. Wiseman – INSS December 2011
- 10 – China Strategic Perspective n°5 – M.E. Redden, Ph.C. Saunders – INSS September 2012
- 11 – China's Arctic aspirations – Linda Jakobson, Jingchao Peng – SIPRI November 2012
- 12 – The Chinese Navy, Its Regional Power and Global Reach – You Ji – ISSN Strategic Analysis Vol. 36 May June 2012
- 13 – The South China Sea: Oil, Maritime Claims and US-China Strategic Rivalry – L. Buszynski CSIS – The Washington Quarterly – Spring 2012
- 14 – War with China – James Dobbins – Survival vol. 54 N°4 – August-September 2012
- 15 – Stirring up the South China Sea (1&2) – Asia report N°223 – ICG 23 April 2012
- 16 – Questions maritimes en Asie du sud-est – A. Besson – IRIS mars 2011
- 17 – Chinese military modernization and force development – A western Perspective –A.H.Cordesman, N.S. Yarosh – CSIS July 30, 2012
- 18 – La réunion de l'APN et les turbulences politiques: evaluation de la stabilité du régime chinois – Valérie Niquet – FRS note n° 06/2012
- 19 – Not congruent but quite complementary – US and Chinese approaches to Nontraditional Security – China Maritime Studies Institute N°9 NWC July 2012
- 20 – L'influence de la Chine en Méditerranée – Eugenio Bregolat Oblols
- 21 – Le Vietnam face à la stratégie de défense chinoise en mer de Chine méridionale – Alice Grandserre – CESM Juillet 2012
- 22 – Hidden Dragon, crouching lion: how China's advance in Africa is underestimated and Africa's potential underappreciated – D.E. Brown – SSI September 2012
- 23 – China's growing role in African peace and security – Saferworld January 2011
- 24 – China's recent relations with Maritime neighbours – M. Yahuda – The International Spectator Vol 47, N°2, June 2012 – ISSN
- 25 – The Driving Forces behind China's naval modernization – Y.H Lim – Comparative Strategy – May 2011
- 26 – Sustaining U.S. Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense – U.S. DoD – January 2012
- 27 – Asie : une reconfiguration géopolitique – Barry Buzan – Politique étrangère 2.2012

- 28 – Les îles Spratley et Paracels – L. Garnier CESM
- 29 – The Maritime Strategy of China in the Asia-Pacific Region – Huang, An-Hao – University of Melbourne – August 2009
- 30 – The PLA at home and Abroad: assessing the operational capabilities of China's military – SSI – June 2010
- 31 – ASW Concept of Operations for the 21st Century – TF ASW US NAVY
- 32 – L'importance de la lutte ASM au 21^{ème} siècle : le cas du sud-est asiatique – EV1 W. Marty – CESM
- 33 – China and Japan Maritime Disputes in the East China Sea: a note on recent developments – S.K. Kim – Ocean Development & International Law – August 2012
- 34 – Chinese Naval Strategy in the South China Sea: an abundance of noise and smoke, but little fire – Lyle Goldstein – Contemporary Southeast Asia Vol. 33 N°3 2011
- 35 – A strategic perspective on Security and Naval Issues in the South China Sea – C. Rahman, M. Tsamenyi – University of Wollongong, Australia – Ocean Development & International Law November 2010
- 36 – Sous le dioptre des mers du Sud-Est asiatique – Mémoire de géopolitique du C.F. Marc Delorme – CID – Mars 2006
- 37 – People's Liberation Army Navy – Combat systems technology, 1949-2010 – J.C. Bussert, B.A. Elleman – Naval Institute Press
- 38 – Sea Power and the Asia-Pacific – The triumph of Neptune? G. Till, P.C. Bratton
- 39 – De la Chine – Henry Kissinger